

**Evaluation des programmes économiques de  
François Fillon, Alain Juppé, Bruno Le Maire et  
Nicolas Sarkozy, candidats à la Primaire de la  
droite et du centre**

Fondation iFRAP  
[www.ifrap.org](http://www.ifrap.org)  
Octobre 2016

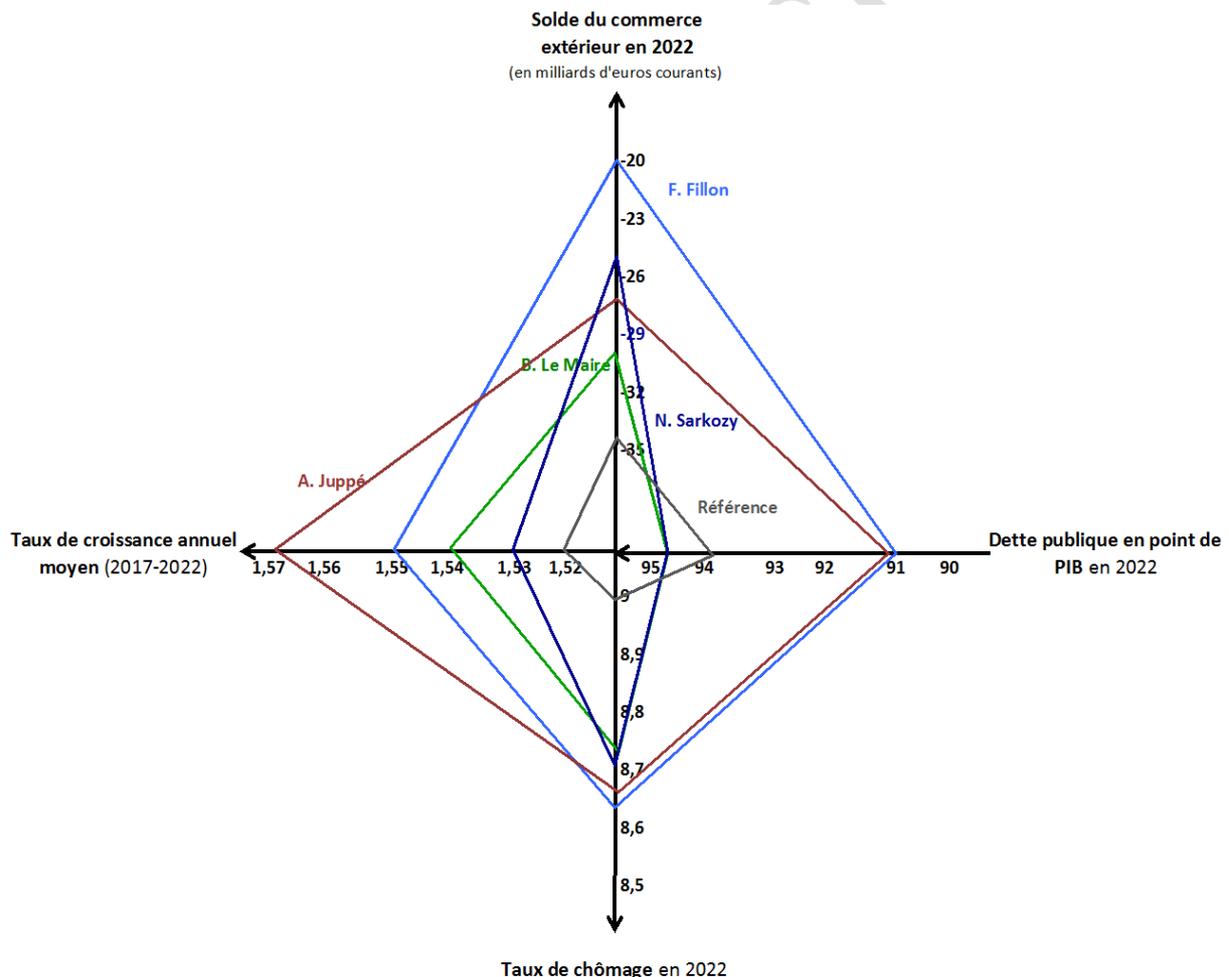
■ FONDATION  
**iFRAP**

FONDATION POUR LA RECHERCHE  
SUR LES ADMINISTRATIONS ET  
LES POLITIQUES PUBLIQUES

## Evaluation des programmes économiques de François Fillon, Alain Juppé, Bruno Le Maire et Nicolas Sarkozy, candidats à la Primaire de la droite et du centre

### Vue synthétique sur les résultats en 2022

Le graphique suivant, parfois appelé « carré magique », permet d'apprécier les conséquences des programmes économiques des quatre candidats analysés à l'aune de quatre indicateurs économiques qui reflètent quatre objectifs de la politique économique : la croissance, la compétitivité, l'équilibre des finances publiques, l'emploi. Les quatre indicateurs retenus sont l'amélioration du solde commercial en 2022 (pour la compétitivité), le taux de croissance annuel moyen sur la période, le taux de chômage (sa baisse indiquant une politique efficace en termes d'emploi) et le poids de la dette publique (pour apprécier retour à l'équilibre des finances publiques). L'ampleur de la surface formée par le quadrilatère permet d'apprécier l'efficacité du programme préconisé à l'aune des quatre indicateurs retenus.

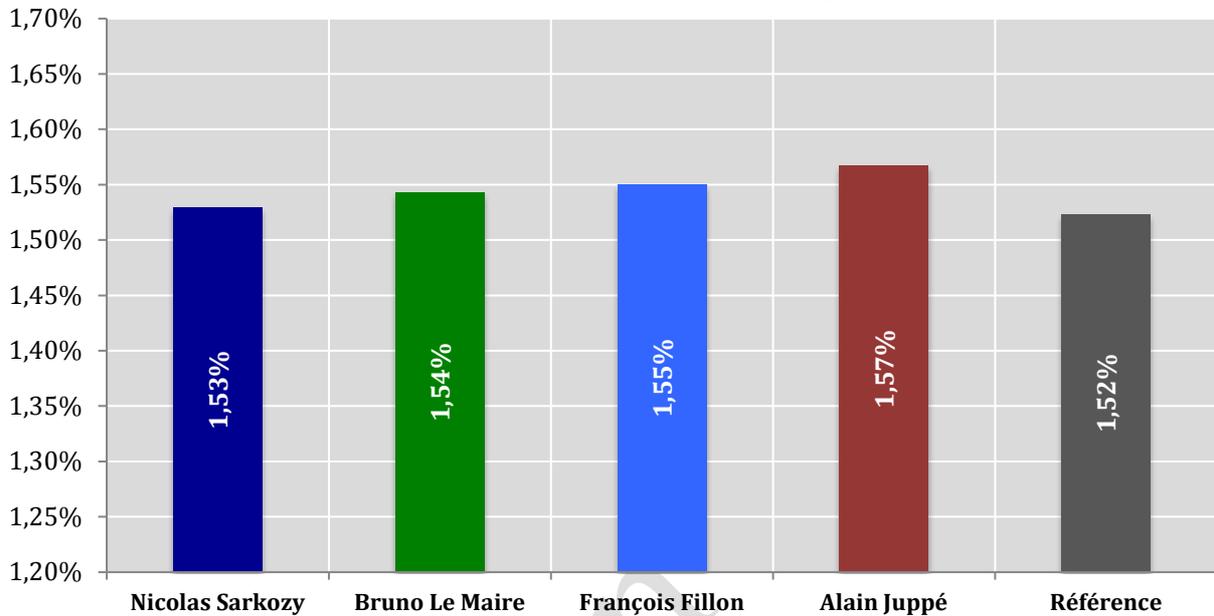


Les différences en termes de croissance et de baisse du chômage entre les programmes des quatre candidats analysés (ide 1,53% à 1,57% de croissance annuelle moyenne entre 2017 et 2022, de 8,6 à 8,7% pour le taux de chômage en 2022).

Nicolas Sarkozy et Bruno Le Maire parviendrait à une dette publique qui représenterait 94,7% du PIB tandis qu'Alain Juppé et François Fillon ramèneraient ce poids à 91%. La différence est de l'ordre de 80 milliards d'euros (3,6 points de PIB).

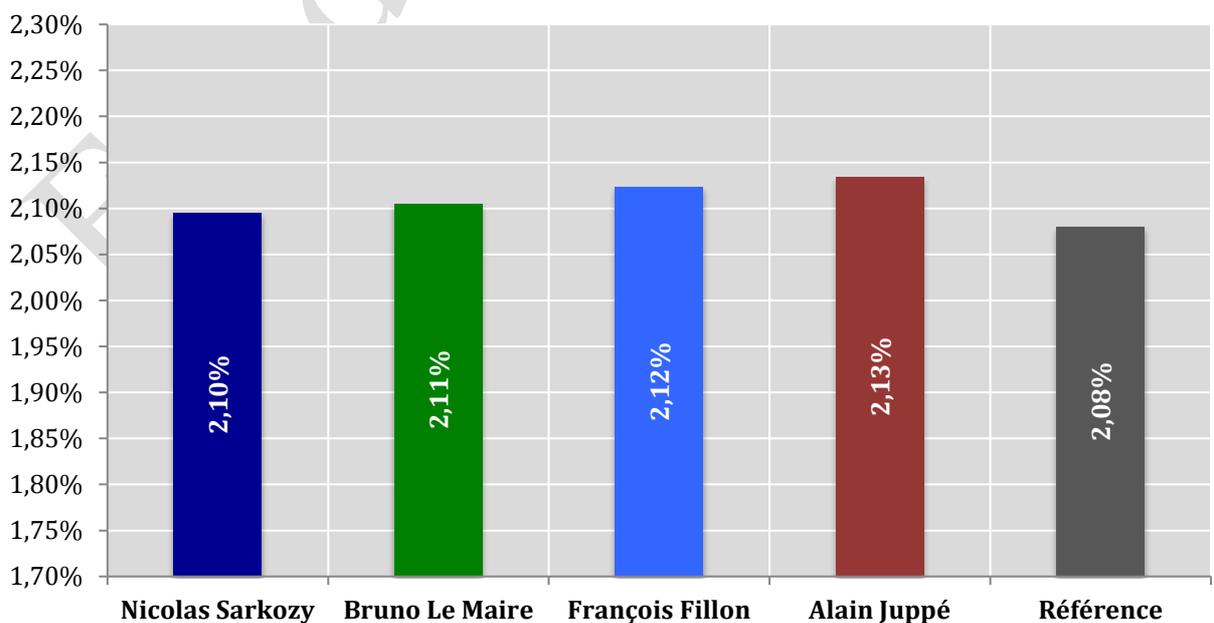
## Fondamentaux économiques

**Appréciation des effets sur la croissance des programmes proposés par les candidats**  
(taux de croissance annuel moyen)

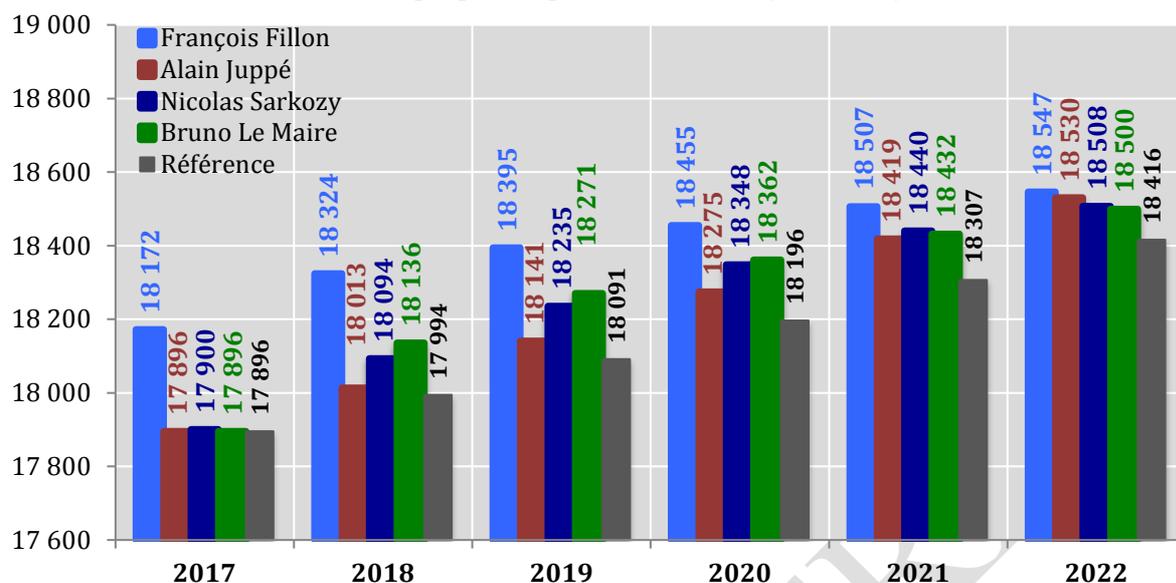


On observe des évolutions très différentes entre la part marchande et non marchande du PIB puisque tous les candidats proposent des réductions de la sphère d'intervention publique et cherchent à redynamiser l'initiative privée. On relève donc des taux de croissance du PIB marchand supérieure à ceux du PIB global précédemment présentés.

**Appréciation des effets sur la croissance du PIB marchand des programmes proposés par les candidats**

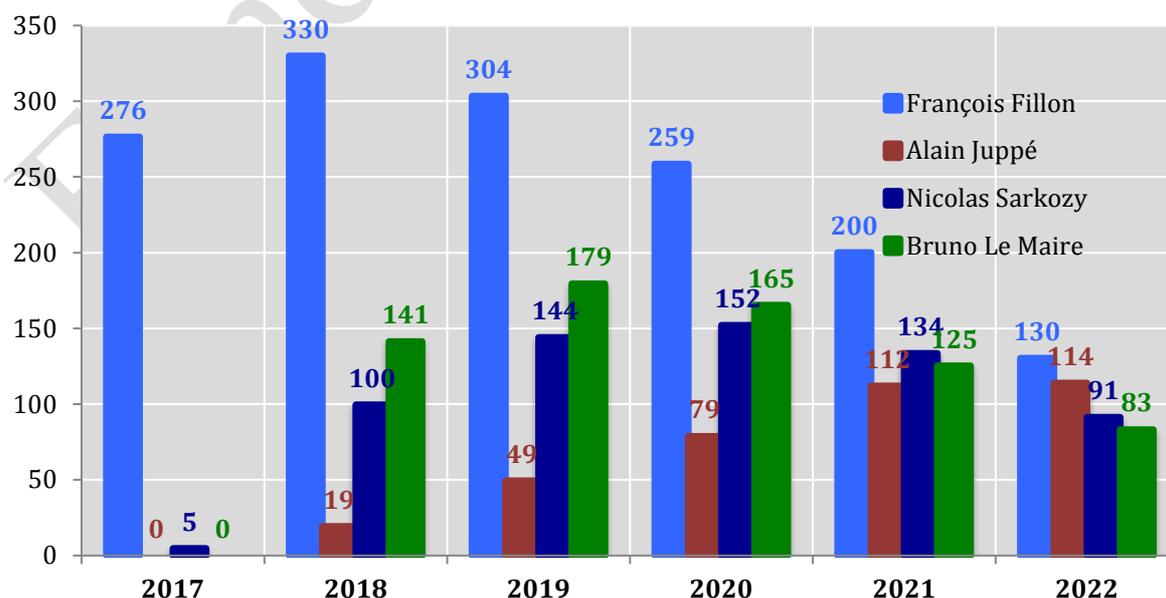


### Emplois du secteur marchand non agricole suite à la mise en place des mesures proposées par les candidats (en milliers)



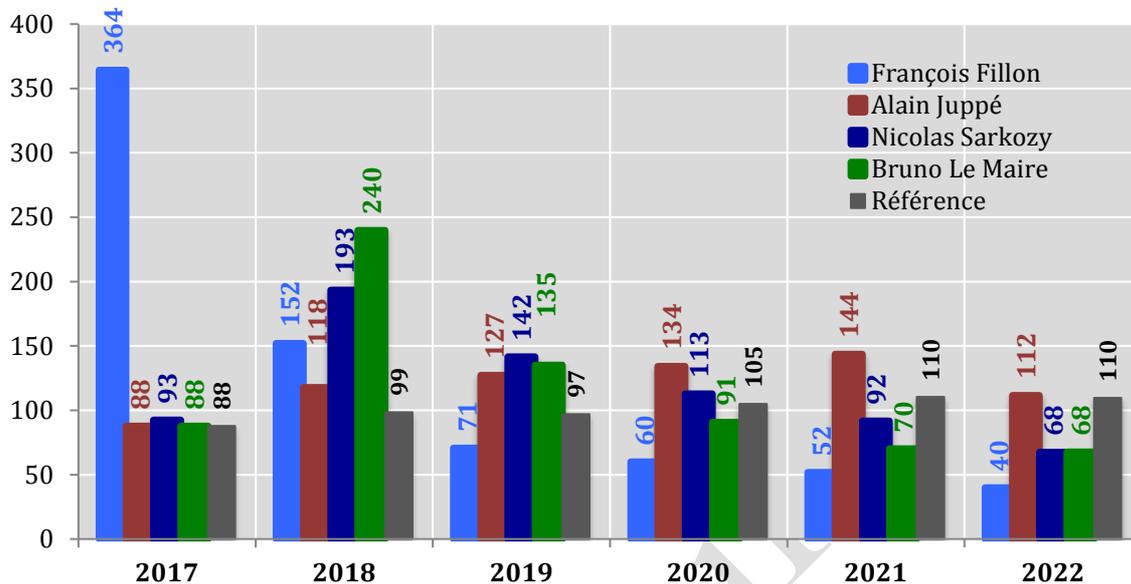
Rappelons que 521 000 emplois marchands non agricoles sont créés entre 2017 et 2022 dans le scénario de référence. Les mesures proposées par les candidats aboutissent à un supplément d'emplois, au-delà de ces 521 000 emplois, compris entre 83 000 (Bruno Le Maire) et 130 000 (François Fillon) en 2022. On remarque par ailleurs que les dynamiques de création d'emplois sont très liées au séquençage des mesures mises en place. Ainsi, le choc fiscal initial de François Fillon permet la création de 300 000 en 2018 mais la mise en place du programme d'économies de dépenses et le relèvement de la TVA amoindrissent peu à peu ce supplément de création d'emplois marchands qui n'est plus que de 130 000 unités en 2022. Le même type de dynamique peut être relevé avec les programmes de Nicolas Sarkozy (choc fiscal en 2018) et Bruno Le Maire (baisse de la CSG initiale). Les créations d'emplois sont plus progressives dans le programme d'Alain Juppé puisque le profil des baisses de prélèvements obligatoires retenu est progressif (hypothèse retenue en l'absence de précision de la part de l'équipe du candidat).

### Emplois supplémentaires dans le secteur marchand non agricole suite à la mise en place des mesures proposées par les candidats



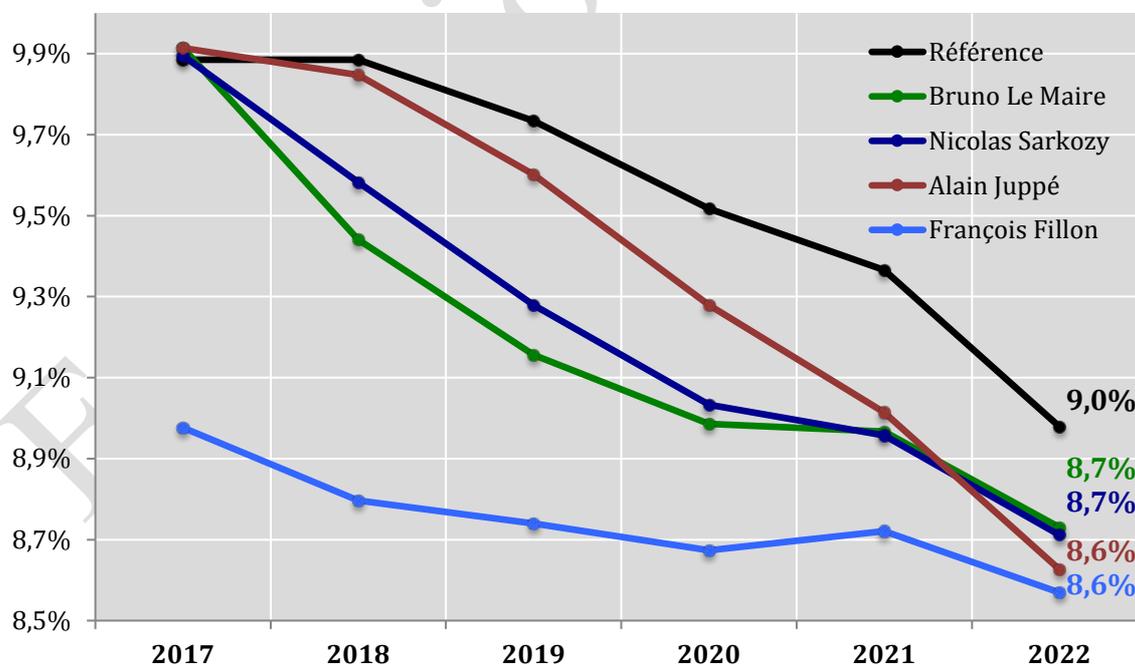
Le graphique suivant, en termes d'évolution annuelle de l'emploi par rapport au compte de référence permet d'apprécier les profils différenciés sur la période 2017-2022 selon les programmes mis en place.

**Evolution annuelle de l'emploi dans le secteur marchand non agricole suite à la mise en place des mesures proposées par les candidats (en milliers)**



**Evolution du taux de chômage suite à la mise en place des mesures proposées par les candidats**

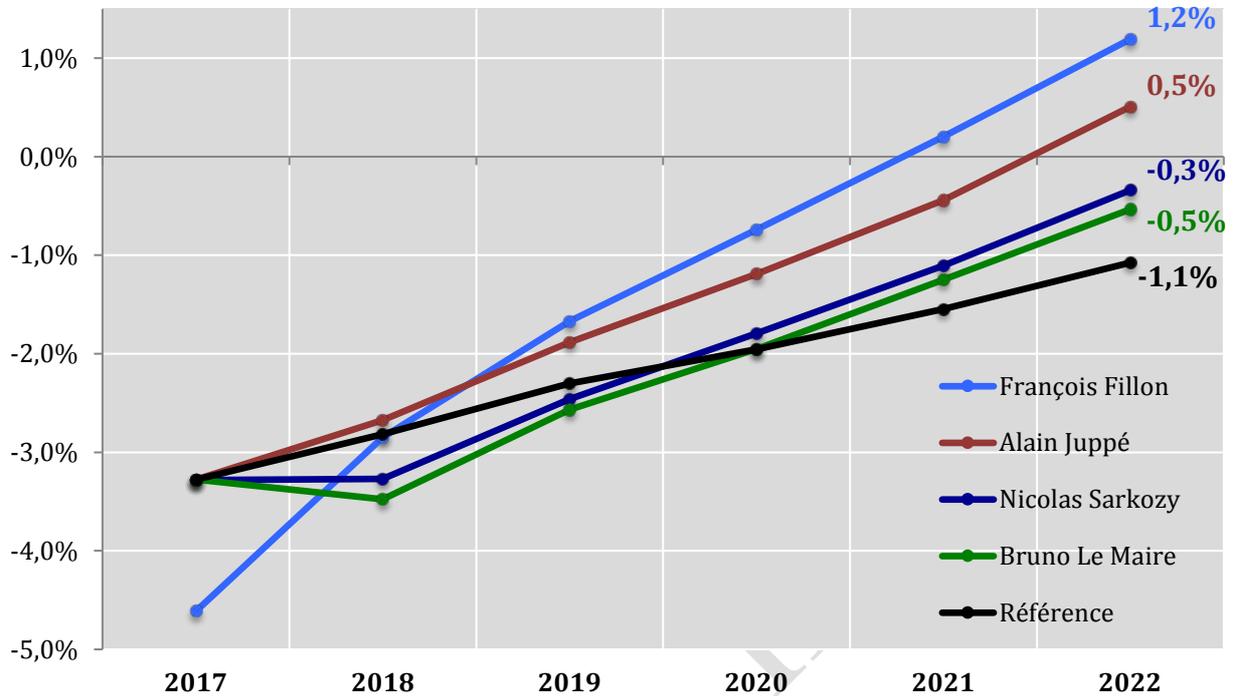
(en % de la population active métropolitaine)



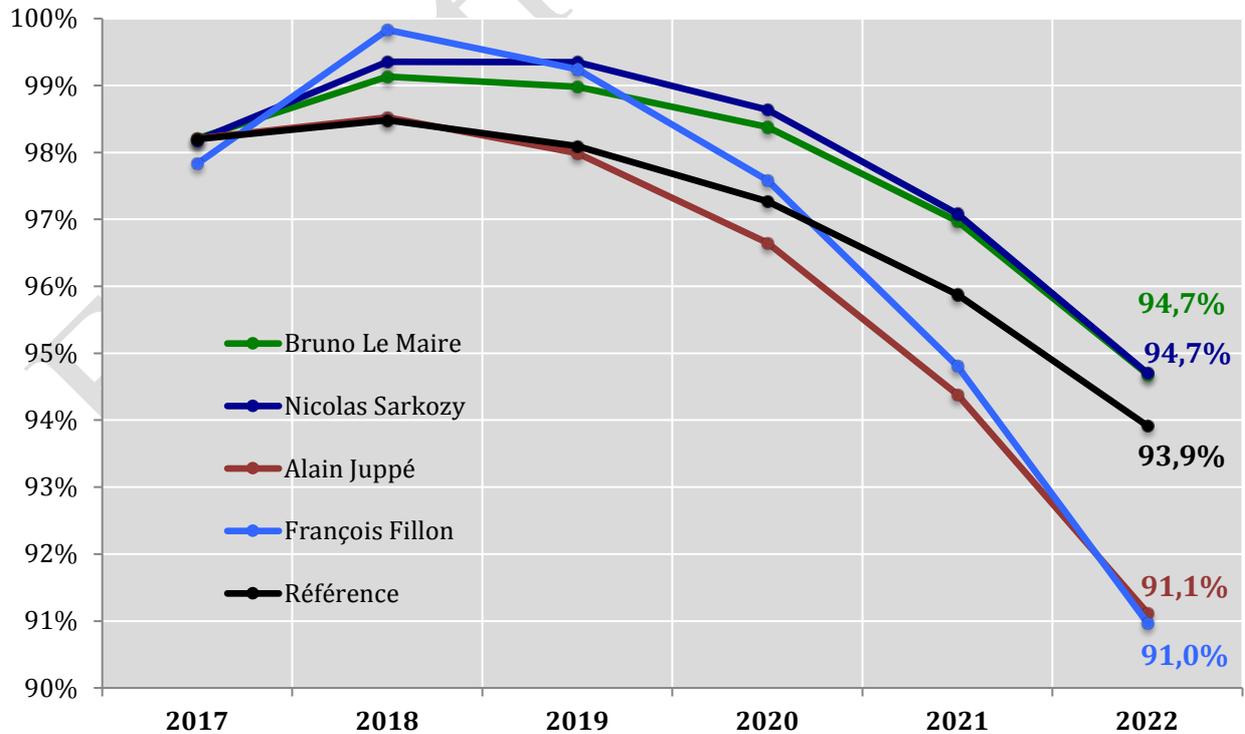
Les deux graphiques suivants (solde public et dette publique en point de PIB) permettent d'apprécier les efforts de redressement des finances publiques entrepris par l'ensemble des candidats.

## Finances Publiques

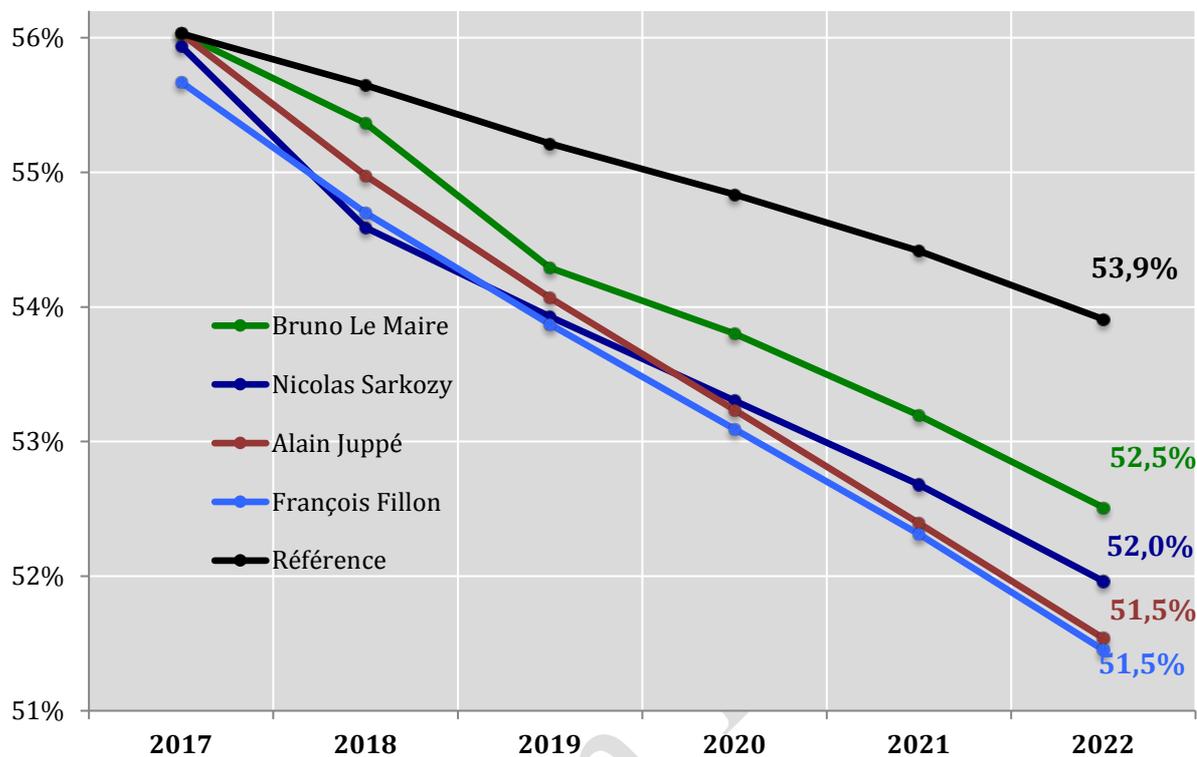
Solde des Administrations publiques suite à la mise en place des mesures proposées par les candidats (en point de PIB)



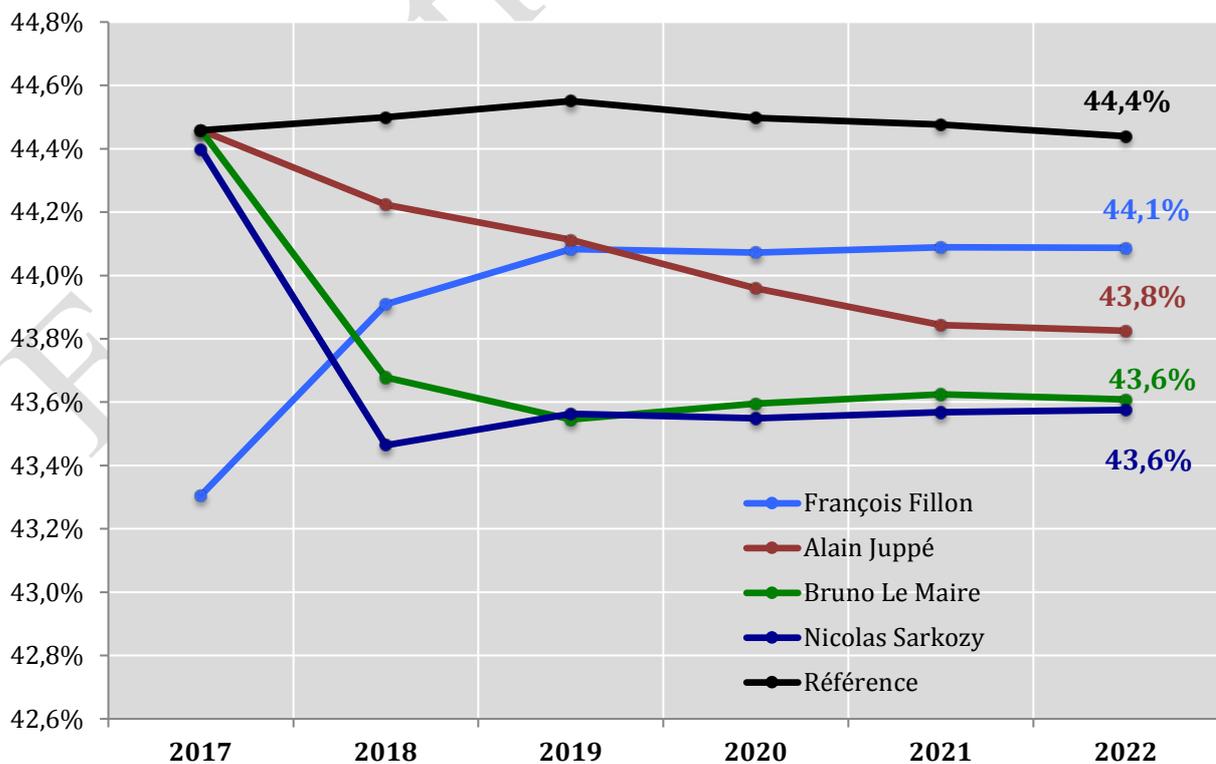
Evolution de la dette des administrations publiques suite à la mise en place des mesures proposées par les candidats (en point de PIB)



**Dépenses publiques suite à la mise en place des mesures proposées par les candidats (en point de PIB)**

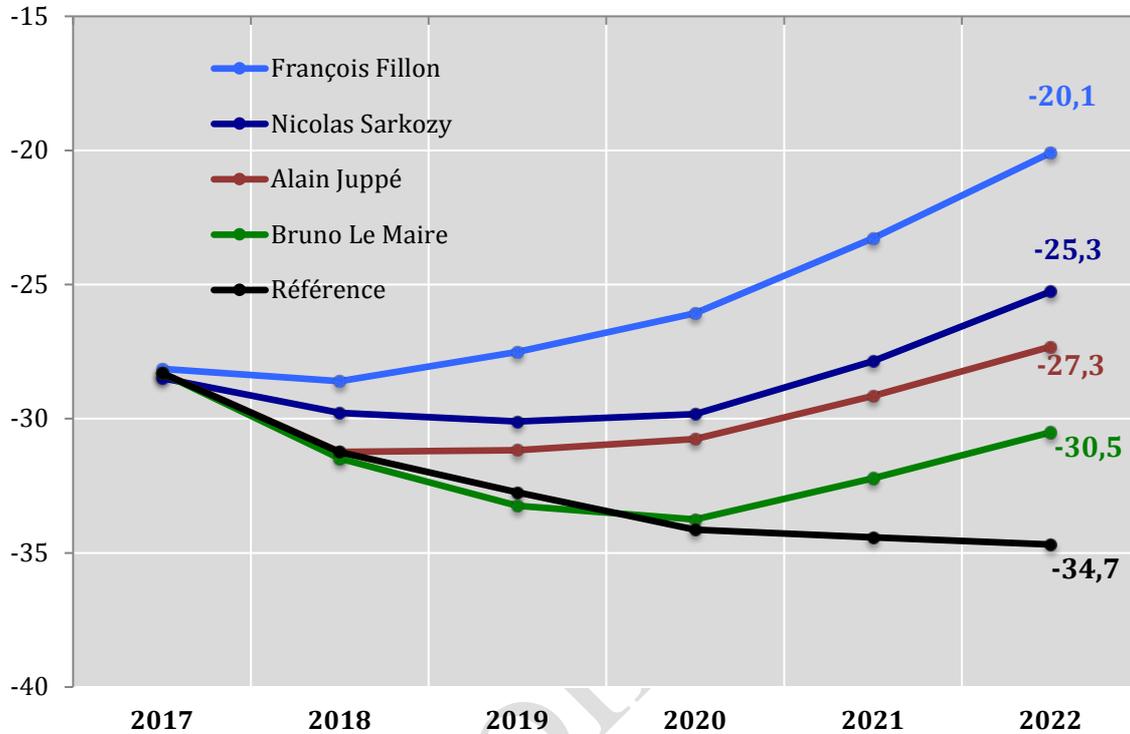


**Evolution du taux des prélèvements obligatoires suite à la mise en place des mesures proposées par les candidats (en point de PIB)**



Un autre indicateur de l'amélioration de la compétitivité est la contribution des exportations au supplément de croissance du PIB relativement au scénario de référence.

Evolution du solde du commerce extérieur suite à la mise en place des mesures proposées par les candidats  
(en milliards d'euros courants)



Fondation

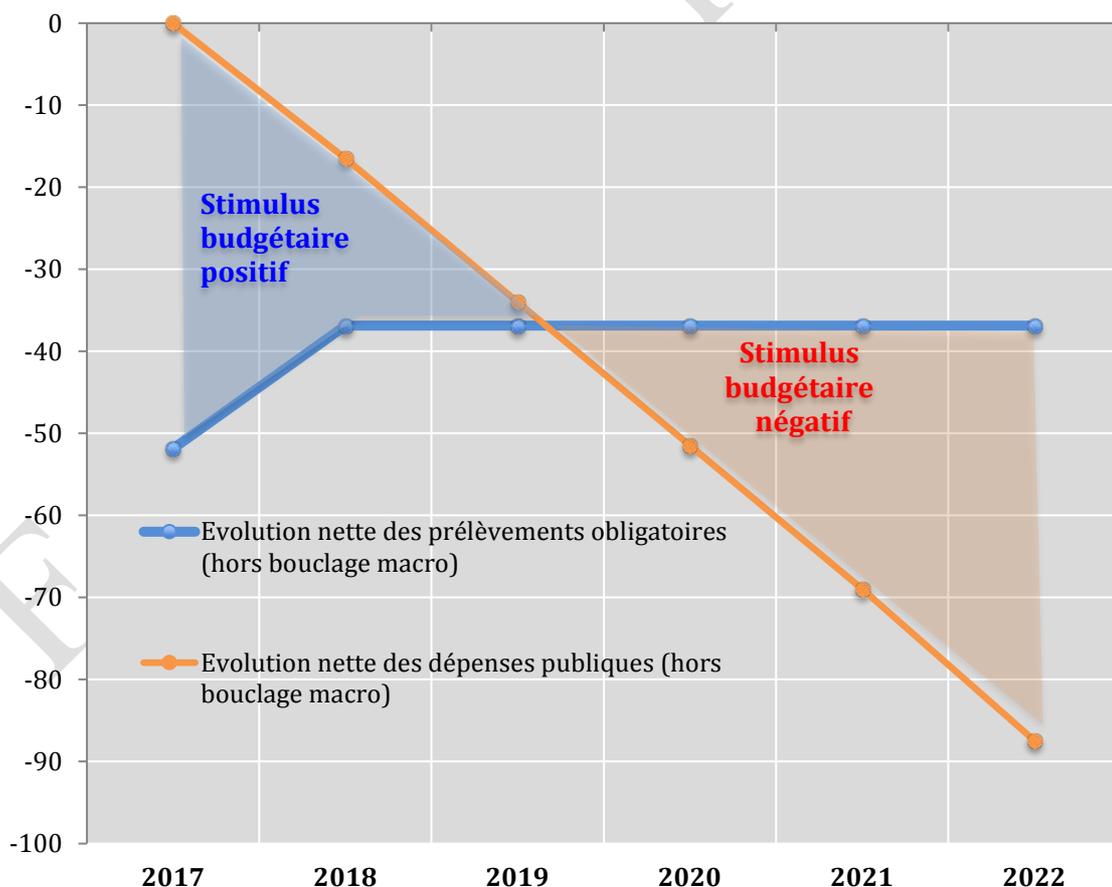
## Les programmes des candidats<sup>1</sup>

### Le programme de François Fillon

Quelques remarques autour des mesures du programme de François Fillon :

- A propos de la révision détaillée des politiques publiques et d'effort en termes d'emplois et de masse salariale publique, l'équipe de campagne de François Fillon indique : « Assiette totale 640 Mds€, effort hors masse salariale de 35 Mds€ soit 5,5%. En incluant l'effet sur la masse salariale des suppressions de poste effort de 8%. A titre de comparaison RGPP 2007-2012: 15 Mds€ incluant l'impact sur la masse salariale réalisés sur un périmètre de 135Mds€ soit 11% »
- Le programme de François Fillon prévoit un contre-choc fiscal de 50 milliards d'euros dès 2017. Même si les mesures ne porteront que sur une demi-année, le pas annuel du modèle NEMESIS nous oblige à les considérer comme si elles étaient mises en œuvre dès le début de l'année. Les conséquences économiques de ce contre-choc fiscal massif pourront ainsi apparaître très importantes, notamment les créations d'emplois.
- Ce fort contre-choc fiscal est suivi d'une hausse de TVA de 3 points en 2018

**Evolutions nettes des prélèvements obligatoires et des dépenses publiques dans le programme de François Fillon**  
(en milliards d'euros ex ante)



<sup>1</sup> Ordre alphabétique

## Evaluation des conséquences économiques de la stratégie de François Fillon

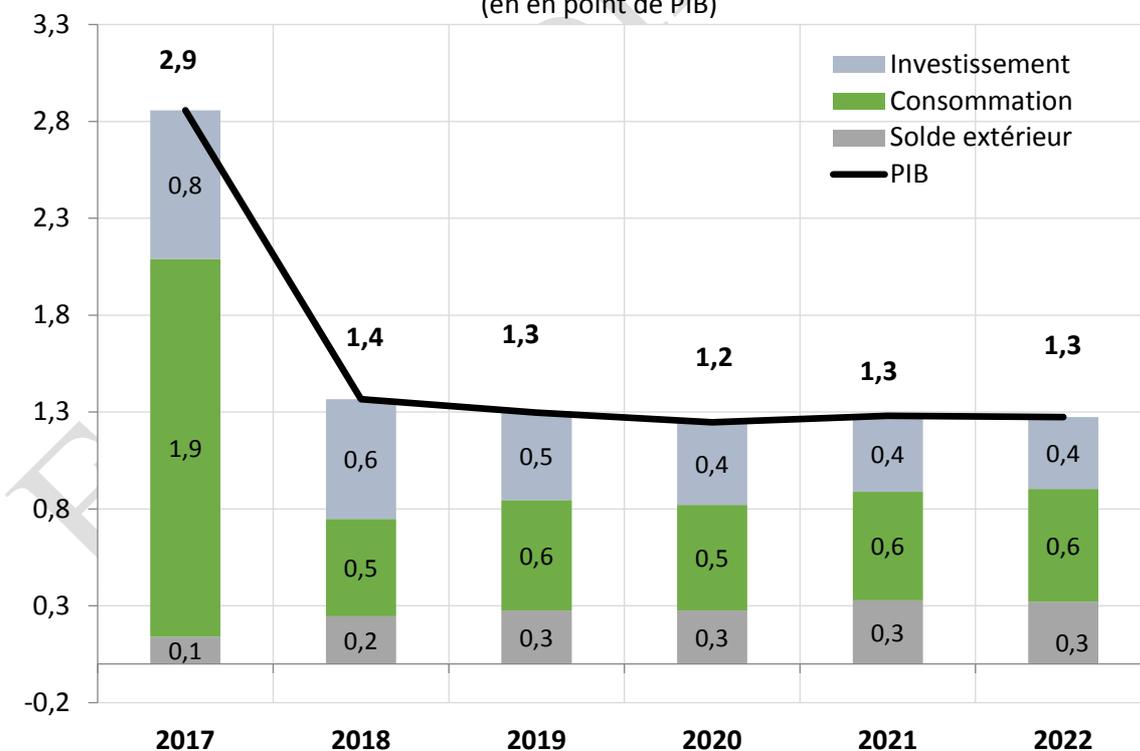
### Effets sur la croissance et la contribution des agrégats économiques à cette croissance des mesures proposées par François Fillon

Le tableau et le graphique ci-dessous indiquent la croissance du PIB et les contributions des différents agrégats à cette croissance dans la trajectoire de la stratégie de François Fillon. On rappelle que la contribution d'un agrégat à la croissance du PIB pondère sa croissance par le poids de cet agrégat dans le PIB. La somme des contributions est égale au taux de croissance du PIB.

#### Croissance du PIB et contributions des agrégats macroéconomiques à la croissance (Stratégie François Fillon)

Taux de croissance en % pour le PIB Point de PIB pour les contributions des différents agrégats	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>PIB</b>	<b>2,9</b>	<b>1,4</b>	<b>1,3</b>	<b>1,2</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>
<b>Consommation finale des ménages</b>	1,7	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3
<b>Investissement</b>	0,8	0,6	0,5	0,4	0,4	0,4
<b>Exportations</b>	1,9	1,8	1,8	1,9	1,9	2,0
<b>Importations</b>	-1,7	-1,6	-1,5	-1,6	-1,6	-1,7
<b>Consommation finale des APU</b>	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3

#### Croissance et contributions des grands agrégats dans le cadre du scénario "Programme François Fillon" (en en point de PIB)



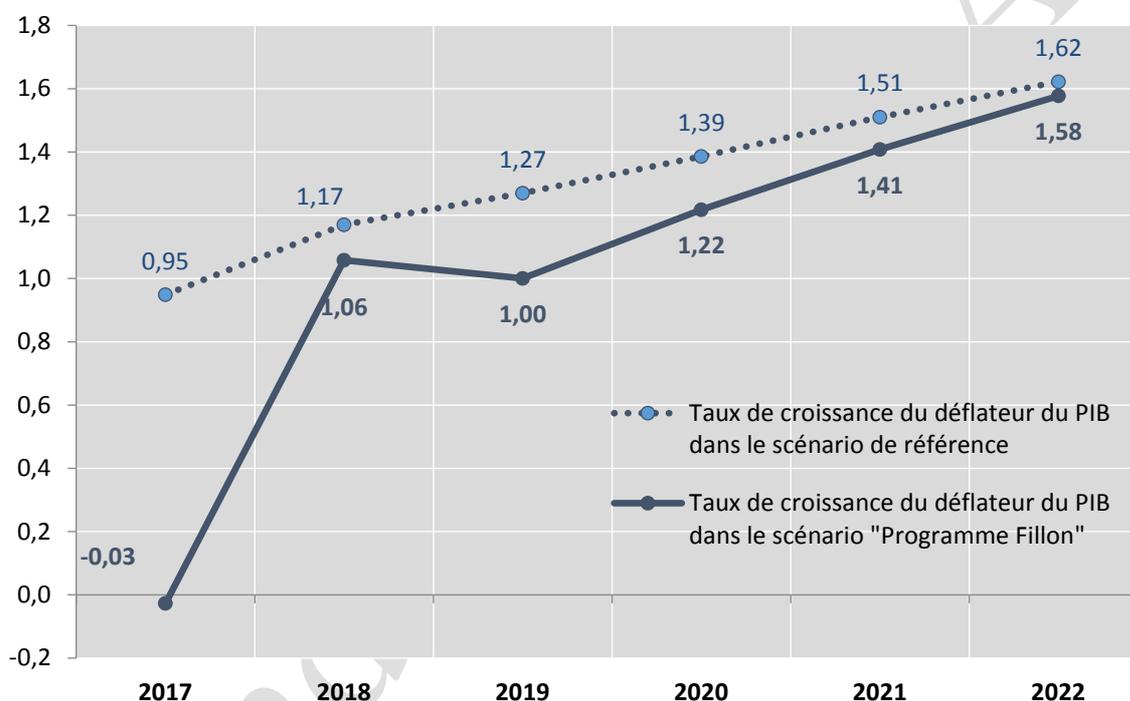
Pour mieux apprécier les conséquences de la mise en place de la stratégie proposée par François Fillon, nous soustrayons au taux de croissance du PIB et aux valeurs des contributions des différents agrégats à cette croissance leurs valeurs du compte de référence. On a ainsi le supplément de croissance qui résulte de la mise en place de la stratégie du programme de François

Fillon et ses ressorts (supplément de consommation, d'investissement ou amélioration de la contribution du commerce extérieur).

### Effets sur la dynamique des prix

Le très important contre-choc fiscal de 2017 permet aux entreprises de reporter une partie de cette amélioration de leur marge en baisse de prix. La croissance du déflateur du PIB dans le scénario « François Fillon » est nulle cette année-là. Par la suite la progression du déflateur du PIB est toujours inférieure à celle du scénario de référence, malgré la hausse de 3 points de TVA qui intervient en 2018. L'écart de prix entre le scénario « François Fillon » et le scénario de référence s'amenuise donc mais demeure, cet écart contribue à l'amélioration nette de la compétitivité des entreprises françaises qu'on relève dans le scénario « François Fillon ».

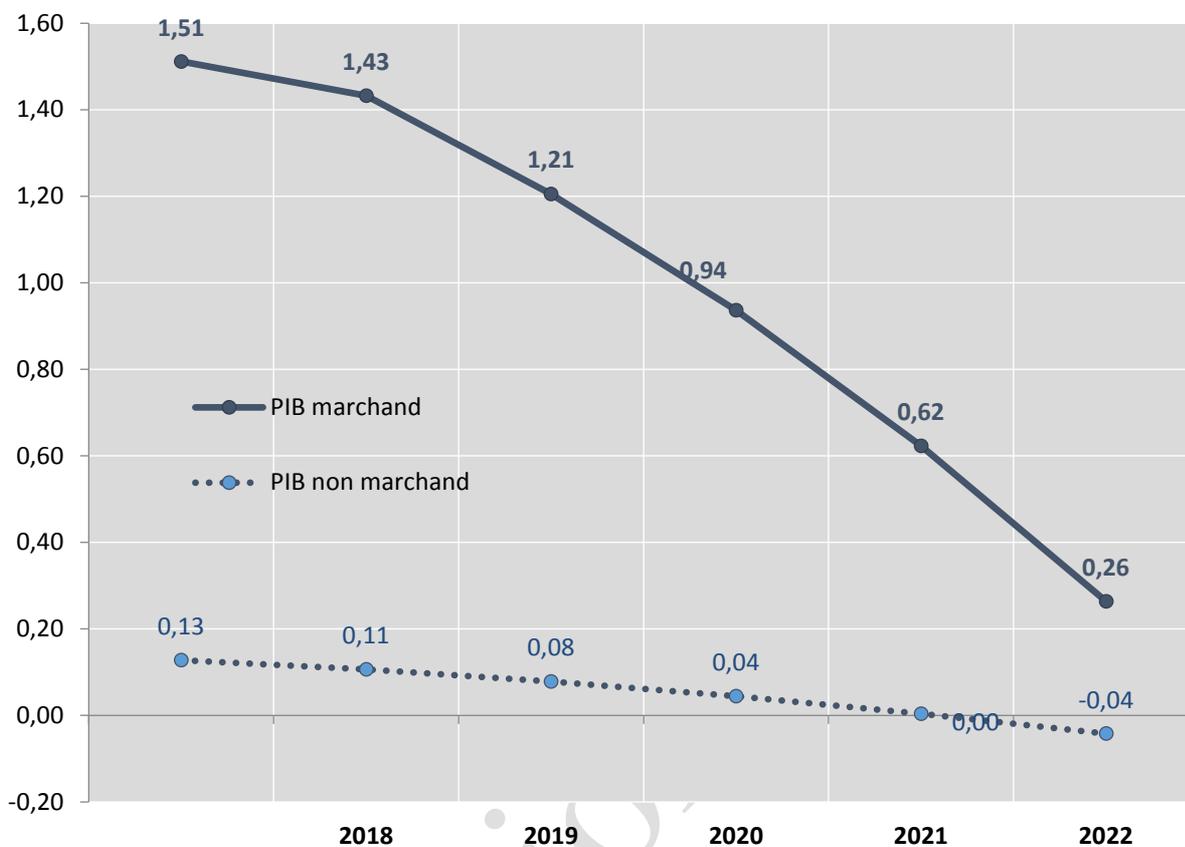
Evolution du déflateur du PIB dans le scénario de référence et dans le scénario du programme "François Fillon" (taux de croissance en %)



### Effets sur le PIB marchand et non marchand de la stratégie de François Fillon

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>PIB non marchand (écart au compte de référence)</b>	0,13	0,11	0,08	0,04	0,00	-0,04
<b>PIB marchand (écart au compte de référence)</b>	1,51	1,43	1,21	0,94	0,62	0,26
<b>PIB marchand en euros constants de 2015 (référence)</b>	1416	1446	1476	1507	1538	1568
<b>PIB marchand en euros constants de 2015 (scénario Fillon)</b>	1438	1468	1495	1521	1548	1573

**Conséquence de la mise en place du programme de François Fillon sur les  
taux de croissance du PIB marchand et non marchand**  
(écart cumulé au scénario de référence, en %)

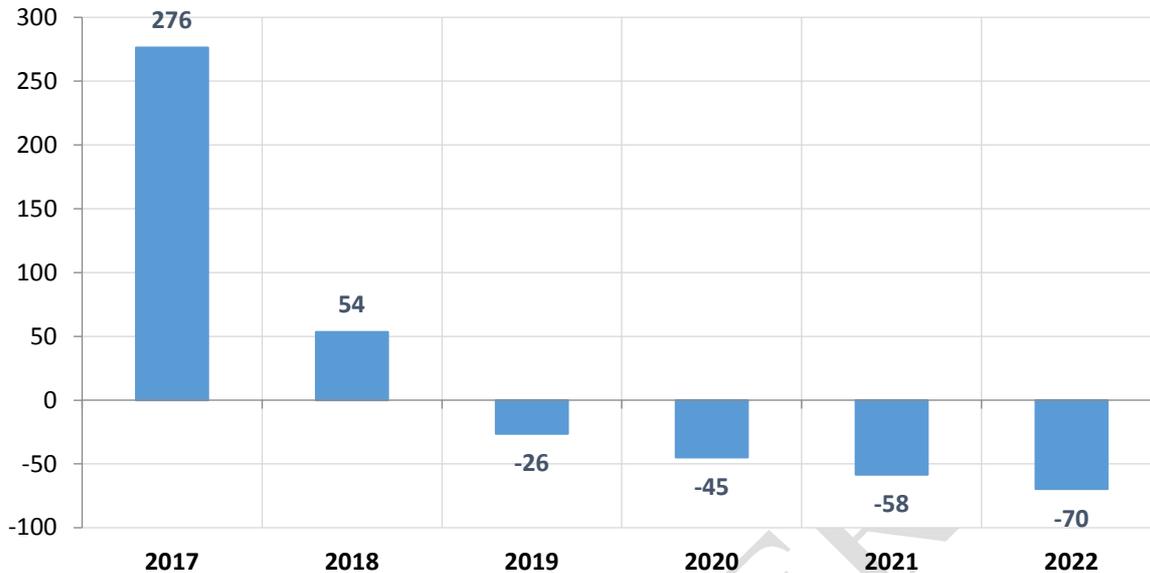


**Effets sur l'emploi et le taux de chômage du programme de François Fillon**

**Evolution de l'emploi dans le scénario « Programme François Fillon »**

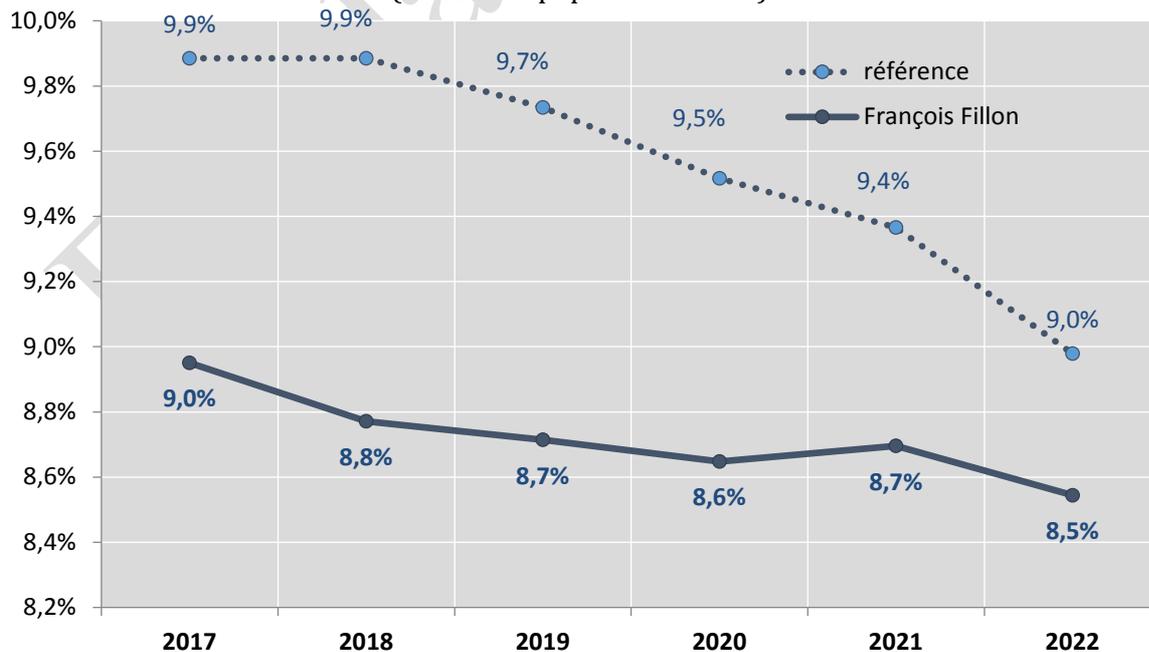
	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Emplois du secteur marchand non agricole ( <b>scénario de référence</b> )	17896	17994	18091	18196	18307	18416
Emplois du secteur marchand non agricole ( <b>Programme François Fillon</b> )	18172	18324	18395	18455	18507	18547
Emplois marchands non agricoles supplémentaires cumulés	276	330	304	259	200	130
<b>Emplois marchands non agricoles supplémentaires annuels</b>	276	54	-26	-45	-58	-70

**Suppléments annuels d'emplois marchands non agricoles suite à la mise en place des mesures proposées par François Fillon**  
(en milliers, écarts par rapport au scénario de référence)

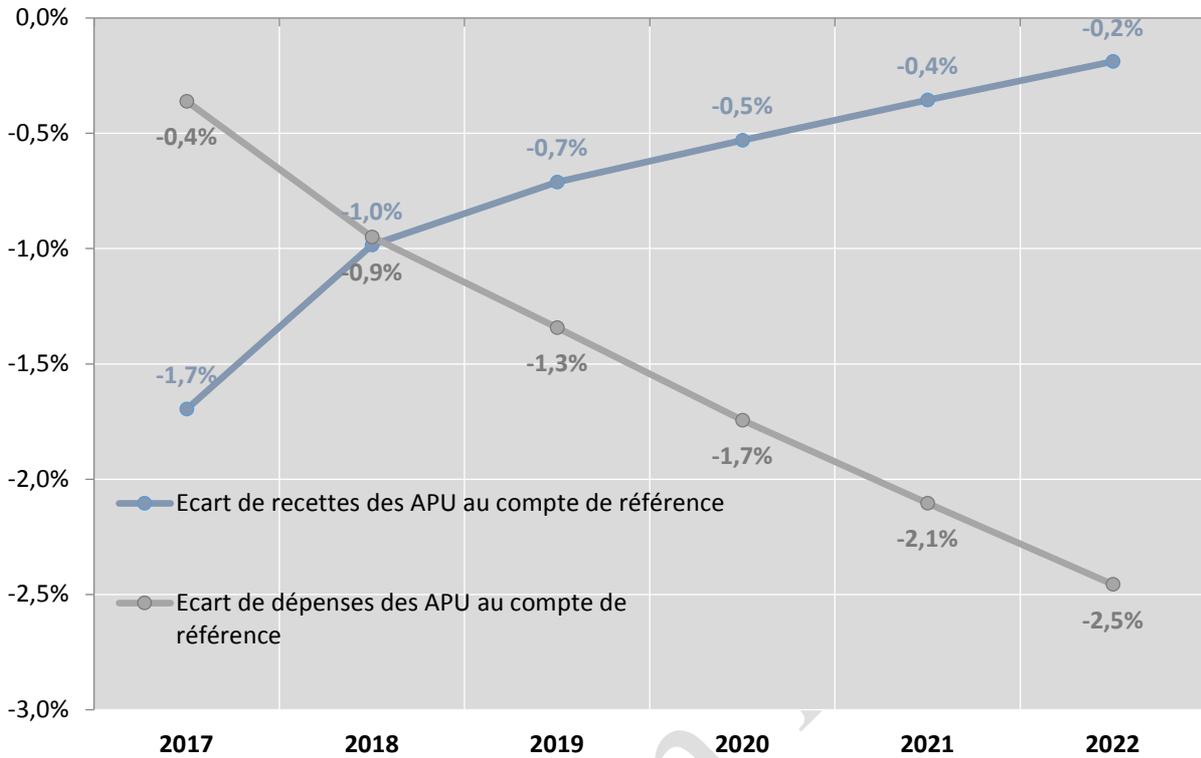


Le contre-choc fiscal massif introduit en 2017 aurait un impact fort sur la création d'emplois dans les secteurs marchands non agricoles : 276 000 emplois créés en 2017. Par la suite les mesures d'économies de dépenses publiques et la hausse de TVA freinent puis inversent cette dynamique. Il n'en demeure pas moins qu'environ 22 000 emplois par an en moyenne seraient créés entre 2017 et 2022). En 2022, 91 000 emplois supplémentaires seraient créés dans le scénario « François Fillon » relativement au scénario de référence. En 2022, il y aurait 130 000 emplois marchands non agricoles supplémentaires dans le scénario François Fillon. Le taux de chômage atteindrait 8,5% en 2022 contre 9,0% dans le scénario de référence.

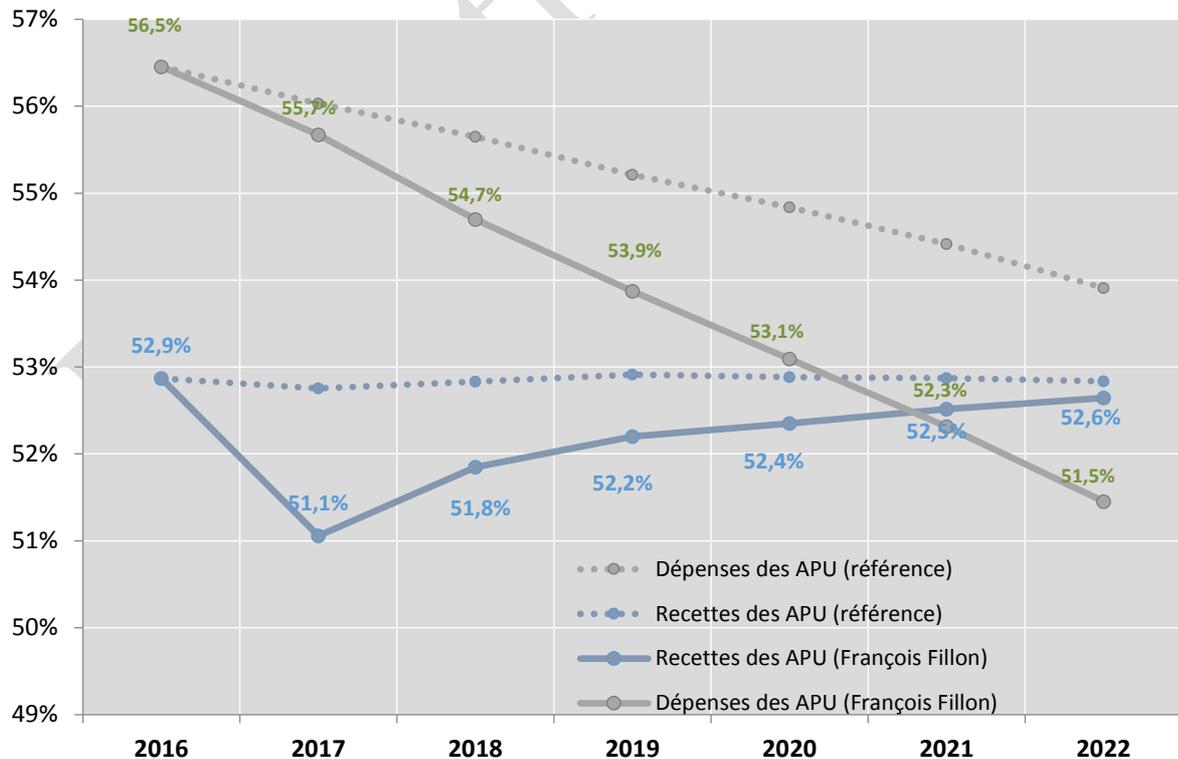
**Taux de chômage dans le scénario de référence et dans le scénario "Programme François Fillon"**  
(en % de la population active)



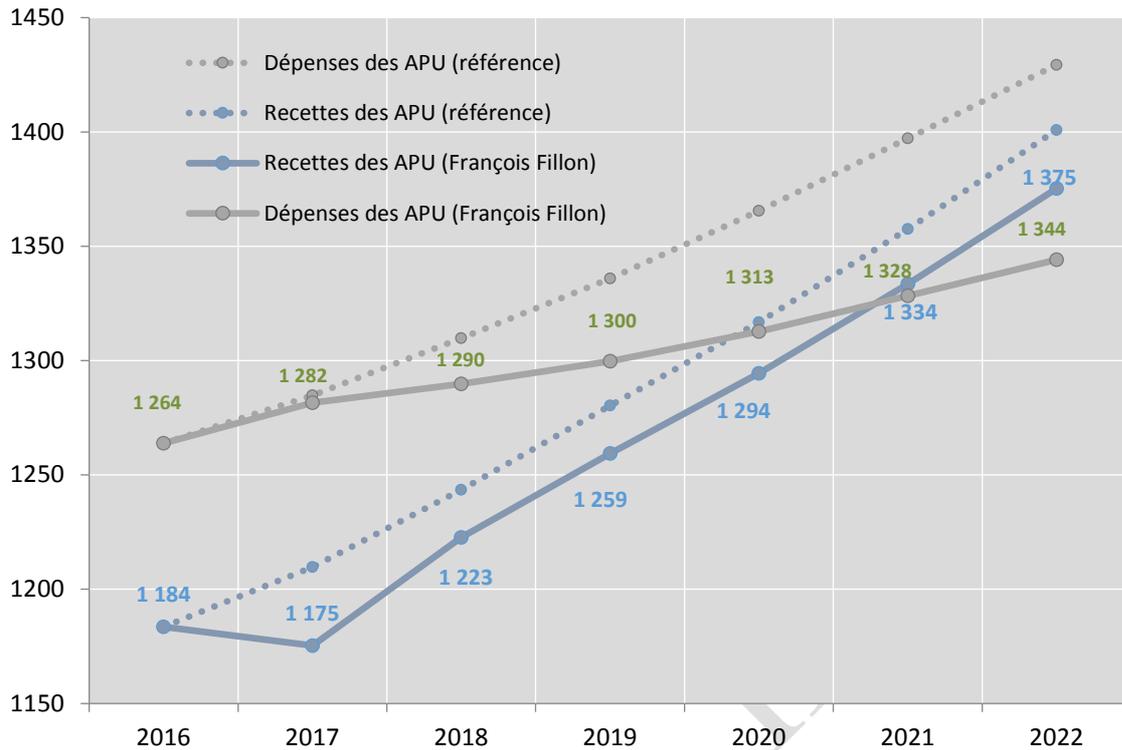
### Evolution des dépenses et des recettes publiques dans le scénario "Programme Fillon" (écart au compte de référence en point de PIB)



### Evolution des dépenses et des recettes publiques dans le scénario "Programme François Fillon", en point de PIB

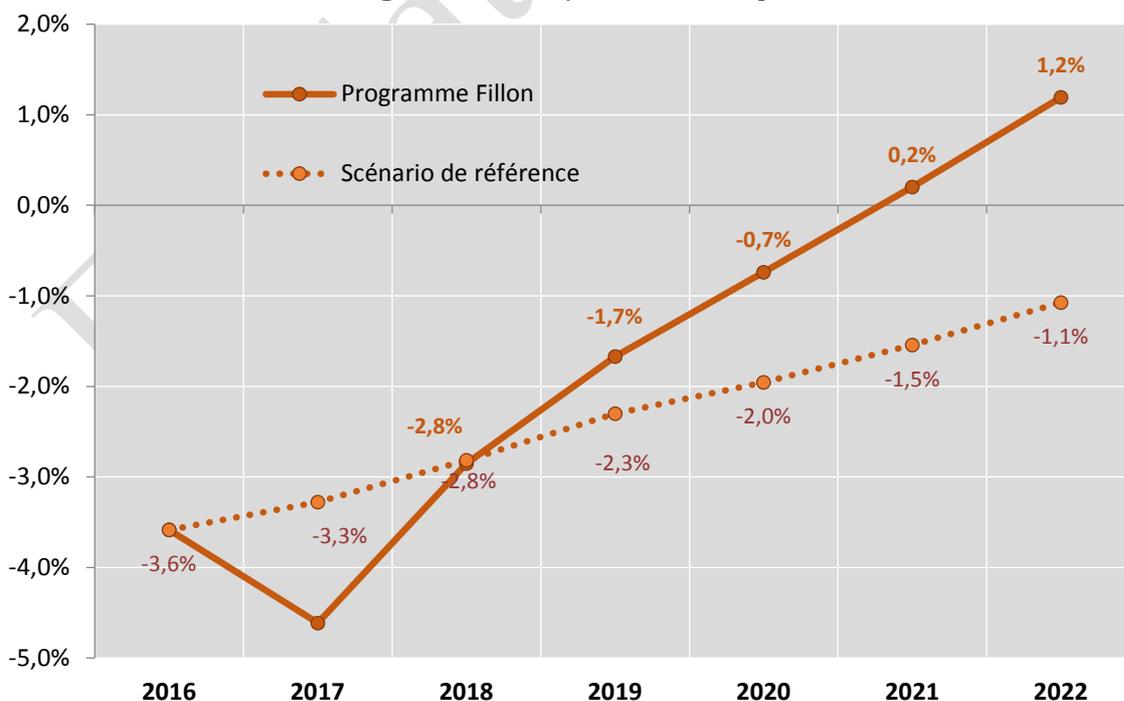


### Evolution des dépenses et des recettes publiques dans le scénario "Programme François Fillon", en point de PIB



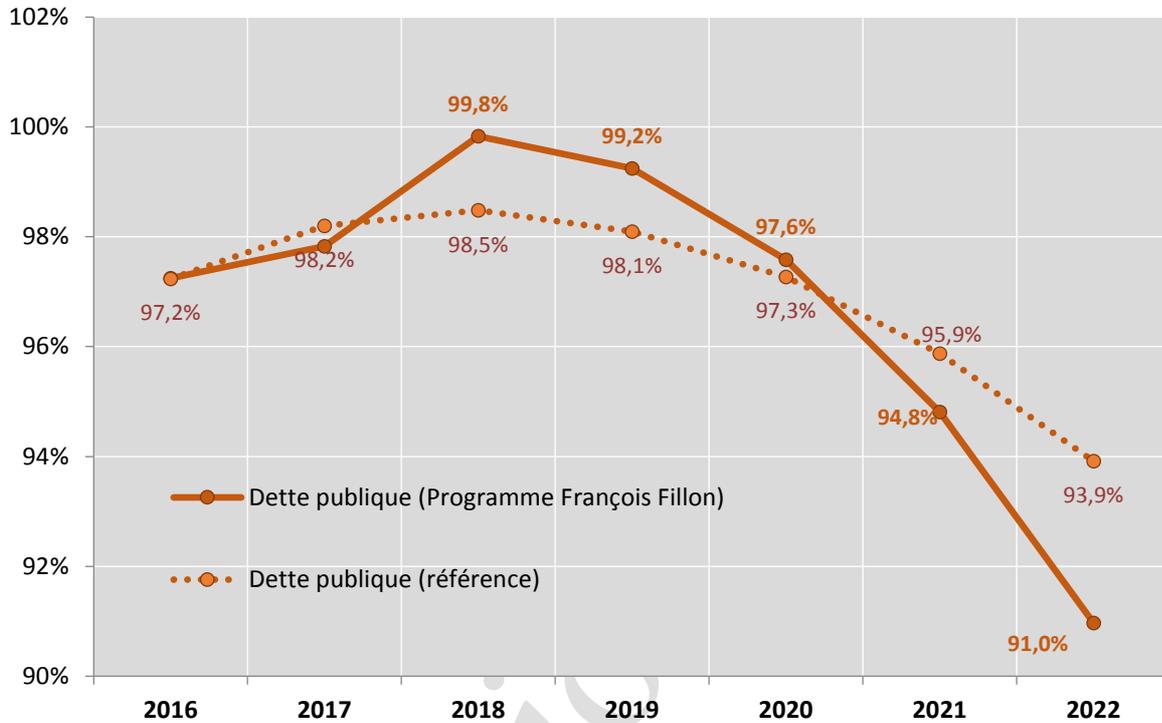
La stratégie envisagée par François Fillon permet de dégager des excédents budgétaires dès 2021. Le solde public est excédentaire de 1,2% en 2022 (soit 31 milliards d'euros).

### Evolution du solde public dans le scénario de référence et le scénario "Programme François Fillon" en point de PIB



La dette publique atteint 2376 milliards d'euros en 2022 (91,0% du PIB) et serait inférieure de 114 milliards d'euros à son niveau du compte de référence (il convient de noter que le PIB en valeur est lui-même différent entre les deux scénarios notamment du fait de la moindre progression des prix dans le scénario Fillon).

### Evolution de la dette publique dans le scénario de référence et le scénario "Programme François Fillon", en point de PIB



Fondation

## Le programme d'Alain Juppé

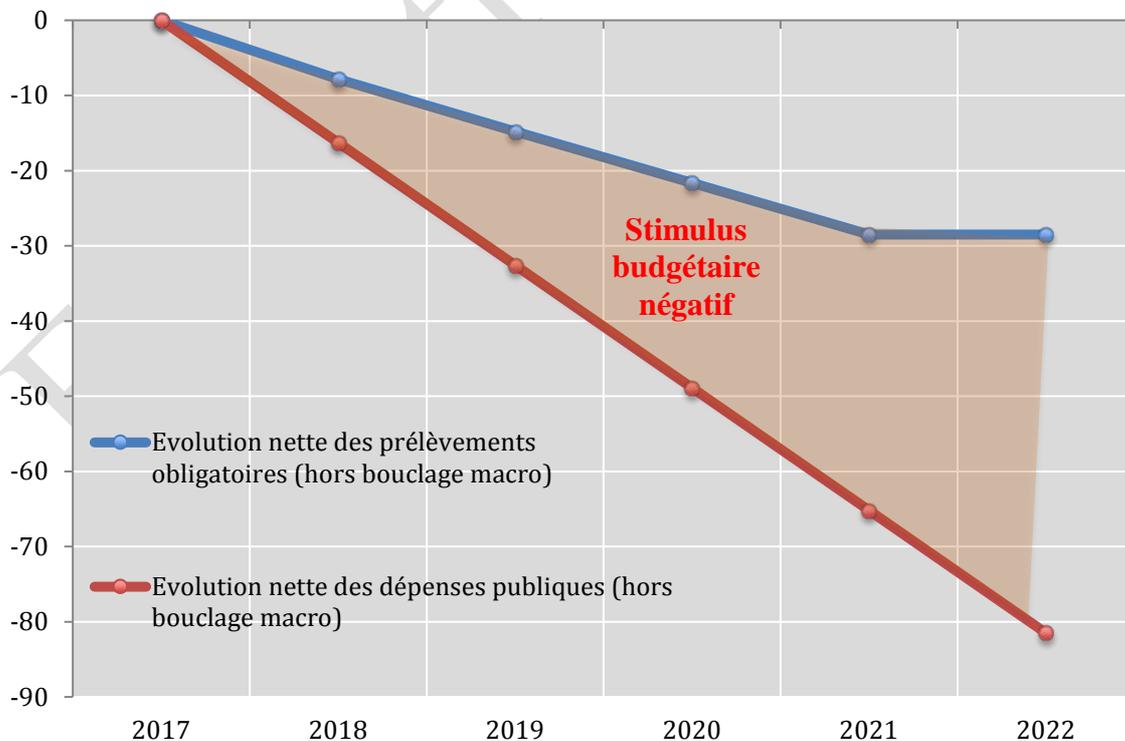
Quelques remarques autour des mesures du programme d'Alain Juppé :

- Peu de dépenses publiques supplémentaires annoncées contrairement aux autres concurrents dont nous avons analysé les programmes (souvent dans les domaines de la sécurité et du pénitentiaire par exemple). Seulement 8 milliards d'euros de dépenses publiques supplémentaires pour parvenir à un budget de défense de 2% du PIB en 2022.
- L'équipe du candidat nous a précisé : « *il n'est pas possible d'avaliser à ce stade une baisse de prélèvements obligatoires séquencée en tranches. Nous avons présenté en mai un quantum global, qui a vocation à être détaillé par la suite. Ce travail (qui est en cours) est mené dans le cadre de la préparation de la future loi de programmation fiscale. En effet, un contrat fiscal sera voté en début de mandat pour la durée du quinquennat. Il prendra la forme d'une loi de programmation votée à l'automne 2017 qui comprendra l'intégralité des mesures fiscales et leur calendrier sur 5 ans* ».

**En l'absence d'information sur la montée en charge des baisses de prélèvements obligatoires, nous avons arbitrairement choisi une montée en charge progressive et linéaire.** Ceci n'est pas sans conséquence sur le profil dans le temps des conséquences économiques du programme d'Alain Juppé. Un choc fiscal initial comme le propose certains des autres candidats aboutirait à des résultats différents.

Le graphique suivant met en regard l'évolution nette des prélèvements obligatoires et des dépenses publiques hors bouclage macroéconomique (c'est à dire sans prise en compte des effets de ces évolutions sur l'économie et donc sans tenir compte en retour de l'effet des variations économiques sur les prélèvements et les dépenses des administrations publiques).

Evolution nette des prélèvements obligatoires et des dépenses publiques dans le programme d'Alain Juppé (en milliards d'euros)



## Evaluation des conséquences économiques de la stratégie d'Alain Juppé

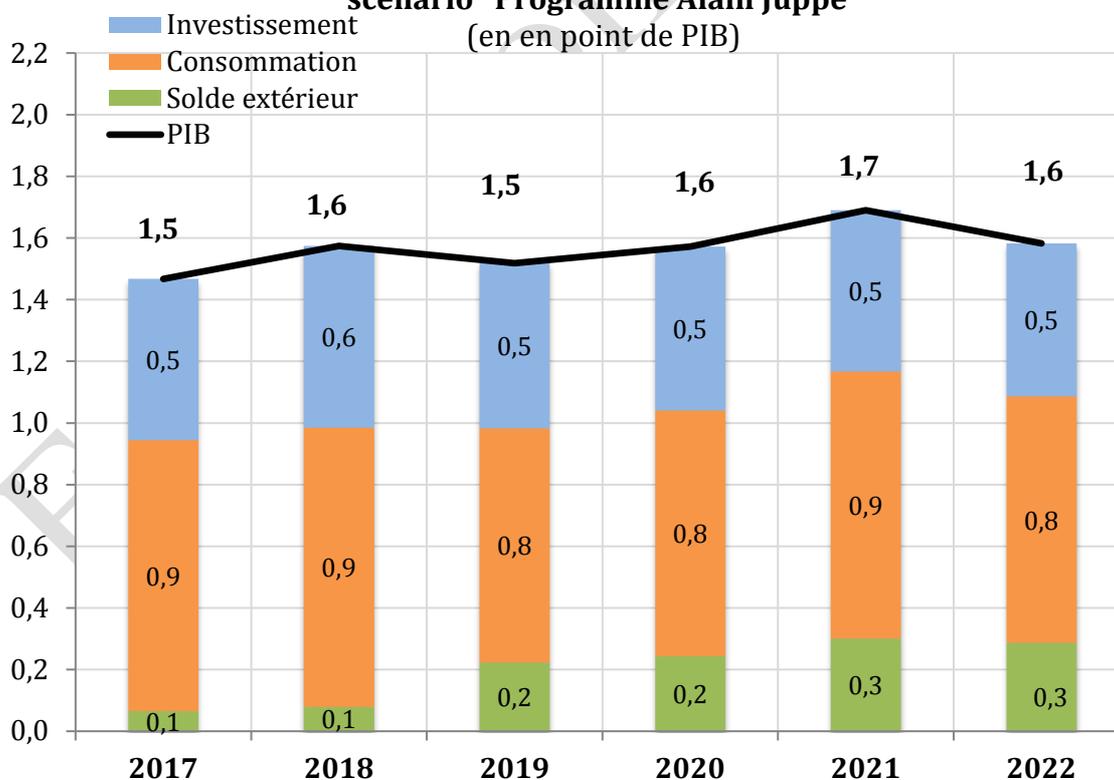
### Effets sur la croissance et la contribution des agrégats économiques à cette croissance

Le tableau et le graphique ci-dessous indiquent la croissance du PIB et les contributions des différents agrégats à cette croissance dans la trajectoire de la stratégie d'Alain Juppé. On rappelle que la contribution d'un agrégat à la croissance du PIB pondère sa croissance par le poids de cet agrégat dans le PIB. La somme des contributions est égale au taux de croissance du PIB.

#### Croissance du PIB et contributions des agrégats macroéconomiques à la croissance (Stratégie Alain Juppé)

Taux de croissance en % pour le PIB Point de PIB pour les contributions des différents agrégats	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>PIB</b>	<b>1,5</b>	<b>1,6</b>	<b>1,5</b>	<b>1,6</b>	<b>1,7</b>	<b>1,6</b>
<b>Consommation finale des ménages</b>	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,5
<b>Investissement</b>	0,5	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5
<b>Exportations</b>	1,7	1,7	1,8	1,9	2,0	2,1
<b>Importations</b>	-1,6	-1,6	-1,6	-1,7	-1,7	-1,8
<b>Consommation finale des APU</b>	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3

#### Croissance et contributions des grands agrégats dans le cadre du scénario "Programme Alain Juppé" (en en point de PIB)



Pour mieux apprécier les conséquences de la mise en place de la stratégie proposée par Alain Juppé, nous soustrayons au taux de croissance du PIB et aux valeurs des contributions des différents agrégats à cette croissance leurs valeurs du compte de référence. On a ainsi le supplément de croissance qui résulte de la mise en place de la stratégie du programme d'Alain

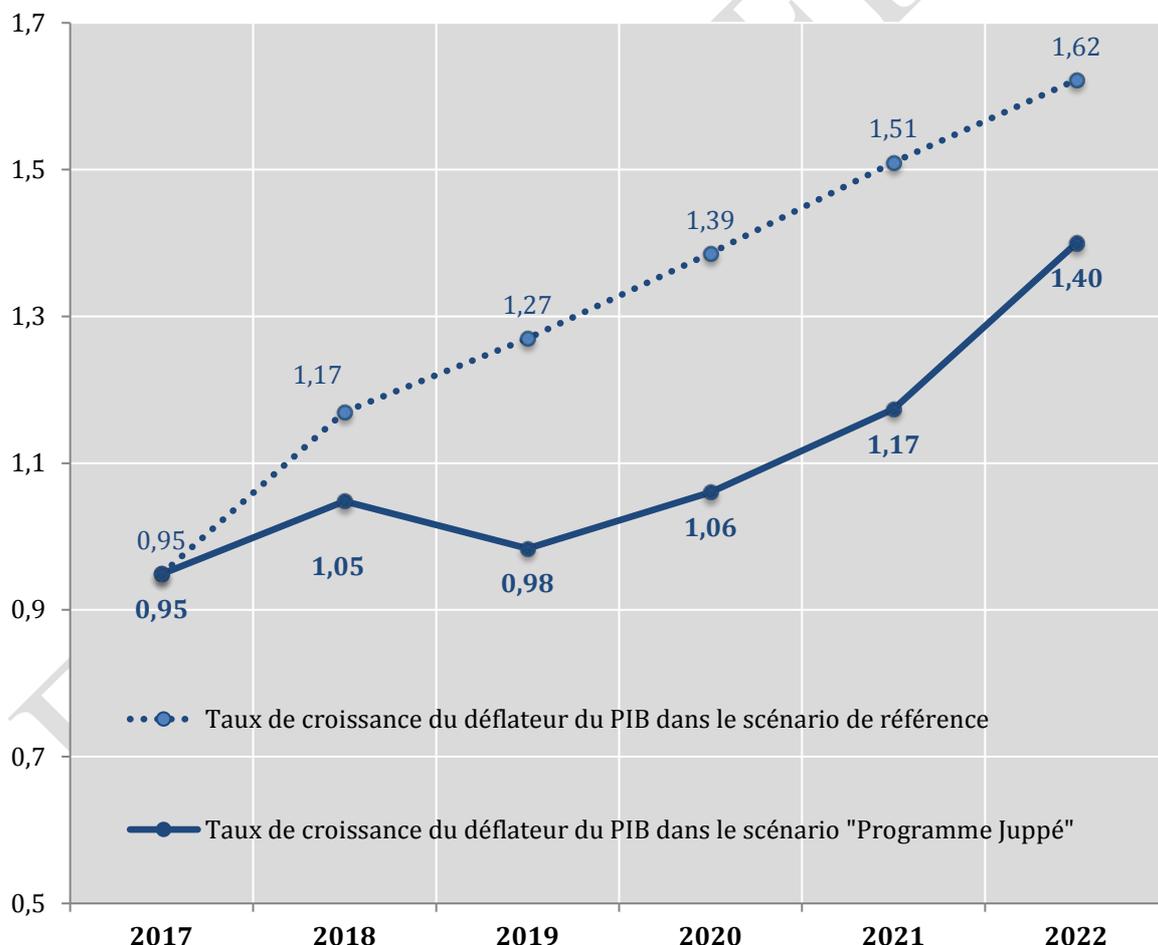
Juppé et ses ressorts (supplément de consommation, d'investissement ou amélioration de la contribution du commerce extérieur).

En 2022, le scénario « Programme Alain Juppé » aboutit à un supplément de PIB d'environ 0,26% soit environ 5 milliards d'euros constants de 2015. Ce supplément de PIB s'explique par l'amélioration de la compétitivité (contribution du commerce extérieur de 0,41 point de PIB : amélioration des exportations (+0,27) ou moindres importations (+0,14)) tandis que la contribution de la consommation est négative (-0,23 point de PIB). L'investissement contribue pour un peu moins de 0,1 point de PIB à l'écart de PIB.

### Effets sur la dynamique des prix

A l'exception de l'année 2018 au cours de laquelle nous considérons la mise en place la hausse de TVA contenue dans la programme d'Alain Juppé, les baisses de dépenses et de fiscalité ont un effet déflationniste de sorte que la progression du déflateur du PIB est inférieure à celle du scénario de référence (taux de croissance inférieur d'environ 0,2 point chaque année).

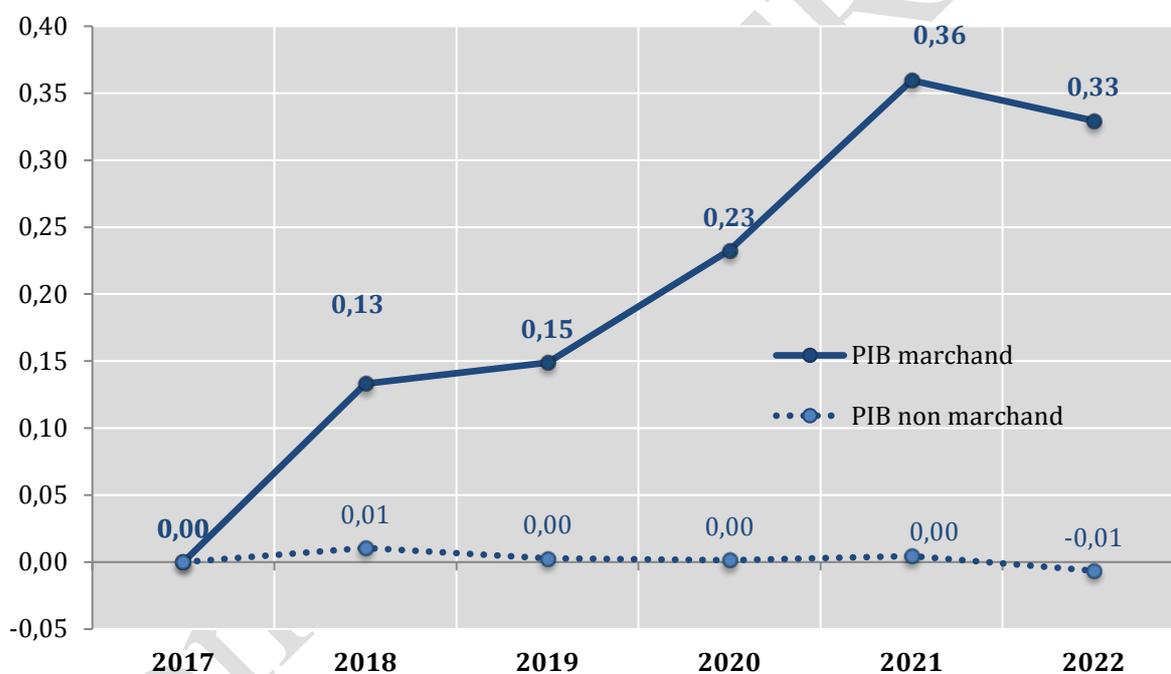
**Evolution du déflateur du PIB dans le scénario de référence et dans la scénario du programme "Alain Juppé" (taux de croissance en %)**



## Effets sur le PIB marchand et non marchand

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>PIB non marchand</b> (écart au compte de référence)	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00	-
<b>PIB marchand</b> (écart au compte de référence)	0,00	0,13	0,15	0,23	0,36	0,33
<b>PIB marchand en euros constants de 2015</b> (référence)	1416	1446	1476	1507	1538	1568
<b>PIB marchand en euros constants de 2015</b> (scénario Juppé)	1416	1448	1479	1510	1543	1573

**Conséquence de la mise en place du programme d'Alain Juppé sur les taux de croissance du PIB marchand et non marchand (écart cumulé au scénario de référence)**

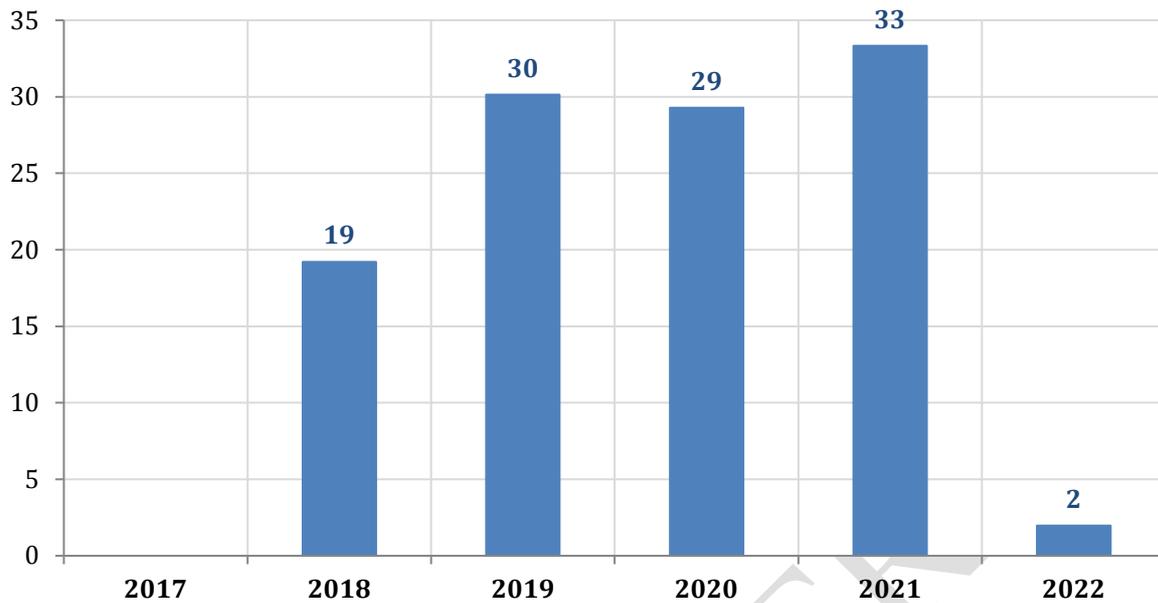


## Effets sur l'emploi et le taux de chômage du programme d'Alain Juppé

## Evolution de l'emploi dans le scénario « Programme Alain Juppé »

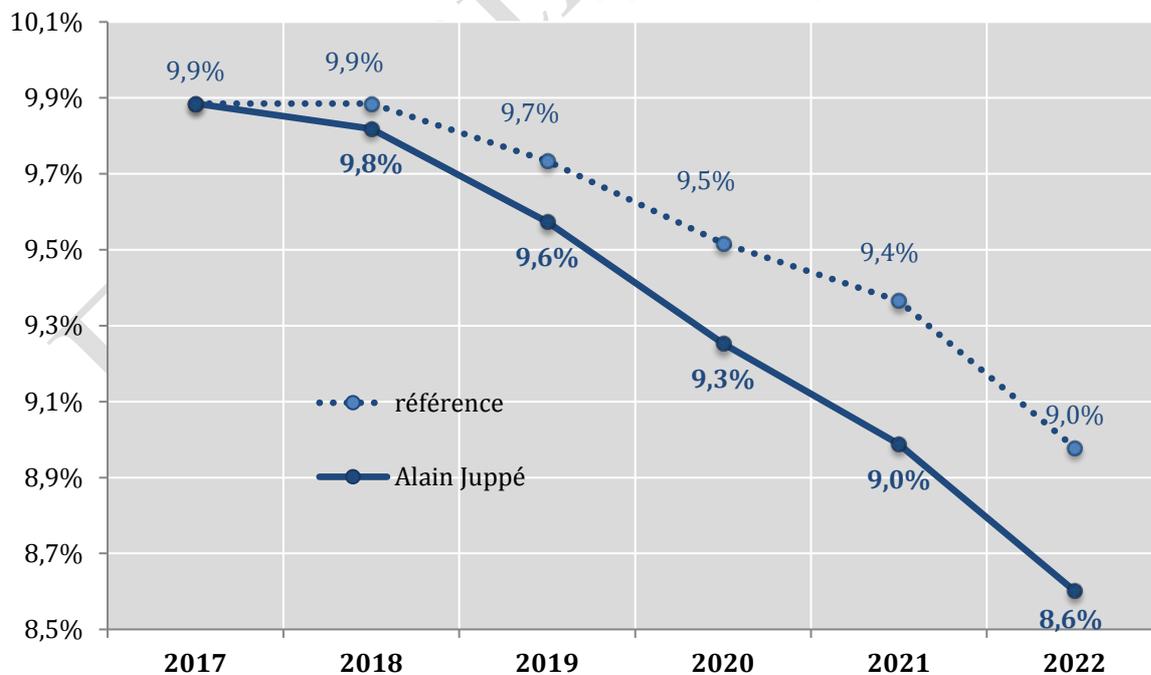
	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Emplois du secteur marchand non agricole (scénario de référence)	17896	17994	18091	18196	18307	18416
Emplois du secteur marchand non agricole (Programme Alain Juppé)	17896	18013	18141	18275	18419	18530
Emplois marchands non agricoles supplémentaires cumulés	0	19	49	79	112	114
Emplois marchands non agricoles supplémentaires annuels		19	30	29	33	2

### Suppléments annuels d'emplois marchands non agricoles dans le scénario Juppé (en milliers, écarts par rapport au scénario de référence)

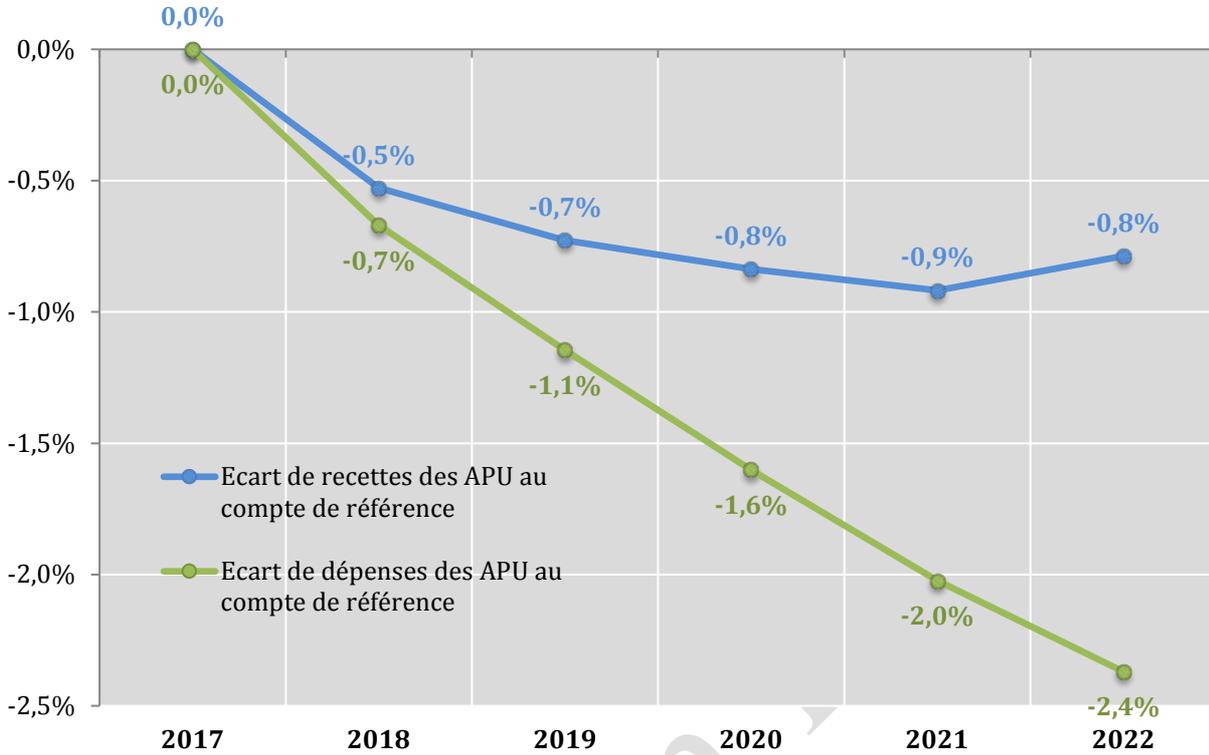


Le supplément de croissance, notamment induit par les baisses de prélèvements obligatoires, permet la création d'emplois dans les secteurs marchands non agricoles (environ 23 000 unités en moyenne entre 2017 et 2022). En 2022, 114 000 emplois supplémentaires sont créés dans le scénario « Programme Alain Juppé » relativement au scénario de référence. Le taux de chômage atteindrait 8,6% en 2022 contre 9,0% dans le scénario de référence (taux de chômage pour la France métropolitaine).

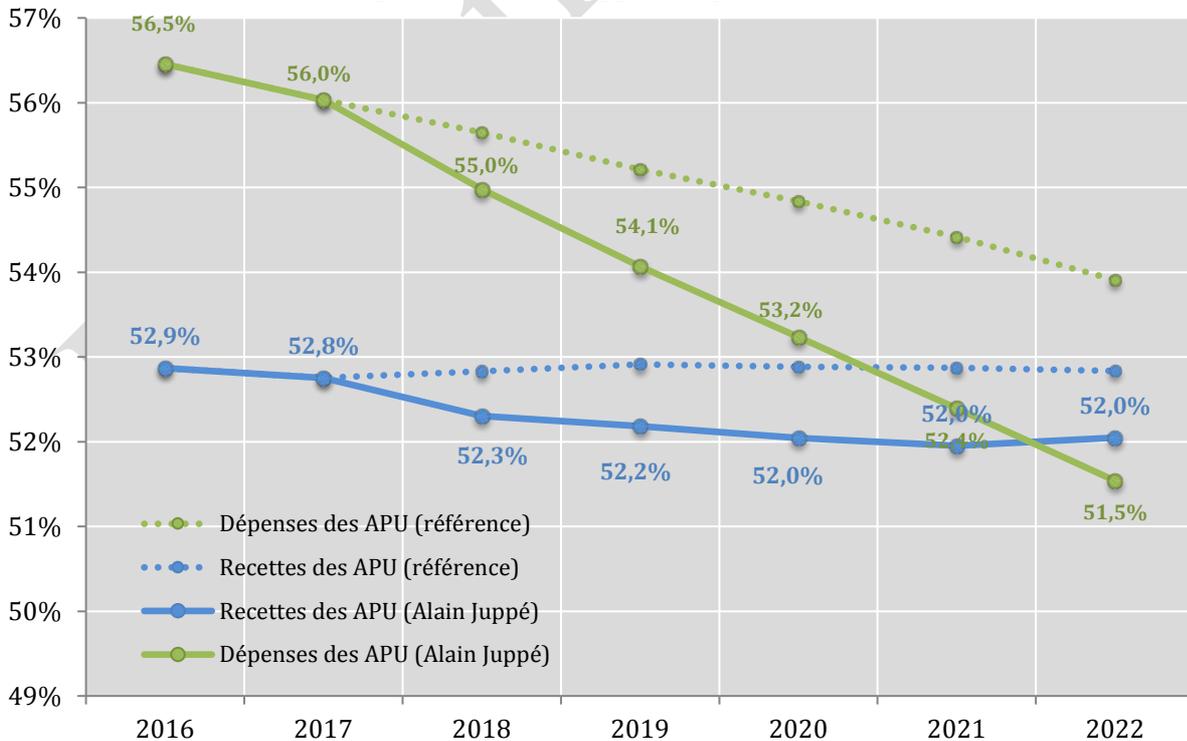
### Taux de chômage dans le scénario de référence et dans le scénario "Programme Alain Juppé" (en % de la population active)



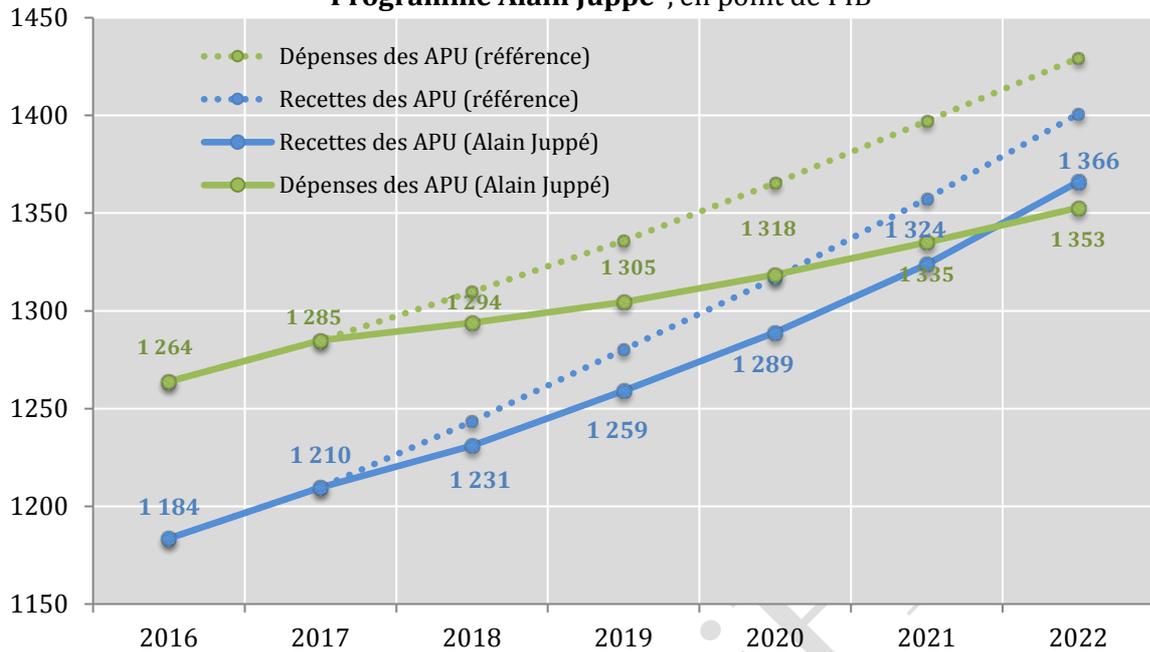
### Evolution des dépenses et des recettes publiques dans le scénario "Programme Juppé" (écart au compte de référence en pont de PIB)



### Evolution des dépenses et des recettes publiques dans le scénario "Programme Alain Juppé", en point de PIB

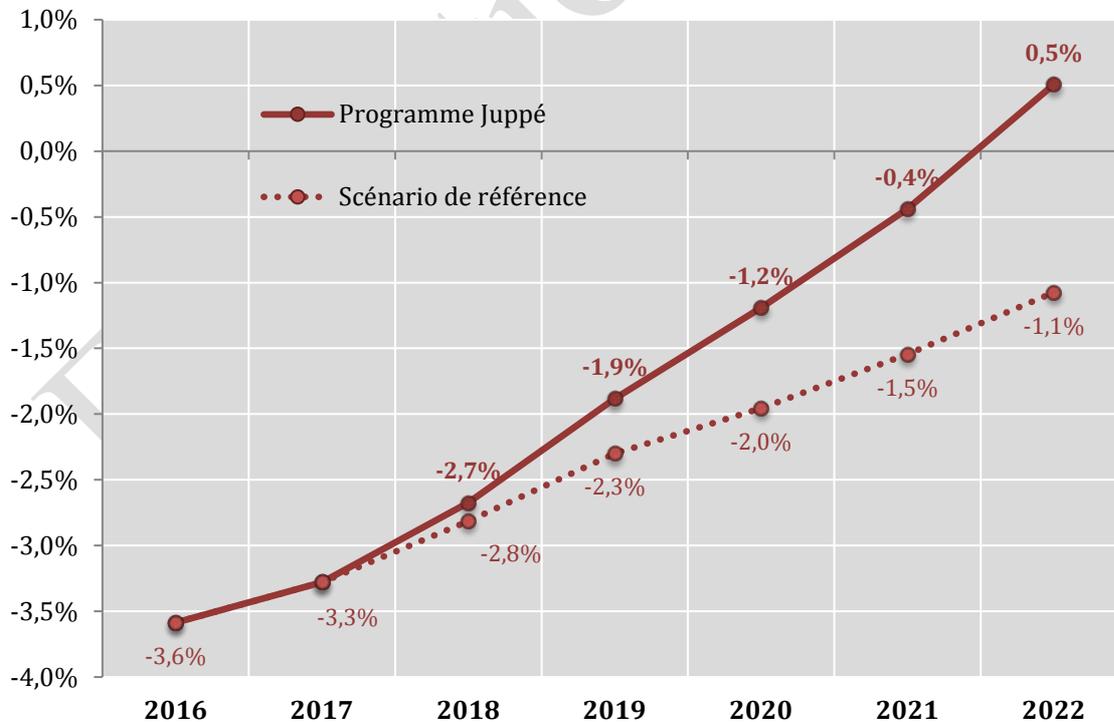


### Evolution des dépenses et des recettes publiques dans le scénario "Programme Alain Juppé", en point de PIB



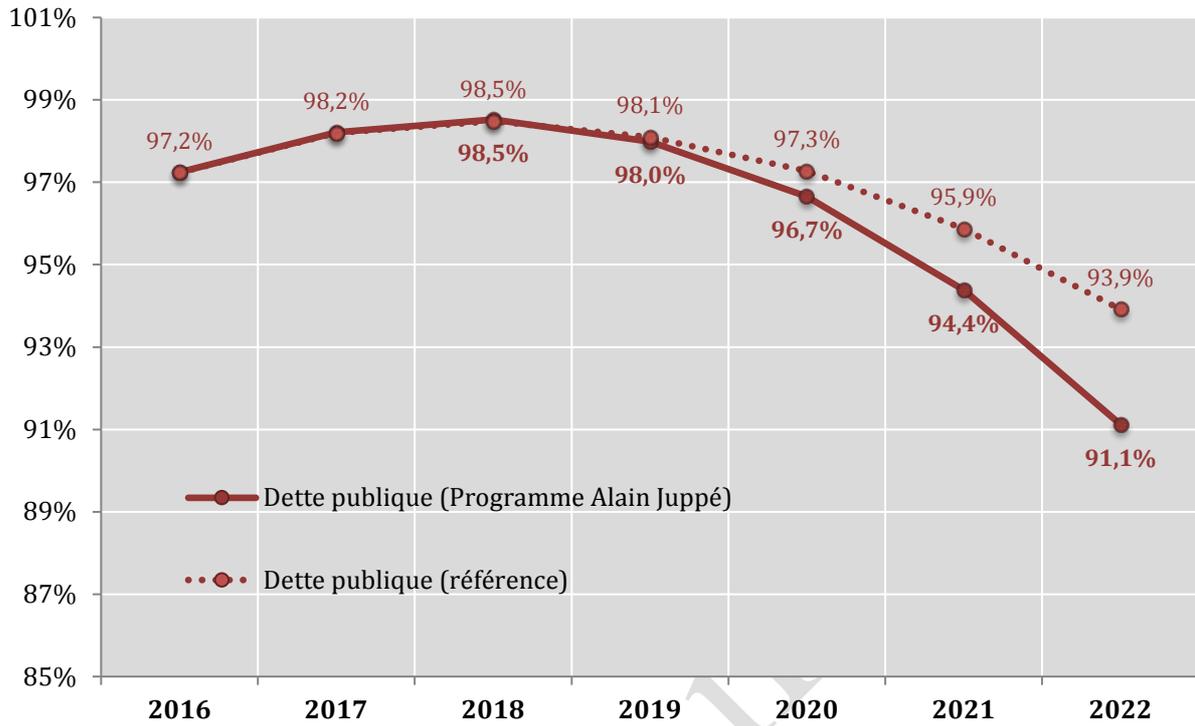
La stratégie décrite dans le programme d'Alain Juppé permet de dégager un excédent budgétaire en 2022. Le solde public est excédentaire de 0,5% en 2022.

### Evolution du solde public dans le scénario de référence et le scénario "Programme Alain Juppé" en point de PIB



La dette publique atteint 2392 milliards d'euros en 2022 (91,1% du PIB) et serait inférieure de 98 milliards d'euros à son niveau du compte de référence..

### Evolution de la dette publique dans le scénario de référence et le scénario "Programme Alain Juppé", en point de PIB



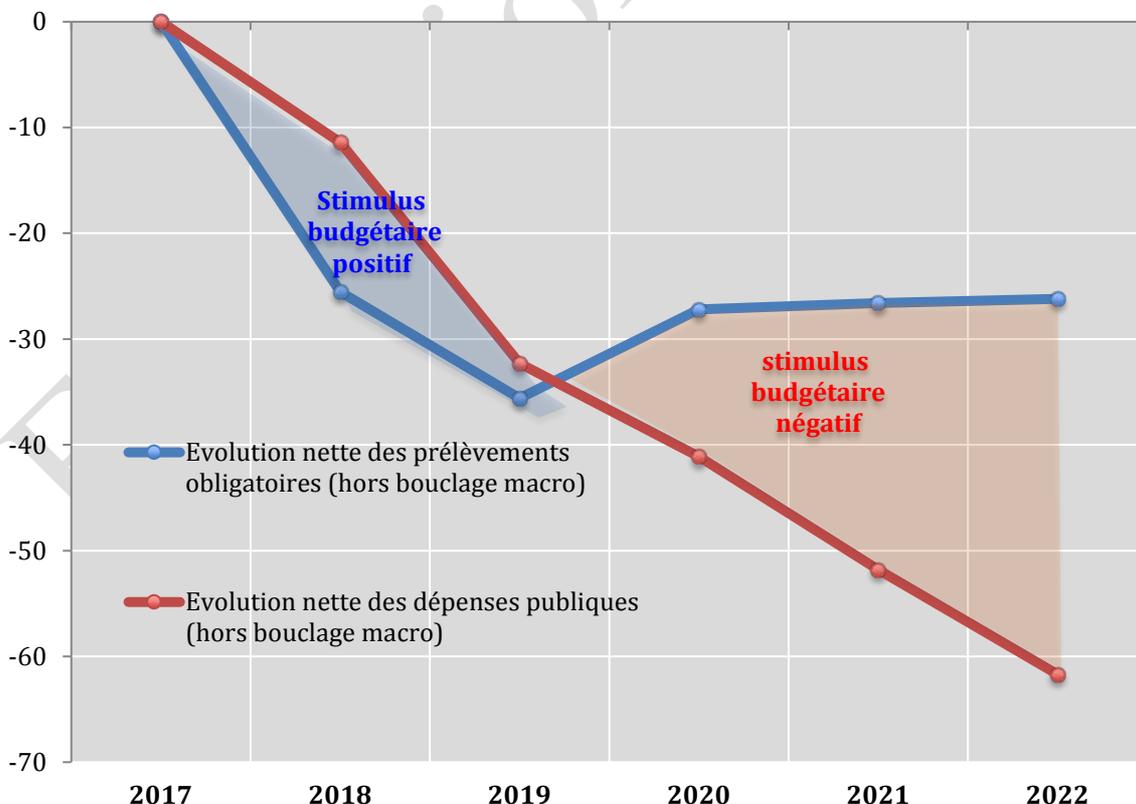
Fondation

## Le programme de Bruno Le Maire

Quelques remarques autour des mesures du programme de Bruno Le Maire:

- En ce qui concerne la suppression d'un certain nombre de dispositifs inefficaces en matière de politique de l'emploi, l'équipe de Bruno Le Maire précise : « *Suppression des dispositifs de formation 500 000 chômeurs : -1 Md€, de l'indemnité compensatrice (régions) : -0,5Md€, des aides aux entreprises inefficaces sous formes de dépenses : -1 Md€, fin des primes à l'embauche : -2,5 Md€, lutte contre la fraude aux prestations sociales : -1,4Md€. Les suppressions de droits doivent attendre l'arrivée à terme des dispositifs, tandis que les gains de la lutte contre la fraude sont progressifs* ».
- En ce qui concerne la suppression d'un certain nombre de dispositifs inefficaces en matière de politique du logement, l'équipe de Bruno Le Maire précise : « *Fin du PTZ, remise en mouvement du parc HLM, réduction des niches fiscales, etc. Ces mesures peuvent être adoptées immédiatement en PLF. Seule la réforme des APL mérite une mise en place davantage en phase* ».
- Concernant la mise en place de l'Allocation sociale unique, l'équipe de campagne de Bruno Le Maire précise : « *La mise en place initiale est complexe et nécessite au moins deux ans pour inter-opérer les fichiers. Par la suite les économies rapidement obtenues permettent de couvrir rapidement le taux de recours accru à la prestation, d'où l'économie* ».
- Concernant la transformation du CICE en baisse de cotisations, l'équipe de Bruno Le Maire précise : « *Année blanche : perte de recettes pour l'Etat amortie en 2 années* »

**Evolutions nettes des prélèvements obligatoires et des dépenses publiques dans le programme de Bruno Le Maire**  
(en milliards d'euros *ex ante*)



## Evaluation des conséquences économiques de la stratégie de Bruno Le Maire

### Effets sur la croissance et la contribution des agrégats économiques à cette croissance de la stratégie de Bruno Le Maire

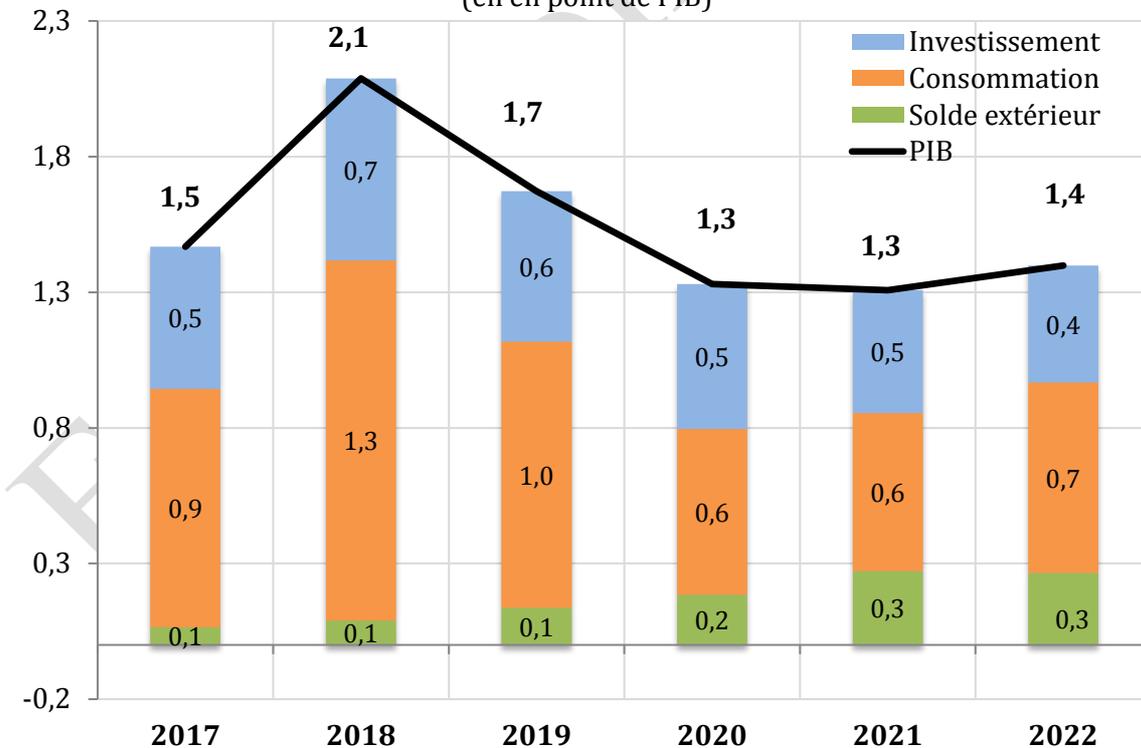
Le tableau et le graphique ci-dessous indiquent la croissance du PIB et les contributions des différents agrégats à cette croissance dans la trajectoire de la stratégie de Bruno Le Maire. On rappelle que la contribution d'un agrégat à la croissance du PIB pondère sa croissance par le poids de cet agrégat dans le PIB. La somme des contributions est égale au taux de croissance du PIB.

#### Croissance du PIB et contributions des agrégats macroéconomiques à la croissance (Stratégie Bruno Le Maire)

Taux de croissance en % pour le PIB Point de PIB pour les contributions des différents agrégats	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>PIB</b>	1,5	2,1	1,7	1,3	1,3	1,4
<b>Consommation finale des ménages</b>	0,7	1,1	0,8	0,4	0,3	0,4
<b>Investissement</b>	0,5	0,7	0,6	0,5	0,5	0,4
<b>Exportations</b>	1,7	1,8	1,8	1,8	1,9	2,0
<b>Importations</b>	-1,6	-1,7	-1,7	-1,6	-1,7	-1,7
<b>Consommation finale des APU</b>	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3

#### Croissance et contributions des grands agrégats dans le cadre du scénario "Programme Bruno Le Maire"

(en en point de PIB)



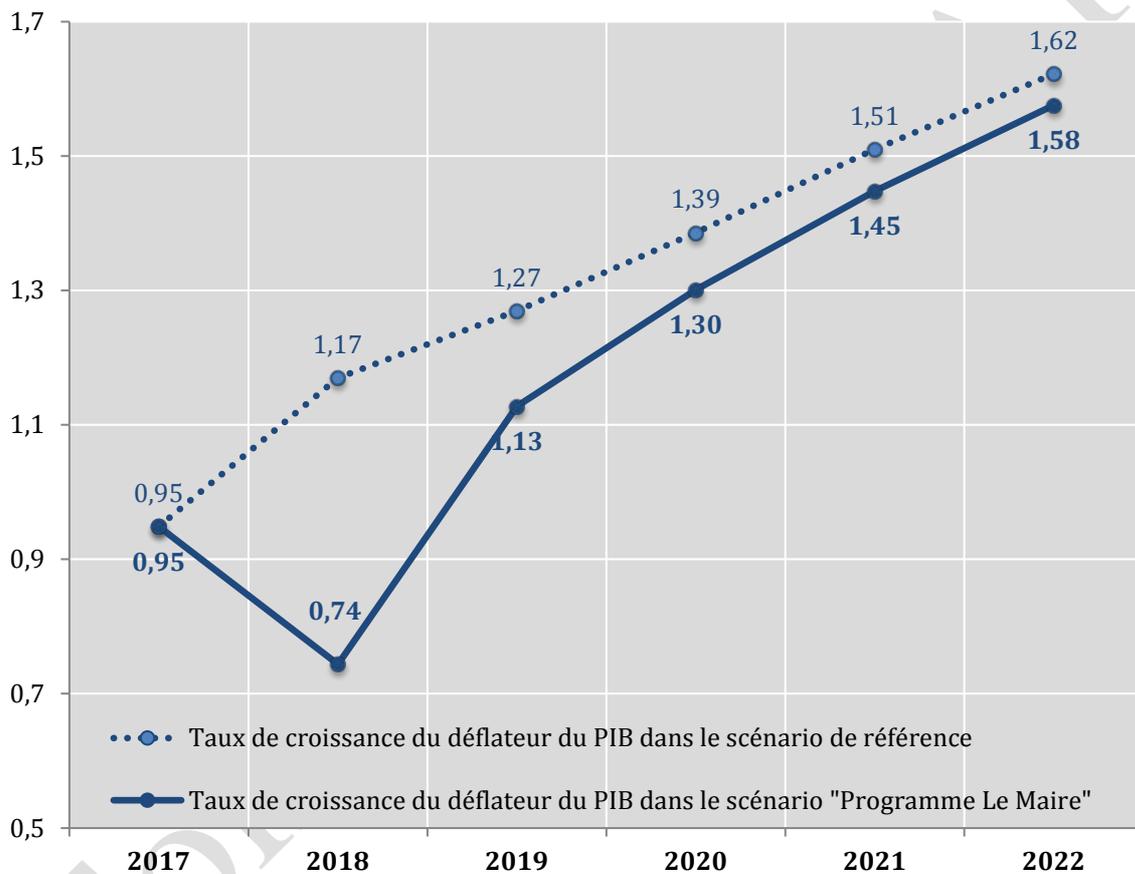
Pour mieux apprécier les conséquences de la mise en place de la stratégie proposée par Bruno Le Maire, nous soustrayons au taux de croissance du PIB et aux valeurs des contributions des différents agrégats à cette croissance leurs valeurs du compte de référence. On a ainsi le supplément de croissance qui résulte de la mise en place de la stratégie du programme de Bruno

Le Maire et ses ressorts (supplément de consommation, d'investissement ou amélioration de la contribution du commerce extérieur).

### Effets sur la dynamique des prix

La stratégie proposée par Bruno Le Maire est celle qui aboutit à une progression des prix la plus proche de celle du scénario de référence. A l'exception des mesures introduites en 2018 (dont la baisse de CSG mais également quelques autres baisses de fiscalité), les moindres ampleurs des baisses de charges et de baisses de dépenses publiques conduisent à un écart finalement assez faible entre les deux chroniques de prix à partir de 2019.

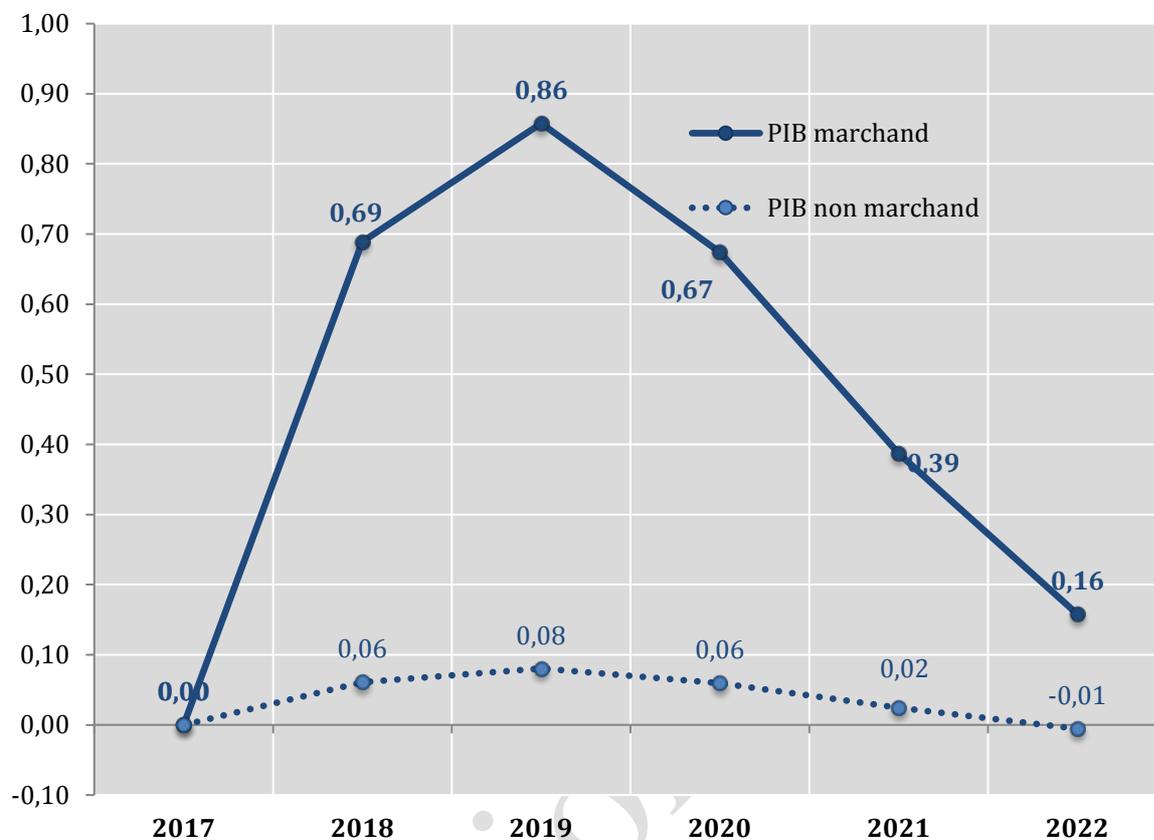
**Evolution du déflateur du PIB dans le scénario de référence et dans la scénario du programme "Bruno Le Maire" (taux de croissance en %)**



### Effets sur le PIB marchand et non marchand de la stratégie Bruno Le Maire

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>PIB non marchand</b> (écart au compte de référence)	0,00	0,06	0,08	0,06	0,02	-0,01
<b>PIB marchand</b> (écart au compte de référence)	0,00	0,69	0,86	0,67	0,39	0,16
<b>PIB marchand</b> en euros constants de 2015 (référence)	1416	1446	1476	1507	1538	1568
<b>PIB marchand</b> en euros constants de 2015 (scénario Le Maire)	1416	1456	1489	1517	1544	1570

**Conséquence de la mise en place du programme de Bruno Le Maire sur  
les taux de croissance du PIB marchand et non marchand (écart cumulé  
au scénario de référence)**

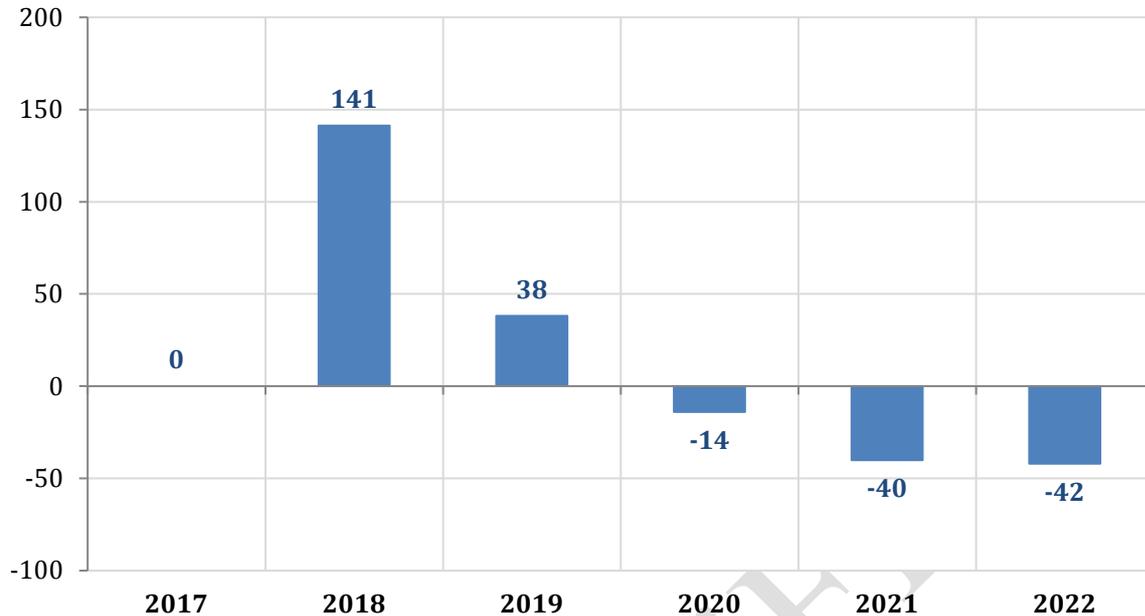


**Effets sur l'emploi et le taux de chômage du programme de Bruno Le Maire**

**Evolution de l'emploi dans le scénario « Programme Bruno Le Maire »**

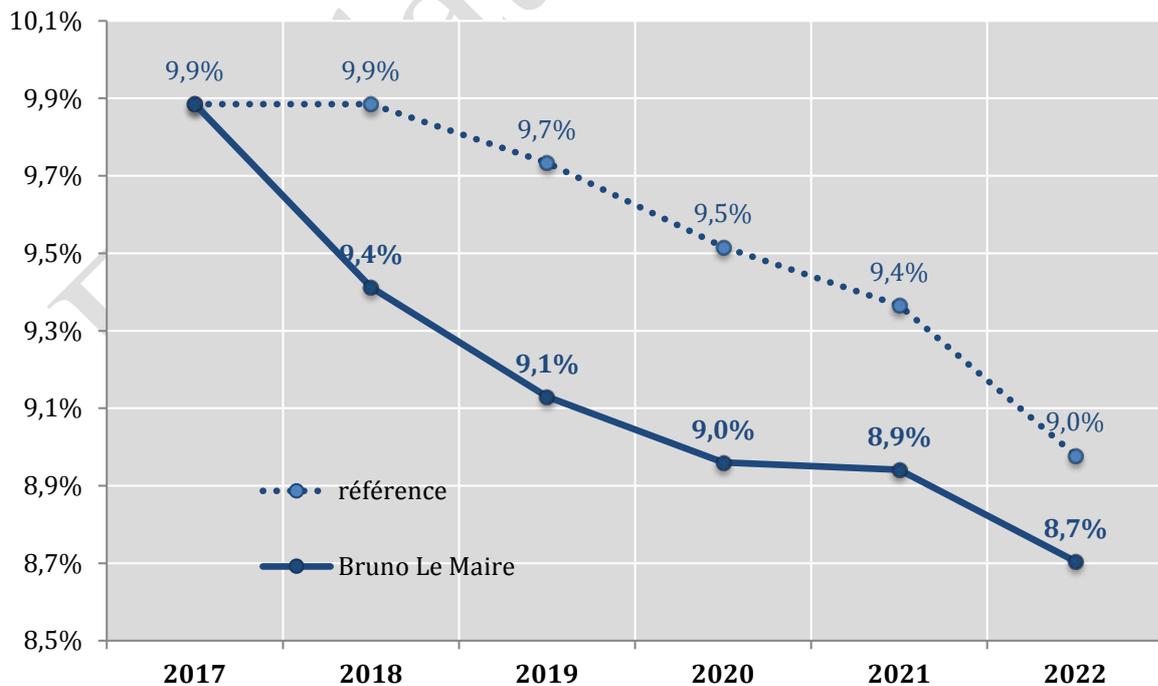
	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Emplois du secteur marchand non agricole ( <b>scénario de référence</b> )	1789 6	1799 4	1809 1	1819 6	1830 7	18416
Emplois du secteur marchand non agricole ( <b>Programme Bruno Le Maire</b> )	1789 6	1813 6	1827 1	1836 2	1843 2	18500
Emplois marchands non agricoles supplémentaires cumulés	0	141	179	165	125	83
<b>Emplois marchands non agricoles supplémentaires annuels</b>	0	141	38	-14	-40	-42

**Suppléments annuels d'emplois marchands non agricoles suite à la mise en place des mesures proposées par Bruno Le Maire**  
(en milliers, écarts par rapport au scénario de référence)

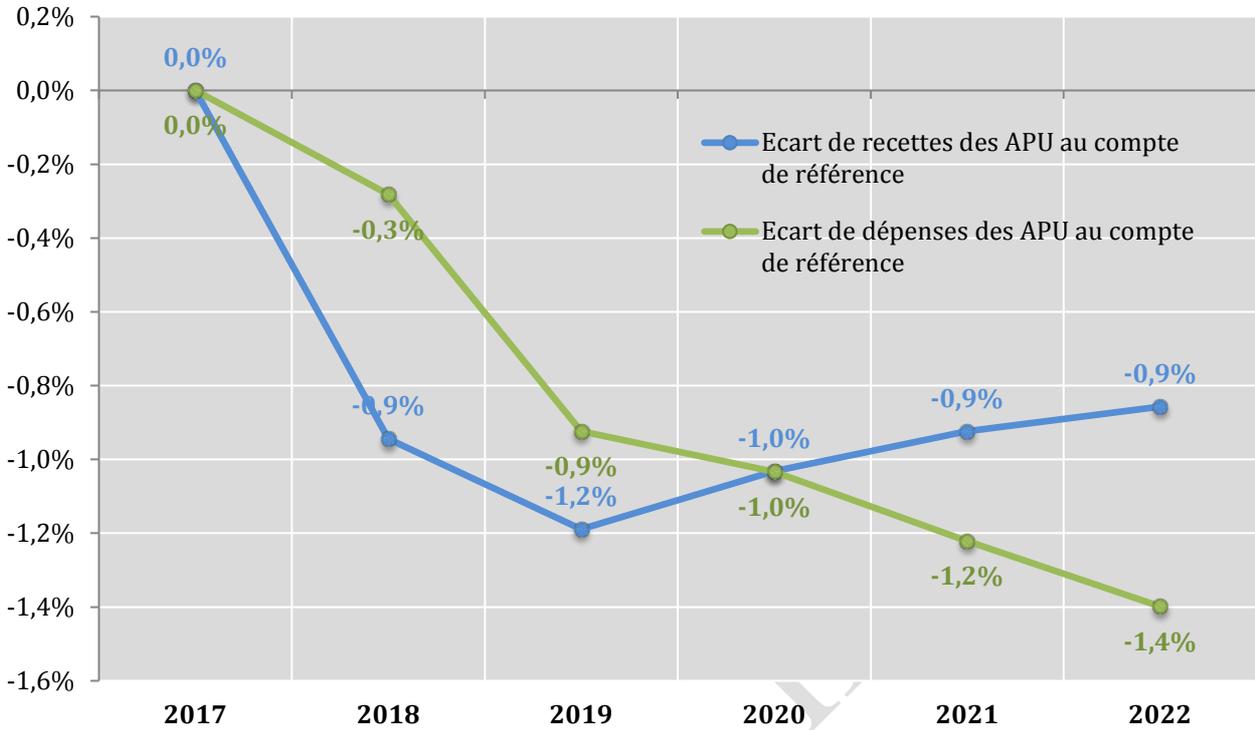


Le léger supplément de croissance, notamment induit par les baisses de la CSG, permet la création d'emplois dans les secteurs marchands non agricoles (environ 14 000 unités en moyenne entre 2017 et 2022). En 2022, 83 000 emplois supplémentaires sont créés dans le scénario « Programme Bruno Le Maire » relativement au scénario de référence. Le taux de chômage atteindrait 8,7% en 2022 contre 9,0% dans le scénario de référence (taux de chômage pour la France métropolitaine).

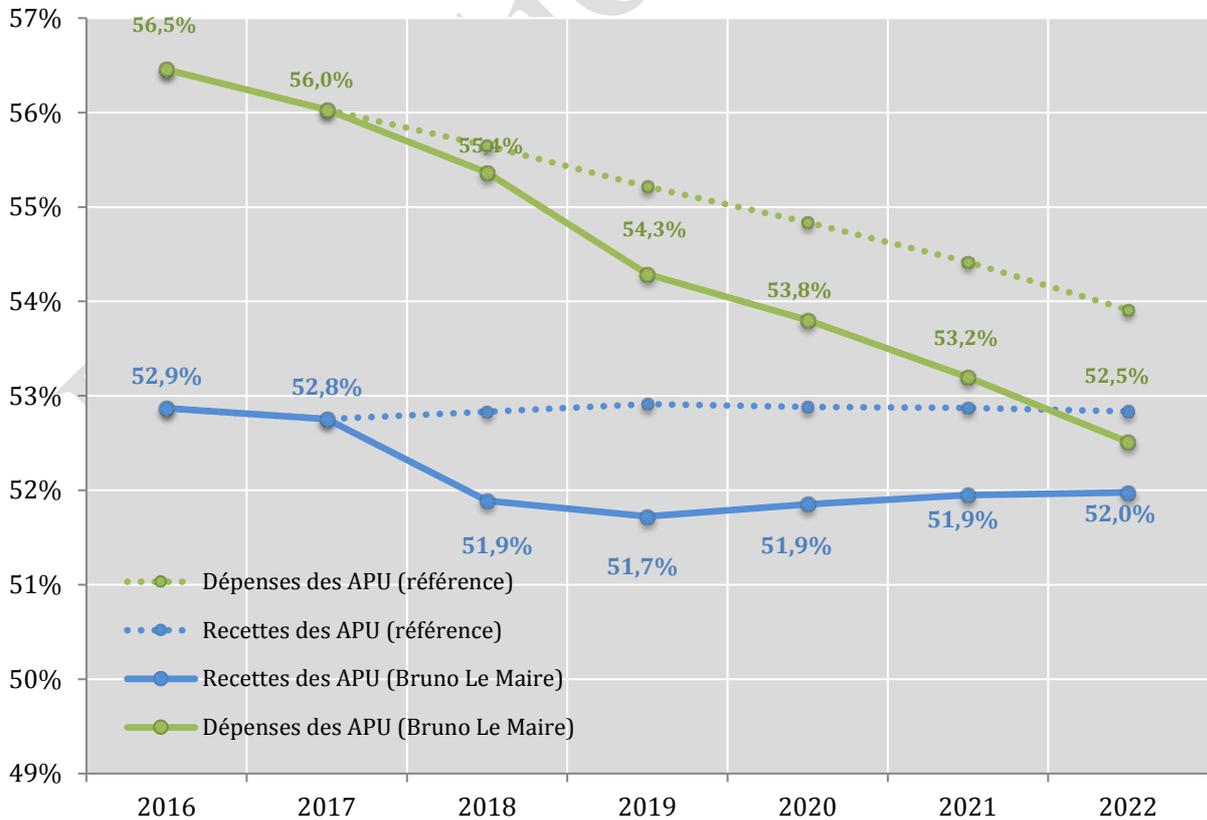
**Taux de chômage dans le scénario de référence et dans le scénario "Programme Bruno Le Maire"**  
(en % de la population active)



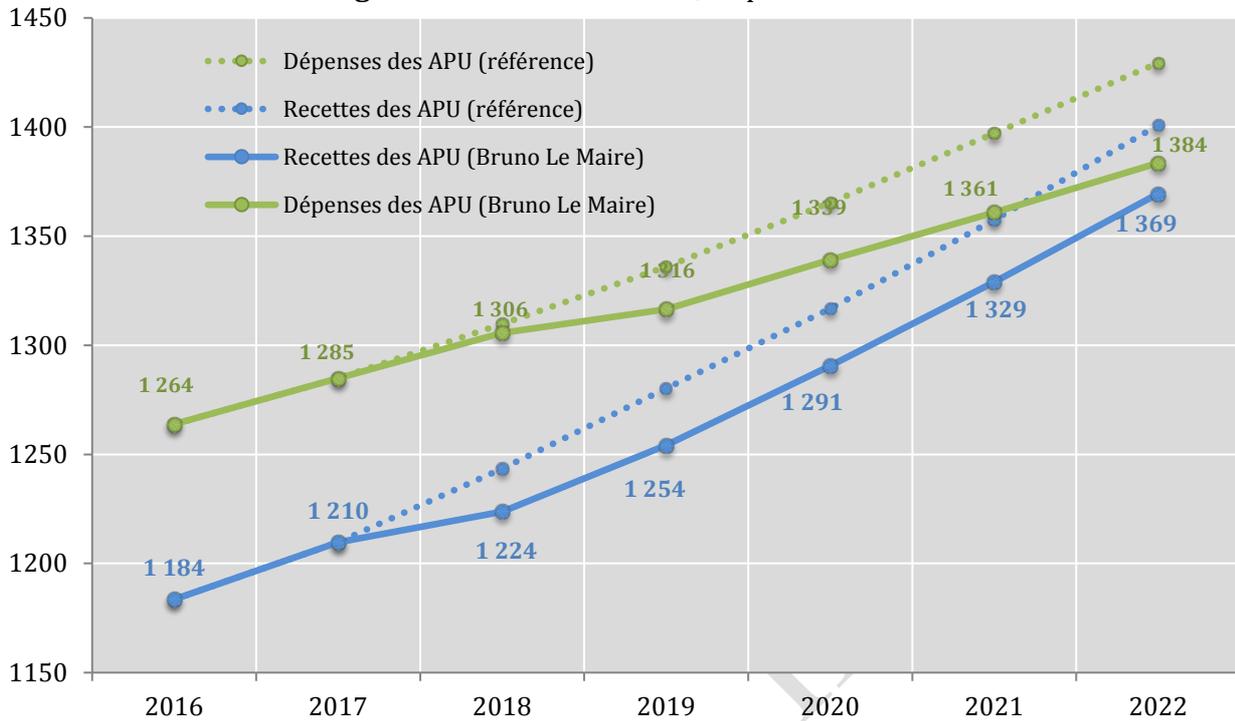
### Evolution des dépenses et des recettes publiques dans le scénario "Programme Le Maire" (écart au compte de référence en point de PIB)



### Evolution des dépenses et des recettes publiques dans le scénario "Programme Bruno Le Maire", en point de PIB

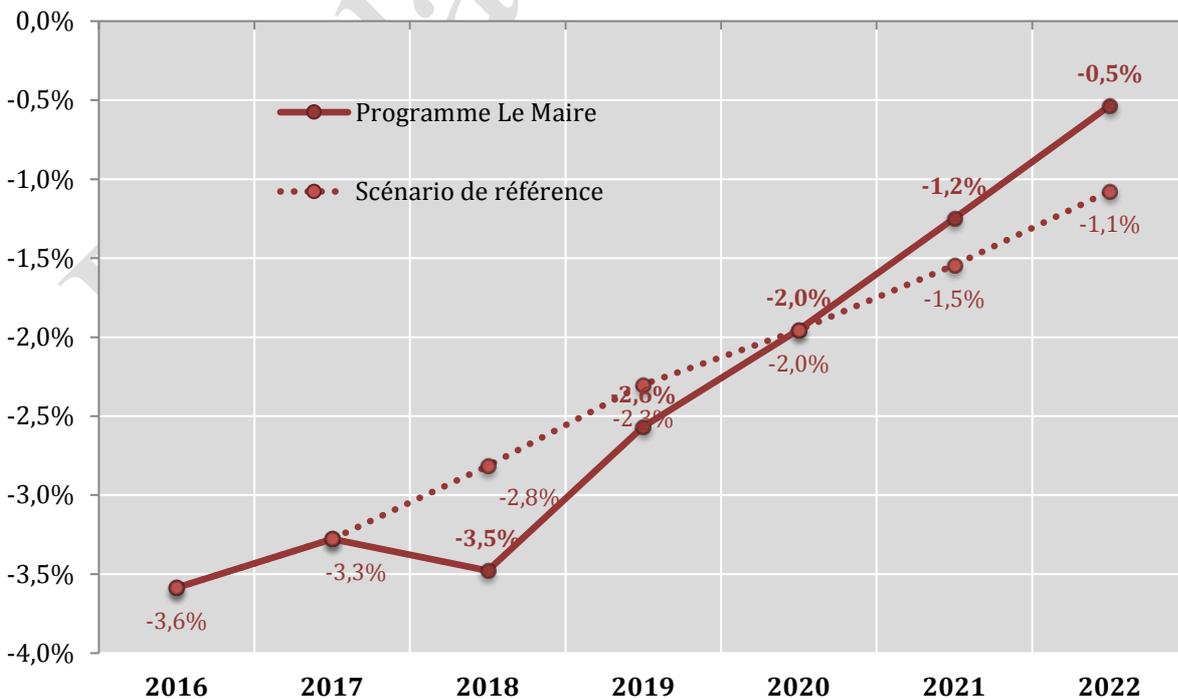


### Evolution des dépenses et des recettes publiques dans le scénario "Programme Bruno Le Maire", en point de PIB



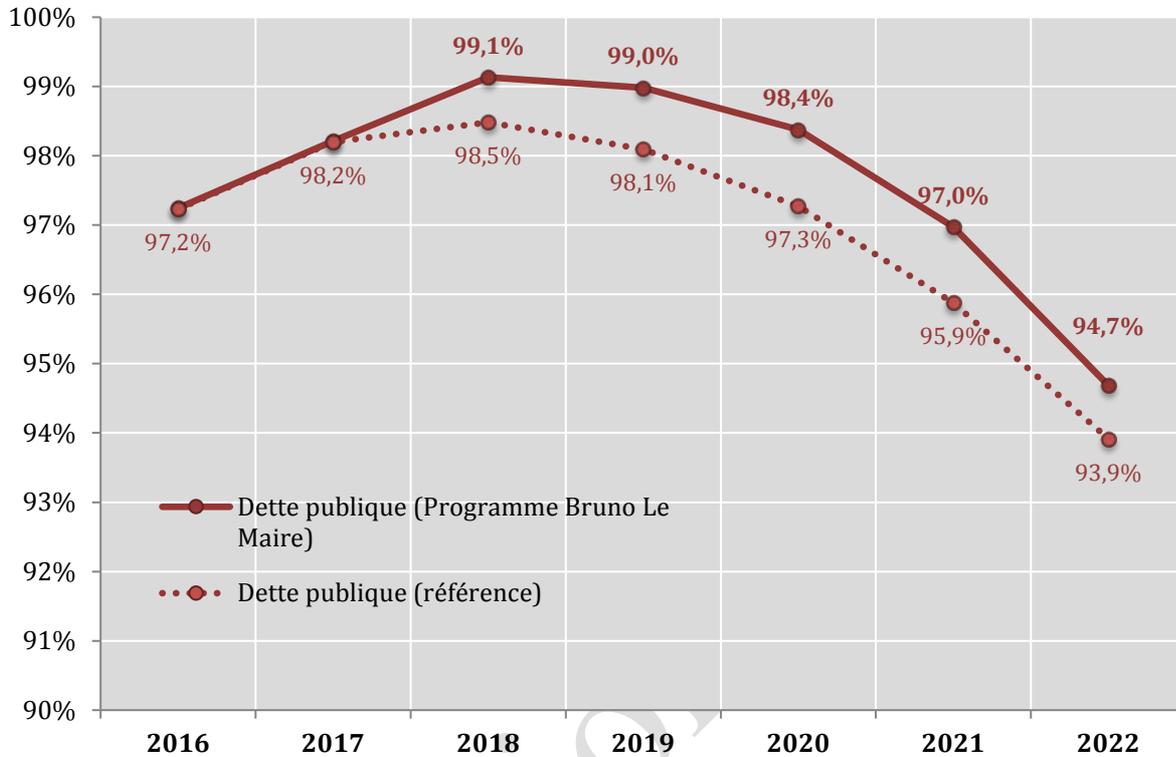
La stratégie décrite dans le programme de Bruno Le Maire permet de se rapprocher de l'équilibre budgétaire en 2022. Le solde public est alors déficitaire de seulement 0,5% en 2022 (-14 milliards d'euros).

### Evolution du solde public dans le scénario de référence et le scénario "Programme Bruno Le Maire" en point de PIB



La dette publique atteint 2495 milliards d'euros en 2022 (94,7% du PIB).

**Evolution de la dette publique dans le scénario de référence et le scénario "Programme Bruno Le Maire", en point de PIB**



Fondation

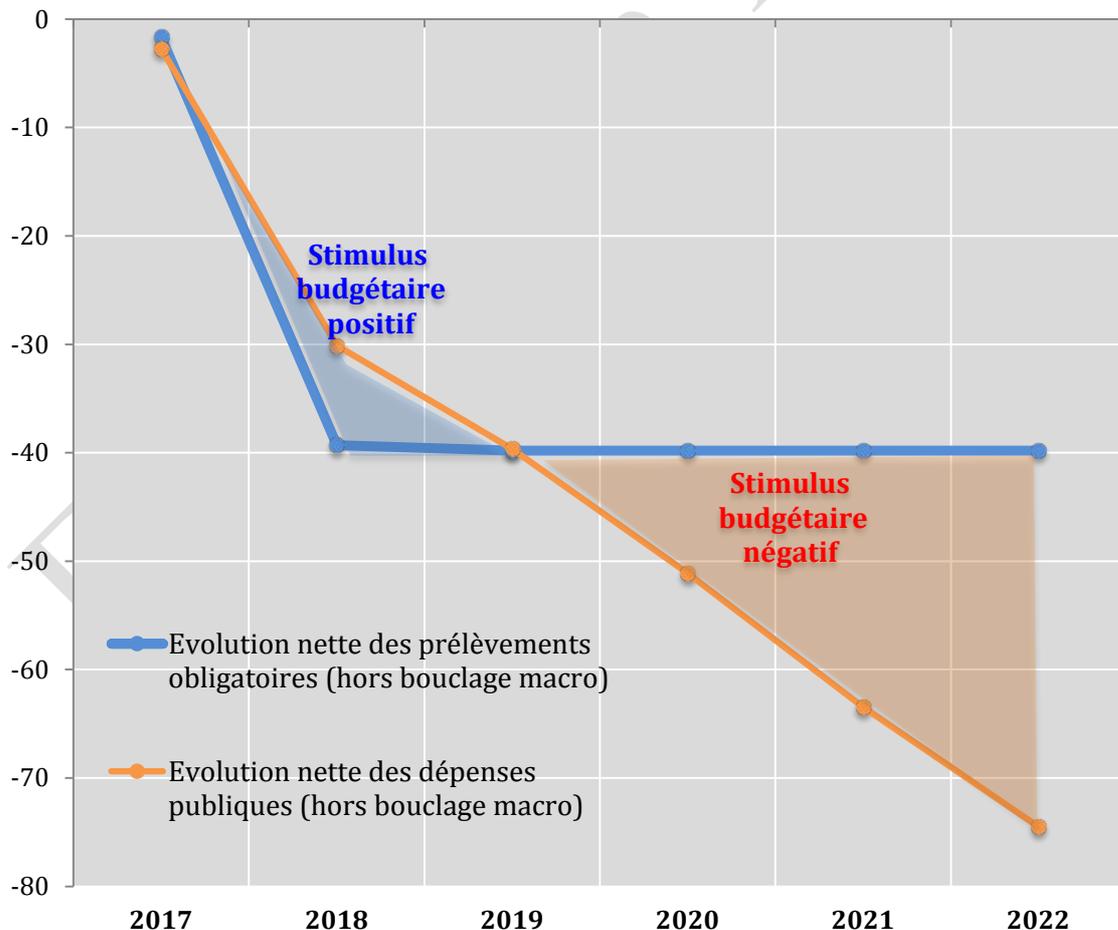
## Le programme de Nicolas Sarkozy

Quelques remarques autour des mesures du programme de Nicolas Sarkozy :

- Pas de hausse de prélèvements obligatoires.
- Choc fiscal en 2018 : toutes les mesures de baisse de prélèvements obligatoires sont introduites dès 2018.
- Le programme de Nicolas Sarkozy envisage une maîtrise de l'ONDAM (avec un objectif de progression de 1,75% par an) dont les économies estimées sont de 24,3 milliards d'euros. Ce montant paraît élevé et provient du fait que l'équipe de Nicolas Sarkozy considère une progression de référence de l'ordre de 4%. Nous avons conservé ce montant mais l'économie de dépenses apparaît un peu surévalué puisque notre progression de référence de l'ONDAM est plus faible.

Malgré les 21 milliards d'euros de hausses de dépenses publiques envisagées (effort dans le domaine de la défense, dans le pénitencier, la police, la gendarmerie, augmentation des enseignants avec augmentation de leur temps de travail...), l'évolution nette des dépenses publiques est négative avec des économies de dépenses fortes envisagées, par exemple dans la sphère sociale (-60 milliards d'euros). Nous avons rappelé ci-dessus l'incertitude concernant les effets de la mesure sur une progression de l'ONDAM à 1,75%

**Evolutions nettes des prélèvements obligatoires et des dépenses publiques dans le programme de Nicolas Sarkozy**  
(en milliards d'euros *ex ante*)



## Evaluation des conséquences économiques de la stratégie de Nicolas Sarkozy

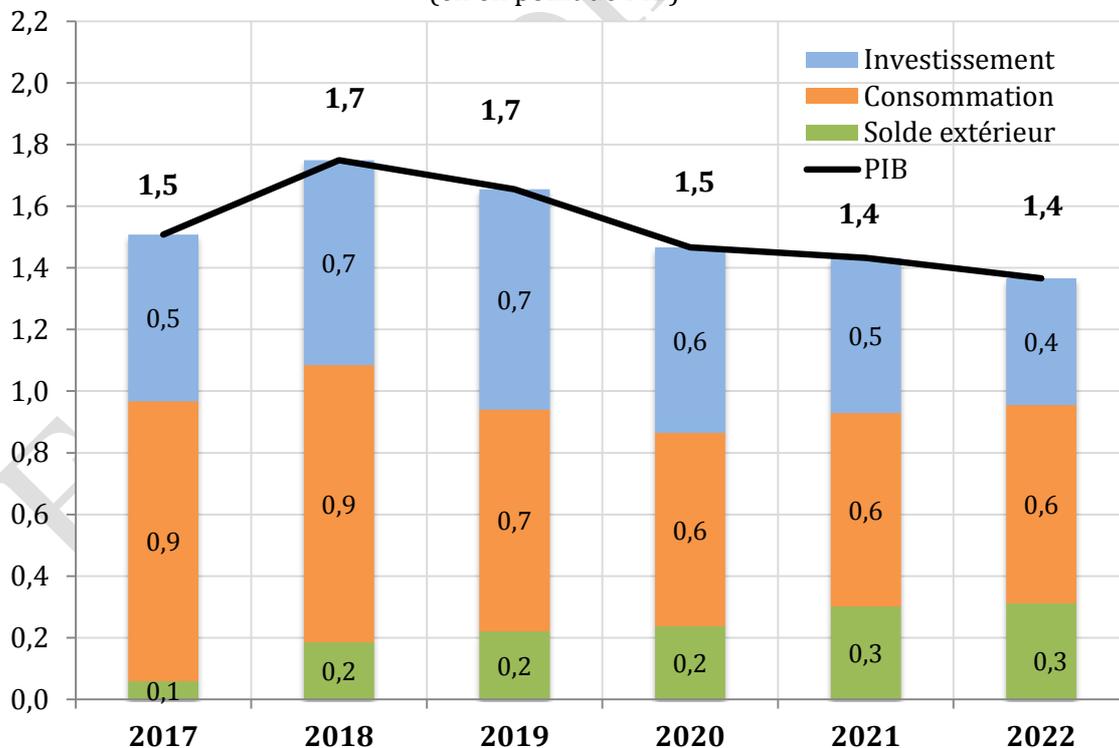
### Effets sur la croissance et la contribution des agrégats économiques à cette croissance des mesures proposées par Nicolas Sarkozy

Le tableau et le graphique ci-dessous indiquent la croissance du PIB et les contributions des différents agrégats à cette croissance dans la trajectoire de la stratégie de Nicolas Sarkozy. On rappelle que la contribution d'un agrégat à la croissance du PIB pondère sa croissance par le poids de cet agrégat dans le PIB. La somme des contributions est égale au taux de croissance du PIB.

#### Croissance du PIB et contributions des agrégats macroéconomiques à la croissance (Stratégie Nicolas Sarkozy)

Taux de croissance en % pour le PIB Point de PIB pour les contributions des différents agrégats	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>PIB</b>	<b>1,5</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>	<b>1,5</b>	<b>1,4</b>	<b>1,4</b>
<b>Consommation finale des ménages</b>	0,7	0,7	0,5	0,4	0,4	0,4
<b>Investissement</b>	0,5	0,7	0,7	0,6	0,5	0,4
<b>Exportations</b>	1,7	1,8	1,8	1,9	2,0	2,0
<b>Importations</b>	-1,6	-1,6	-1,6	-1,6	-1,7	-1,7
<b>Consommation finale des APU</b>	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3

#### Croissance et contributions des grands agrégats dans le cadre du scénario "Programme Nicolas Sarkozy" (en en point de PIB)



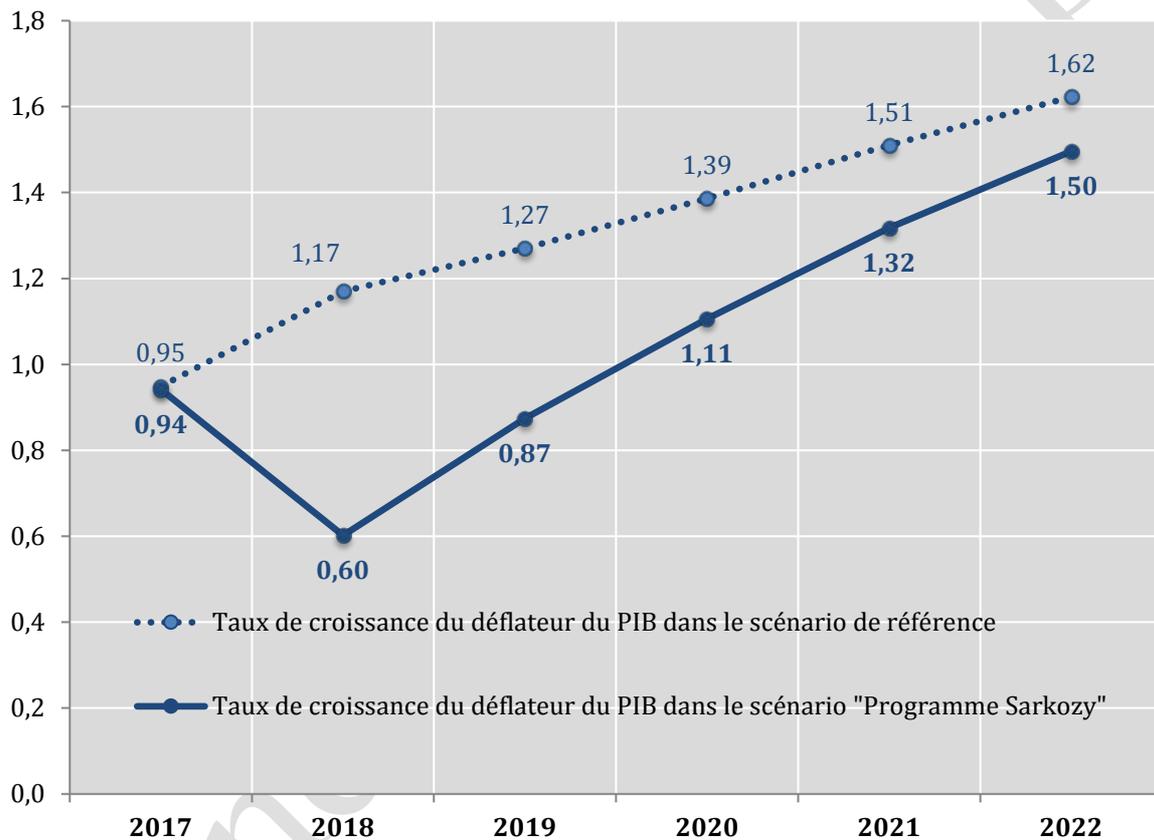
Pour mieux apprécier les conséquences de la mise en place de la stratégie proposée par Nicolas Sarkozy, nous soustrayons au taux de croissance du PIB et aux valeurs des contributions des différents agrégats à cette croissance leurs valeurs du compte de référence. On a ainsi le supplément de croissance qui résulte de la mise en place de la stratégie du programme de Nicolas

Sarkozy et ses ressorts (supplément de consommation, d'investissement ou amélioration de la contribution du commerce extérieur).

### Effets sur la dynamique des prix

Le choc fiscal de 2018 permet aux entreprises bénéficiaires de reporter une partie de cette amélioration de leur marge en baisse de prix. La croissance du déflateur du PIB dans le scénario « Nicolas Sarkozy » est toujours inférieure à celle du scénario de référence. Même si l'écart tend à diminuer, il contribue à l'amélioration de la compétitivité des entreprises françaises.

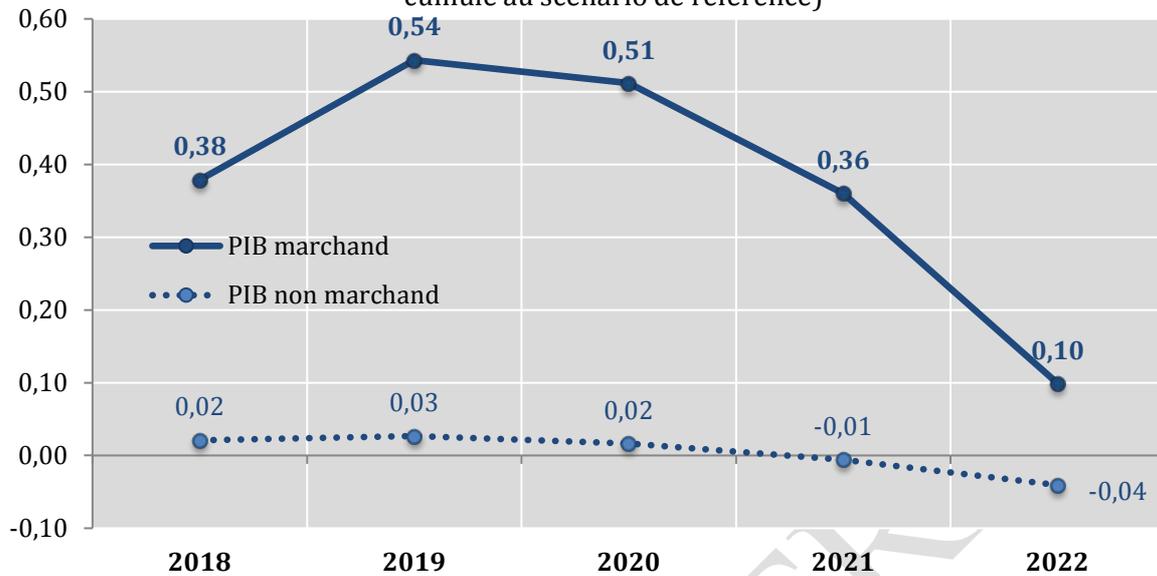
**Evolution du déflateur du PIB dans le scénario de référence et dans la scénario du programme "Nicolas Sarkozy" (taux de croissance en %)**



### Effets sur le PIB marchand et non marchand

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>PIB non marchand (écart au compte de référence)</b>	0,00	0,02	0,03	0,02	0,01	0,04
<b>PIB marchand (écart au compte de référence)</b>	0,04	0,38	0,54	0,51	0,36	0,10
<b>PIB marchand en euros constants de 2015 (référence)</b>	1416	1446	1476	1507	1538	1568
<b>PIB marchand en euros constants de 2015 (scénario Sarkozy)</b>	1416	1451	1484	1514	1542	1569

**Conséquence de la mise en place du programme de Nicolas Sarkozy sur les taux de croissance du PIB marchand et non marchand (écart cumulé au scénario de référence)**

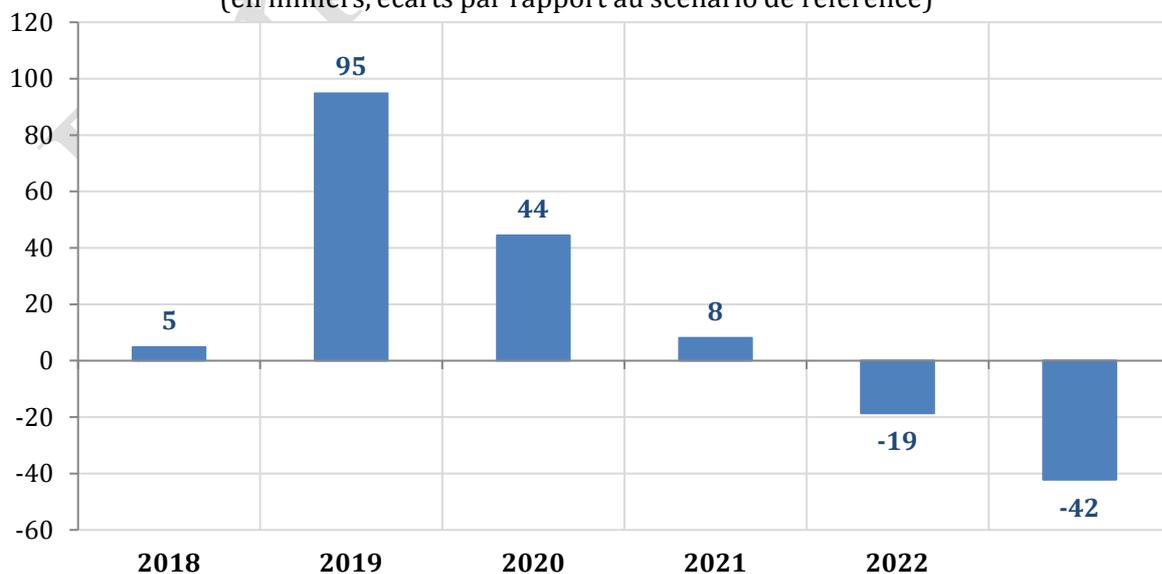


**Effets sur l'emploi et le taux de chômage du programme de Nicolas Sarkozy**

**Evolution de l'emploi dans le scénario « Programme Nicolas Sarkozy »**

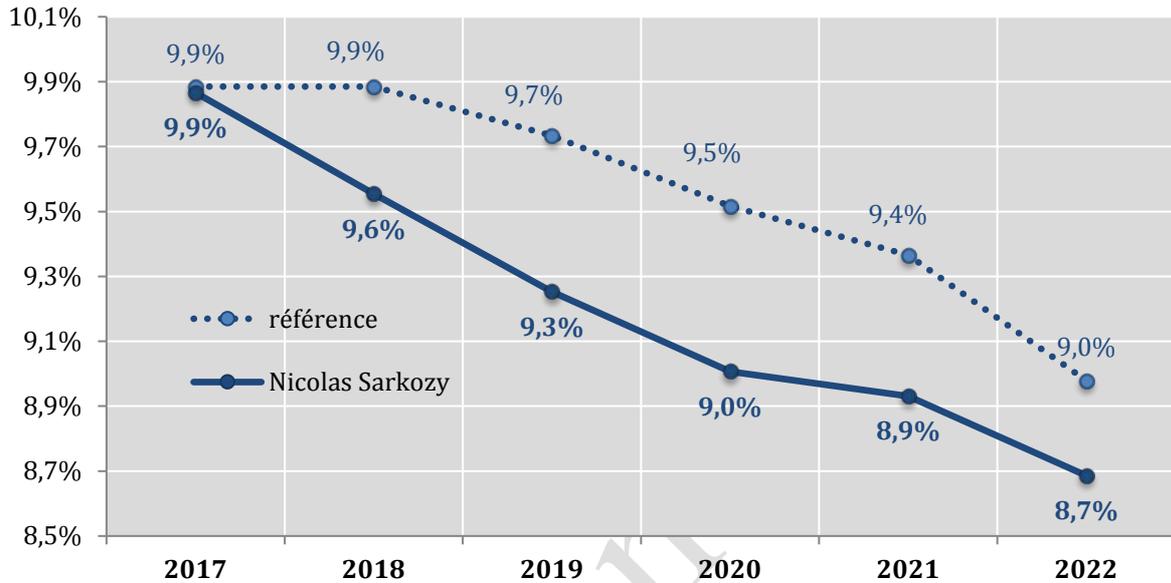
	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Emplois du secteur marchand non agricole (scénario de référence)	17896	17994	18091	18196	18307	18416
Emplois du secteur marchand non agricole (Programme Nicolas Sarkozy)	17900	18094	18235	18348	18440	18508
Emplois marchands non agricoles supplémentaires cumulés	5	100	144	152	134	91
<b>Emplois marchands non agricoles supplémentaires annuels</b>	5	95	44	8	-19	-42

**Suppléments annuels d'emplois marchands non agricoles suite à la mise en place des mesures de Nicolas Sarkozy (en milliers, écarts par rapport au scénario de référence)**

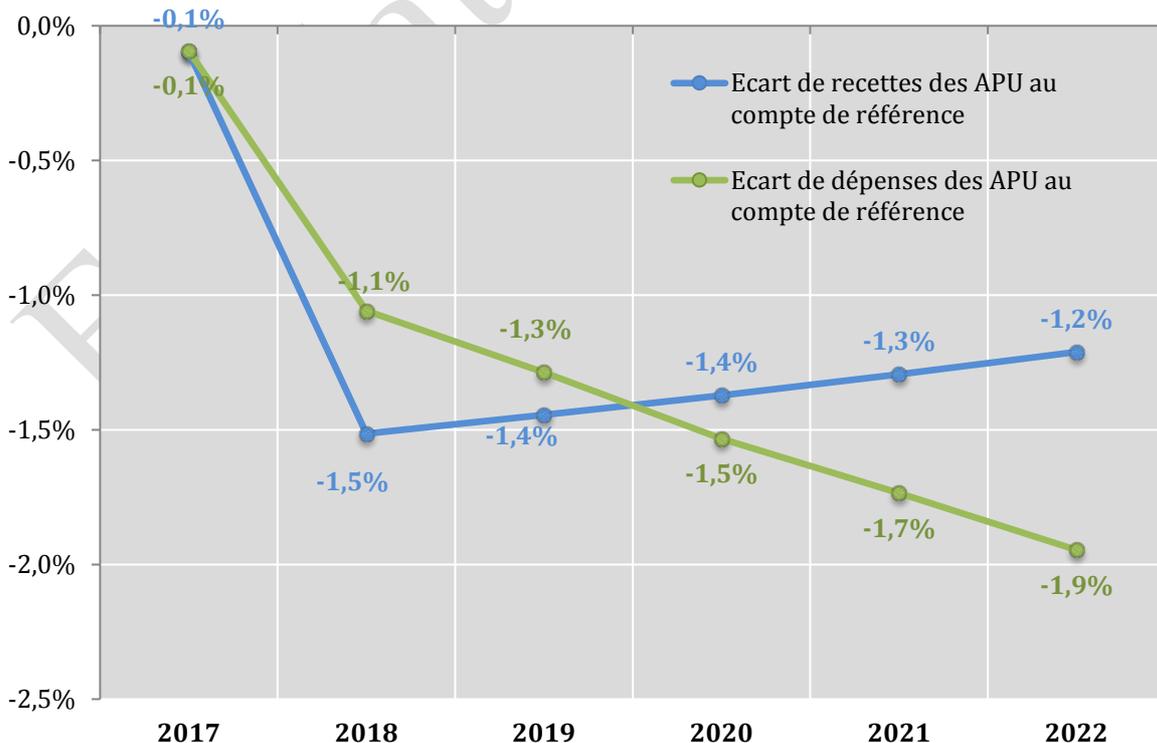


Le léger supplément de croissance, notamment induit par les baisses de prélèvements obligatoires (contre-choc fiscal en 2018), permet la création d'emplois dans les secteurs marchands non agricoles (environ 15 000 unités par an en moyenne entre 2017 et 2022). En 2022, 91 000 emplois supplémentaires sont créés dans le scénario « Nicolas Sarkozy » relativement au scénario de référence. A la suite d'une baisse régulière, le taux de chômage atteindrait 8,7% en 2022 contre 9,0% dans le scénario de référence.

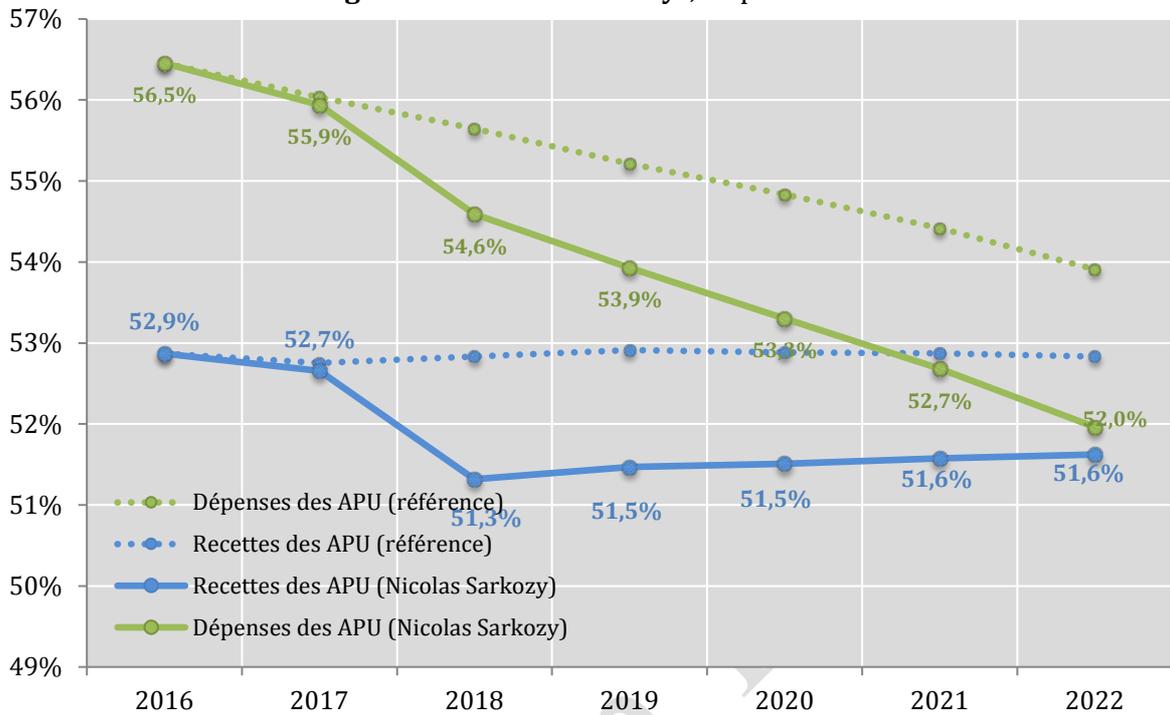
### Taux de chômage dans le scénario de référence et dans le scénario "Programme Nicolas Sarkozy" (en % de la population active)



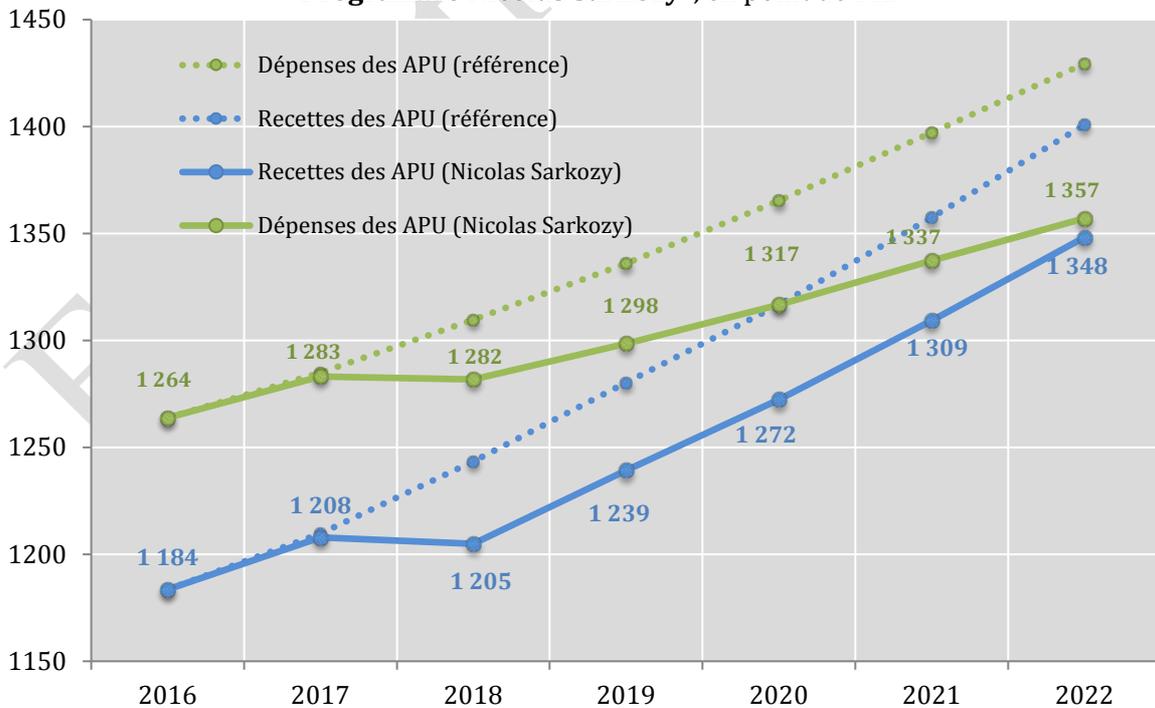
### Evolution des dépenses et des recettes publiques dans le scénario "Programme Sarkozy" (écart au compte de référence en pont de PIB)



### Evolution des dépenses et des recettes publiques dans le scénario "Programme Nicolas Sarkozy", en point de PIB

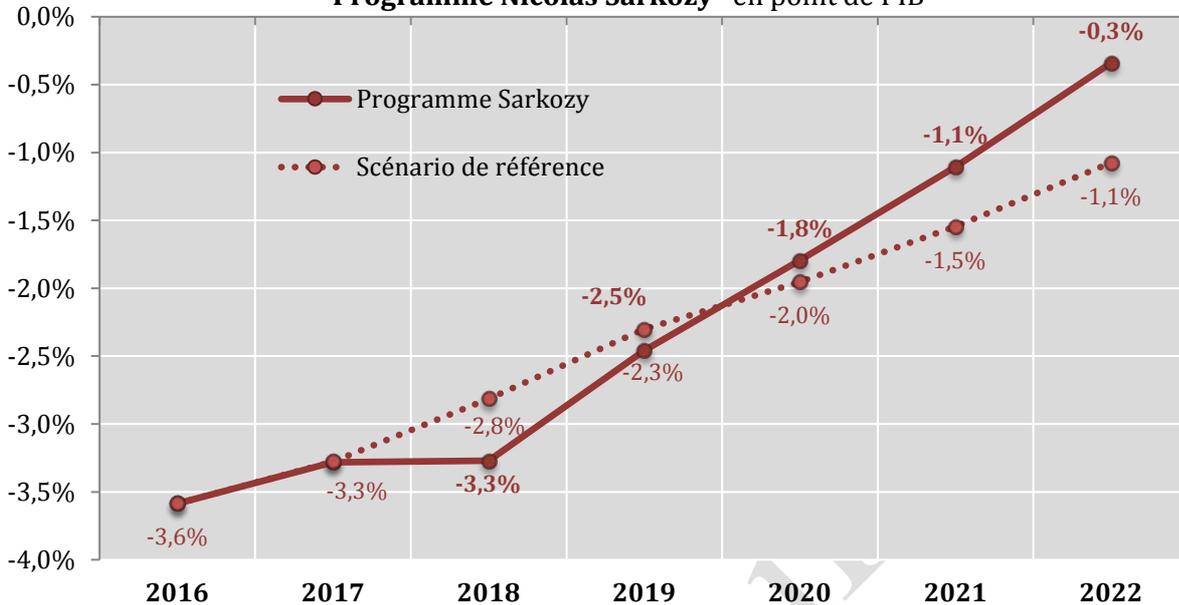


### Evolution des dépenses et des recettes publiques dans le scénario "Programme Nicolas Sarkozy", en point de PIB



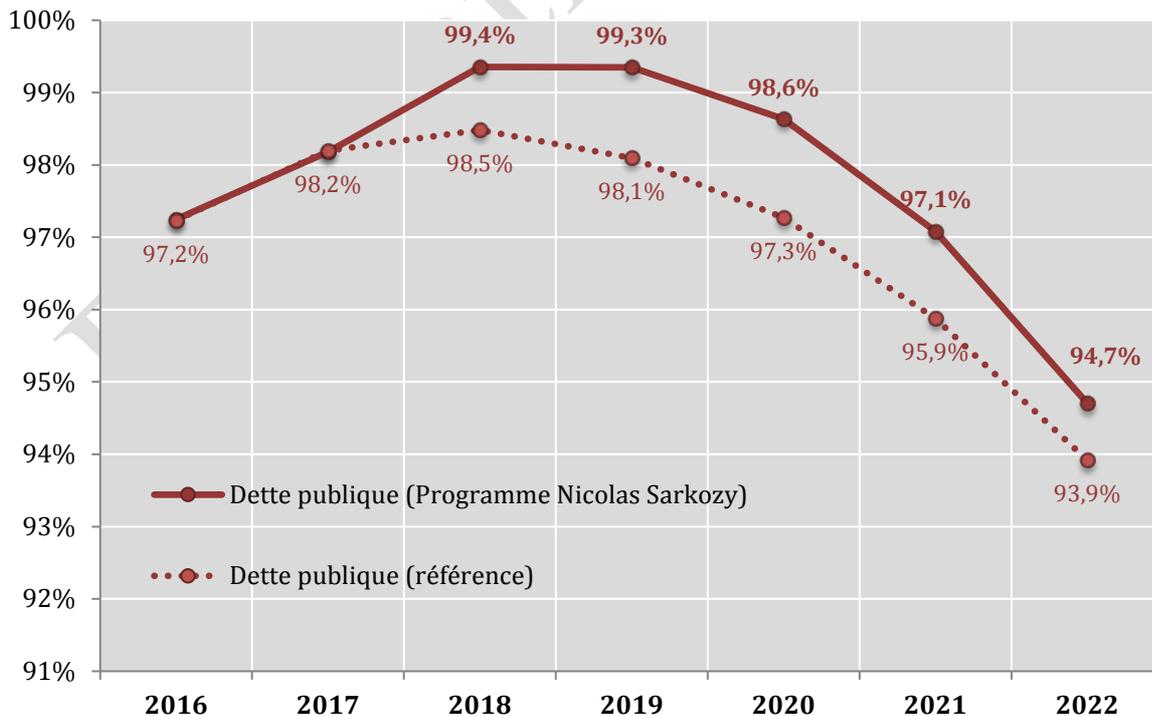
La stratégie décrite dans le programme de Nicolas Sarkozy permet de rapprocher le solde public de l'équilibre. Le solde public est déficitaire de seulement 0,3% en 2022.

### Evolution du solde public dans le scénario de référence et le scénario "Programme Nicolas Sarkozy" en point de PIB



La dette publique atteint 2473 milliards d'euros en 2022 (94,7% du PIB) et serait supérieure de 17 milliards d'euros à son niveau du compte de référence.

### Evolution de la dette publique dans le scénario de référence et le scénario "Programme Nicolas Sarkozy", en point de PIB



## Annexe 1 : Le scénario de référence

Nous décrivons dans un premier temps le scénario économique de référence, c'est à dire une prospective d'évolution de l'économie hors la mise en place des mesures proposées par les candidats. Cette prospective s'appuie à la fois sur une vision de l'évolution de l'économie à court terme (disons l'horizon du Programme de stabilité jusqu'en 2019) puis à un peu plus long terme.

Nous expliquons la façon dont nous conditionnons à court et moyen terme la trajectoire économique de référence dans le document de travail de juin 2016 « *Construction d'une trajectoire économique et budgétaire pour la période 2017-2027* »<sup>2</sup>. Ces choix sont éminemment discutables et la trajectoire établie doit être considérée comme une prospective et non une prévision. Elle permet, dans une vision médiane (ni « stagnation séculaire » ni retour à la croissance d'avant crise), de décrire les tensions qui peuvent apparaître et les problèmes qui demeurent.

Les principaux résultats qui ressortent de l'analyse du scénario de référence construit jusqu'en 2027 pour cette étude sont les suivants :

- Dans notre **scénario de référence**, en l'absence de mesures et de réformes majeures, la croissance reprendrait progressivement un peu de vigueur pour atteindre 1,6% en 2022. Le regain de compétitivité et une légère reprise de l'investissement sous-tendent cette croissance, la consommation reprenant également de la vigueur à mesure des créations d'emplois et de la décrue du chômage.
- Ce niveau de croissance n'est cependant pas capable de rééquilibrer à lui seul les finances publiques. En 2022, les dépenses publiques représenteraient encore 53,9% du PIB (1429 milliards d'euros), les recettes 52,8%, le déficit public 1,1% du PIB (soit -29 milliards d'euros). La dette publique représenterait encore 93,9% du PIB, frôlant les 2 500 milliards d'euros.
- Ce rééquilibrage partiel des finances publiques, sans réels efforts et stratégie, (efforts d'ajustement structurel inférieurs à 0,5% du PIB malgré un déficit public supérieur à 3% du PIB jusqu'en 2017), par le seul fait du retour à une croissance un peu plus forte, est donc extrêmement fragile.
- Environ 520 000 emplois seraient créés sur la période 2017-2022, soit un rythme de création d'environ 100 000 emplois par an. Le taux de chômage serait ramené à 9%<sup>3</sup>.
- Le solde du commerce extérieur demeurerait déficitaire, d'environ 1 point de PIB, en 2022 (déficit commercial de 30 milliards d'euros).

On le voit, malgré l'hypothèse d'un retour progressif à la croissance dans ce scénario de référence, les maux qui frappent actuellement l'économie française resteraient d'actualité : un manque de compétitivité (déficit extérieur), des comptes publics déséquilibrés (laissant un niveau élevé de dette publique) et un niveau de chômage élevé.

### Présentation détaillée du scénario économique de référence

Nous mettons en garde contre toute tentative de considérer ce scénario de référence comme une prévision. En effet, de nombreuses mesures de politique économique vont être mises en œuvre dans les années à venir et donc influencer la trajectoire économique. Par ailleurs, des évolutions d'éléments considérés comme exogènes dans notre scénario (prix du pétrole, taux de change de l'euro, taux d'intérêt, demande mondiale) pourraient également intervenir dans un sens différent de celui retenu pour le compte de référence.

<sup>2</sup> Le scénario de référence construit s'étale de 2017 à 2027 puisqu'il a notamment été utilisé pour apprécier les conséquences de la stratégie iFRAP 2017-2027 de rétablissement des finances publiques. Nous ne présentons ici que les années 2016 à 2022.

<sup>3</sup> Taux de chômage au sens du BIT pour la France métropolitaine.

L'intérêt de ce scénario est de constituer une base de référence cohérente tant sur le plan économique que budgétaire afin de pouvoir analyser les conséquences d'un programme économique alternatif de réformes par rapport à ce scénario de référence (analyse variantielle habituelle d'un exercice de modélisation).

Le tableau ci-dessous indique les taux de croissance des agrégats en volume sur l'ensemble de période 2016-2022. Notre scénario de référence est celui d'un retour progressif à un rythme de croissance de l'ordre de 1,6% après 2020. Sans faire notre les craintes d'une « stagnation séculaire », le rythme de croissance retenu pour le scénario de référence s'établit à un niveau relativement faible par rapport au rythme de croissance d'avant la crise.

### Croissance du PIB et des agrégats macroéconomiques dans la trajectoire de référence

<i>Taux de croissance en %</i>	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>PIB</b>	<b>1,4</b>	<b>1,5</b>	<b>1,5</b>	<b>1,5</b>	<b>1,5</b>	<b>1,6</b>	<b>1,6</b>
<b>Consommation finale des ménages</b>	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2
<b>Investissement</b>	1,8	2,5	2,5	2,5	2,4	2,3	2,3
<b>Exportations</b>	5,0	5,3	5,2	5,2	5,2	5,3	5,3
<b>Importations</b>	5,0	4,8	4,7	4,6	4,6	4,6	4,7
<b>Consommation finale des Administrations publiques</b>	1,0	0,9	0,8	0,8	0,8	1,0	1,2

Le tableau ci-dessous nous indique la contribution des différents agrégats à la croissance du PIB. La contribution d'un agrégat à la croissance du PIB pondère sa croissance par le poids de cet agrégat dans le PIB. La somme des contributions est égale au taux de croissance du PIB.

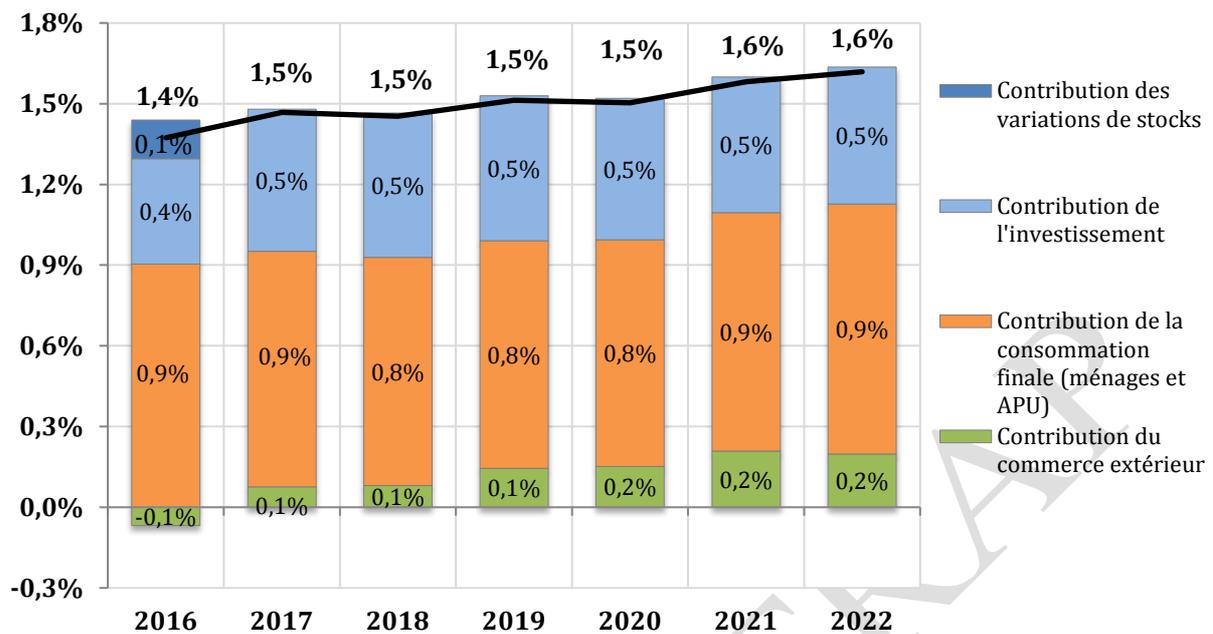
### Contributions des agrégats macroéconomiques à la croissance du PIB

<i>Taux de croissance en % pour le PIB et point de PIB pour les contributions des agrégats</i>	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>PIB</b>	<b>1,4</b>	<b>1,5</b>	<b>1,5</b>	<b>1,5</b>	<b>1,5</b>	<b>1,6</b>	<b>1,6</b>
<b>Consommation finale des ménages</b>	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6
<b>Investissement</b>	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
<b>Exportations</b>	1,6	1,7	1,8	1,8	1,9	2,0	2,1
<b>Importations</b>	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,8	1,9
<b>Consommation finale des APU</b>	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
<b>Variation de stocks</b>	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Le graphique suivant illustre les contributions à la croissance du PIB. Il permet de visualiser aisément les ressorts du retour à une croissance du PIB de 1,6% par an. A partir de 2018, la contribution de l'investissement est de 0,5 point par an (lorsque cette contribution était nulle ou négative en 2014 et 2015). L'accélération de la croissance du PIB à partir de 2021 repose sur l'apparition d'une contribution positive du solde extérieur (contribution de 0,2 pour la somme de la contribution positive des exportations et de la contribution négative des importations).

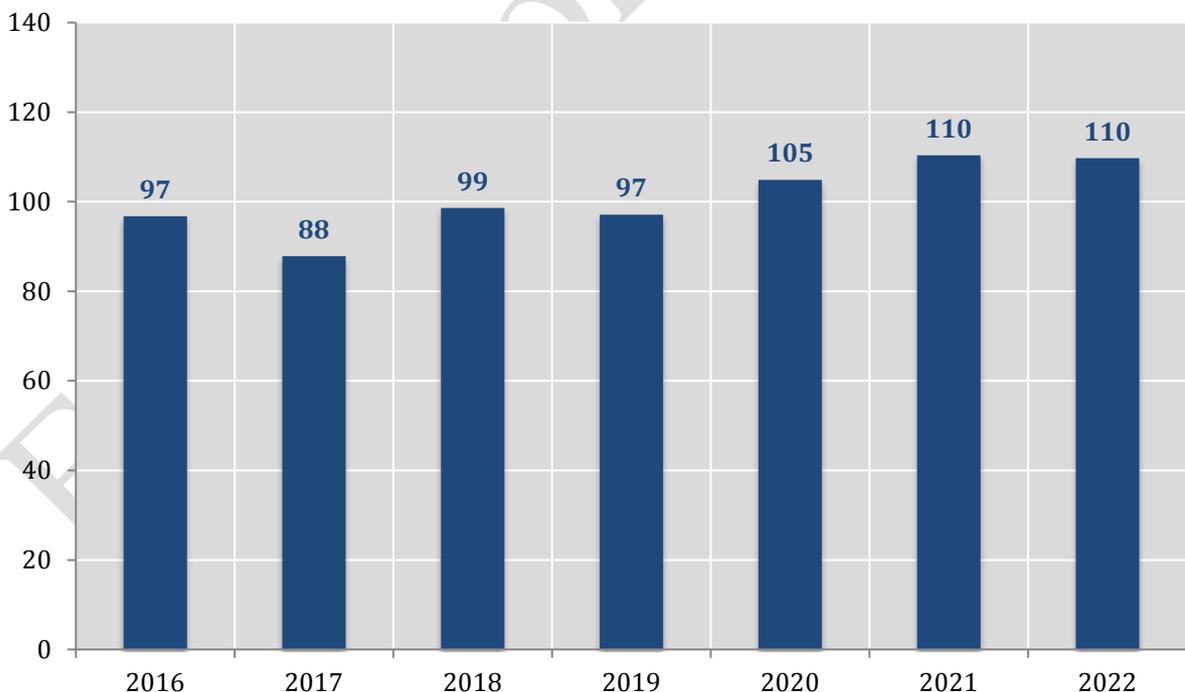
Avec les créations d'emplois et le retour à une croissance moins atone, la consommation se maintiendrait avec une contribution de l'ordre de 0,8-0,9 point par an (consommation finale des ménages et des administrations publiques).

### Croissance du PIB et contributions à cette croissance (en point de PIB)



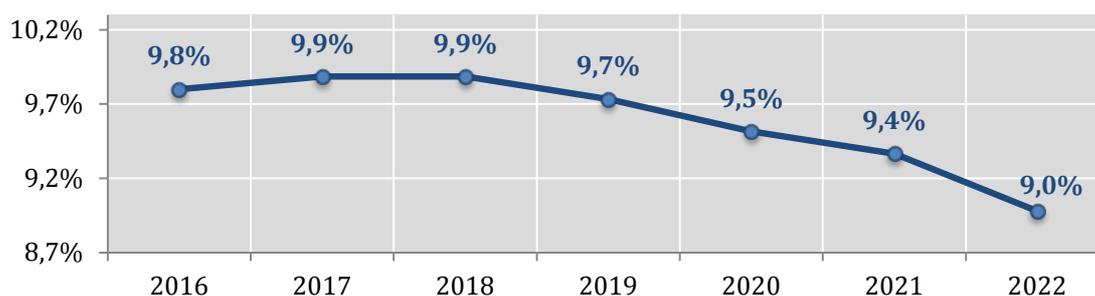
Le nombre de créations d'emplois suit le profil du PIB avec un rythme de créations de l'ordre de 100 000 créations d'emplois marchands non agricoles par an entre 2018 et 2022. Sur la période 2017-2022, 521 000 emplois seraient créés.

### Création d'emplois dans les secteurs marchands non agricoles dans le scénario économique de référence (en milliers)



Un tel rythme de création d'emploi permet de faire lentement décroître le taux de chômage qui atteindrait 9,0% en 2022 (contre 9,8% fin 2016, taux de chômage au sens du BIT pour la France métropolitaine).

Taux de chômage dans le scénario économique de référence



Avec le retour progressif à un niveau de croissance de 1,6% par an et une décreue régulière du taux de chômage à partir de 2018, la progression des prix reprendrait une dynamique que l'on lui avait connue avant la crise (de l'ordre de 1,6% par an). On aurait ainsi une progression du PIB nominal (PIB en valeur) supérieure à 3% par entre 2021 et 2022.

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>PIB nominal</b> (en milliards d'euros courants)	<b>2239</b>	<b>2293</b>	<b>2354</b>	<b>2420</b>	<b>2490</b>	<b>2568</b>	<b>2652</b>
<b>Taux de croissance du PIB nominal</b>	2,2%	2,4%	2,6%	2,8%	2,9%	3,1%	3,2%
<b>Déflateur du PIB</b>	<b>0,8%</b>	<b>0,9%</b>	<b>1,2%</b>	<b>1,3%</b>	<b>1,4%</b>	<b>1,5%</b>	<b>1,6%</b>

### Evolution des finances publiques dans le scénario de référence

Sur la base de cette prospective économique « médiane », qui n'est ni une vision de « stagnation séculaire » ni celle d'un retour complet au rythme de croissance précédent la crise, nous examinons l'évolution des finances publiques. Les tableaux ci-dessous présentent l'évolution des dépenses et recettes des administrations publiques associées au scénario économique de référence précédemment présenté.

Dépenses et recettes des administrations publiques (en milliards d'euros courants)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Dépenses des APU</b>	<b>1263,8</b>	<b>1284,8</b>	<b>1309,7</b>	<b>1335,9</b>	<b>1365,4</b>	<b>1397,2</b>	<b>1429,4</b>
Rémunérations des salariés et consommations intermédiaires	398,2	406,7	411,5	417,2	426,3	436,5	447,6
Rémunérations des salariés	286,1	292,4	297,7	302,5	309,1	316,5	324,5
Consommations intermédiaires	112,0	114,3	113,8	114,7	117,2	120,0	123,1
Prestations sociales	578,7	585,7	600,8	611,2	624,8	640,2	656,0
Prestations sociales en nature	133,8	135,4	140,7	143,1	146,2	149,7	153,5
Prestations sociales en espèces	444,9	450,3	460,1	468,2	478,6	490,4	502,5
FBCF	80,5	80,9	83,4	88,2	90,1	92,2	94,6
<b>Recettes des APU</b>	<b>1183,6</b>	<b>1209,7</b>	<b>1243,5</b>	<b>1280,3</b>	<b>1316,8</b>	<b>1357,5</b>	<b>1400,9</b>
Cotisations sociales	421,4	431,0	441,6	453,6	467,5	483,7	500,8
Impôts sur les revenus (IS,IR, CSG,...)	251,1	257,1	264,5	271,4	279,1	287,7	297,0
Impôts sur la production et les importations	348,2	354,2	364,7	377,1	386,2	396,2	406,9
dont TVA	156,0	158,8	165,8	174,2	179,1	184,4	190,1
dont taxes sur les produits	90,0	91,4	93,1	95,2	97,4	99,8	102,6
dont Taxes sur les imports	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0
dont autres taxes sur les produits	101,5	103,2	104,9	106,9	108,9	111,0	113,2

Le retour à une croissance du PIB nominale (croissance en volume + croissance de l'indice du prix du PIB) de l'ordre de 3% par an à partir de 2020 permet une légère décroissance du poids des dépenses publiques en point de PIB. Les dépenses publiques atteindraient ainsi 53,9% du PIB en 2022 (1429 milliards d'euros) dans ce scénario de référence. Cette lente décroissance du poids des dépenses publiques ne permet cependant pas d'atteindre un équilibre du solde public à l'horizon 2022. Le déficit public s'élèverait encore à 29 milliards d'euros en 2022 soit 1,1% du PIB.

Les tableaux suivants présentent l'évolution des dépenses et des recettes des administrations publiques en point de PIB.

#### Dépenses et recettes des administrations publiques (en point de PIB)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Dépenses des APU</b>	<b>56,4%</b>	<b>56,0%</b>	<b>55,6%</b>	<b>55,2%</b>	<b>54,8%</b>	<b>54,4%</b>	<b>53,9%</b>
<b>Rémunérations des salariés et consommations intermédiaires</b>	<b>17,8%</b>	<b>17,7%</b>	<b>17,5%</b>	<b>17,2%</b>	<b>17,1%</b>	<b>17,0%</b>	<b>16,9%</b>
<b>Rémunérations des salariés</b>	12,8%	12,8%	12,6%	12,5%	12,4%	12,3%	12,2%
<b>Consommations intermédiaires</b>	5,0%	5,0%	4,8%	4,7%	4,7%	4,7%	4,6%
<b>Prestations sociales</b>	<b>25,8%</b>	<b>25,5%</b>	<b>25,5%</b>	<b>25,3%</b>	<b>25,1%</b>	<b>24,9%</b>	<b>24,7%</b>
<b>Prestations sociales en nature</b>	6,0%	5,9%	6,0%	5,9%	5,9%	5,8%	5,8%
<b>Prestations sociales en espèces</b>	19,9%	19,6%	19,5%	19,3%	19,2%	19,1%	18,9%
<b>FBCF</b>	<b>3,6%</b>	<b>3,5%</b>	<b>3,5%</b>	<b>3,6%</b>	<b>3,6%</b>	<b>3,6%</b>	<b>3,6%</b>
<b>Recettes des APU</b>	<b>52,9%</b>	<b>52,7%</b>	<b>52,8%</b>	<b>52,9%</b>	<b>52,9%</b>	<b>52,9%</b>	<b>52,8%</b>
<b>Cotisations sociales</b>	<b>18,8%</b>	<b>18,8%</b>	<b>18,8%</b>	<b>18,7%</b>	<b>18,8%</b>	<b>18,8%</b>	<b>18,9%</b>
<b>Impôts sur les revenus (IS,IR, CSG,...)</b>	<b>11,2%</b>						
<b>Impôts sur la production et les importations</b>	<b>15,6%</b>	<b>15,4%</b>	<b>15,5%</b>	<b>15,6%</b>	<b>15,5%</b>	<b>15,4%</b>	<b>15,3%</b>
<b>dont TVA</b>	7,0%	6,9%	7,0%	7,2%	7,2%	7,2%	7,2%
<b>dont taxes sur les produits</b>	4,0%	4,0%	4,0%	3,9%	3,9%	3,9%	3,9%
<b>dont Taxes sur les imports</b>	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>dont autres taxes sur les produits</b>	4,5%	4,5%	4,5%	4,4%	4,4%	4,3%	4,3%

Dans ce scénario d'un retour progressif à une croissance de 1,6%, accompagnée d'une inflation revenue aux alentours de 1,6% à partir de 2020, les dépenses totales des administrations publiques augmenteraient tendanciellement de 144 milliards d'euros entre 2017 et 2022 (passant de 1285 milliards d'euros en 2017 à 1429 milliards d'euros en 2022). Les recettes progresseraient elles de 191 milliards d'euros (passant de 1210 milliards d'euros en 2017 à 1401 milliards d'euros en 2022). Ainsi le retour à la normale en termes de croissance et d'inflation, permet que le solde public soit amélioré de 47 milliards d'euros, le déficit s'établissant à 1,1% du PIB en 2022 (-29 milliards d'euros).

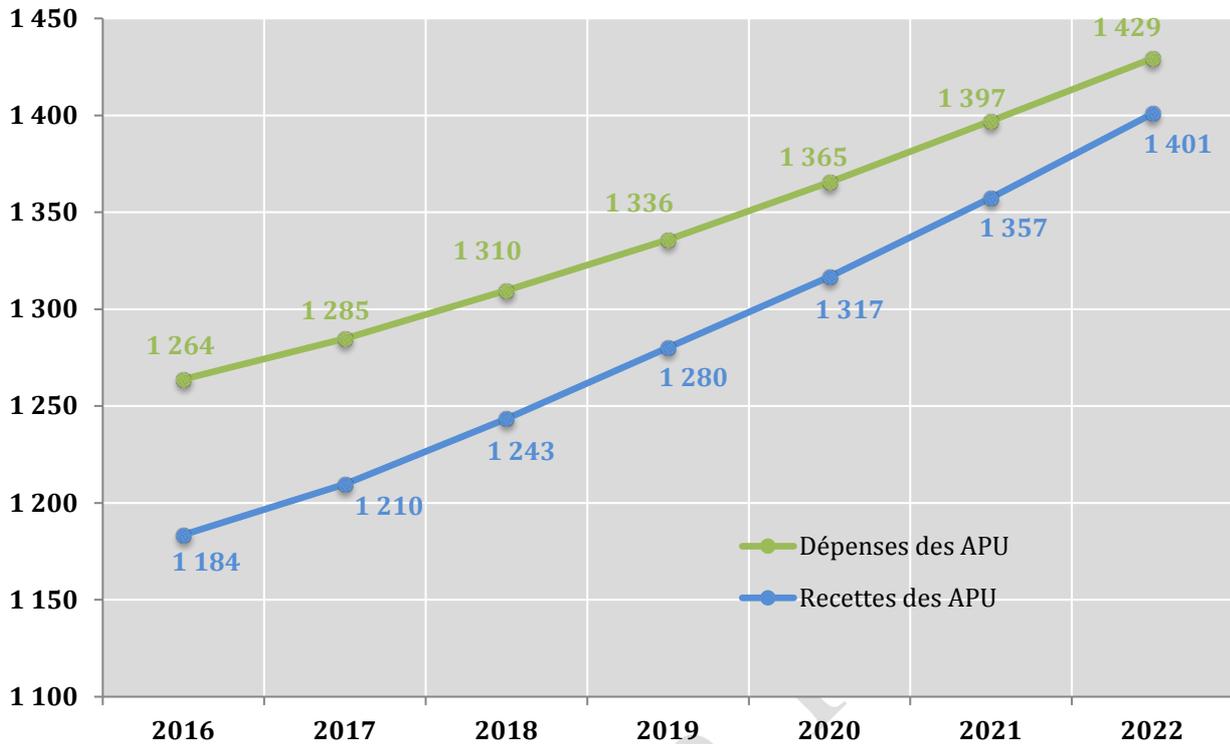
## Dépenses et recettes des APU dans le scénario de référence

	Dépenses des APU (en milliards d'euros)	Dépenses des APU (en point de PIB)	Recettes des APU (en milliards d'euros)	Recettes des APU (en point de PIB)	Solde des APU (en milliards d'euros)	Solde des APU (en point de PIB)
<b>2015</b>	<b>1245</b>	56,9%	<b>1168</b>	53,3%	<b>-77,5</b>	-3,5%
<b>2016</b>	<b>1264</b>	56,4%	<b>1184</b>	52,9%	<b>-80,3</b>	-3,6%
<b>2017</b>	<b>1285</b>	56,0%	<b>1210</b>	52,7%	<b>-75,2</b>	-3,3%
<b>2018</b>	<b>1310</b>	55,6%	<b>1243</b>	52,8%	<b>-66,3</b>	-2,8%
<b>2019</b>	<b>1336</b>	55,2%	<b>1280</b>	52,9%	<b>-55,7</b>	-2,3%
<b>2020</b>	<b>1365</b>	54,8%	<b>1317</b>	52,9%	<b>-48,7</b>	-2,0%
<b>2021</b>	<b>1397</b>	54,4%	<b>1357</b>	52,9%	<b>-39,7</b>	-1,5%
<b>2022</b>	<b>1429</b>	53,9%	<b>1401</b>	52,8%	<b>-28,5</b>	-1,1%

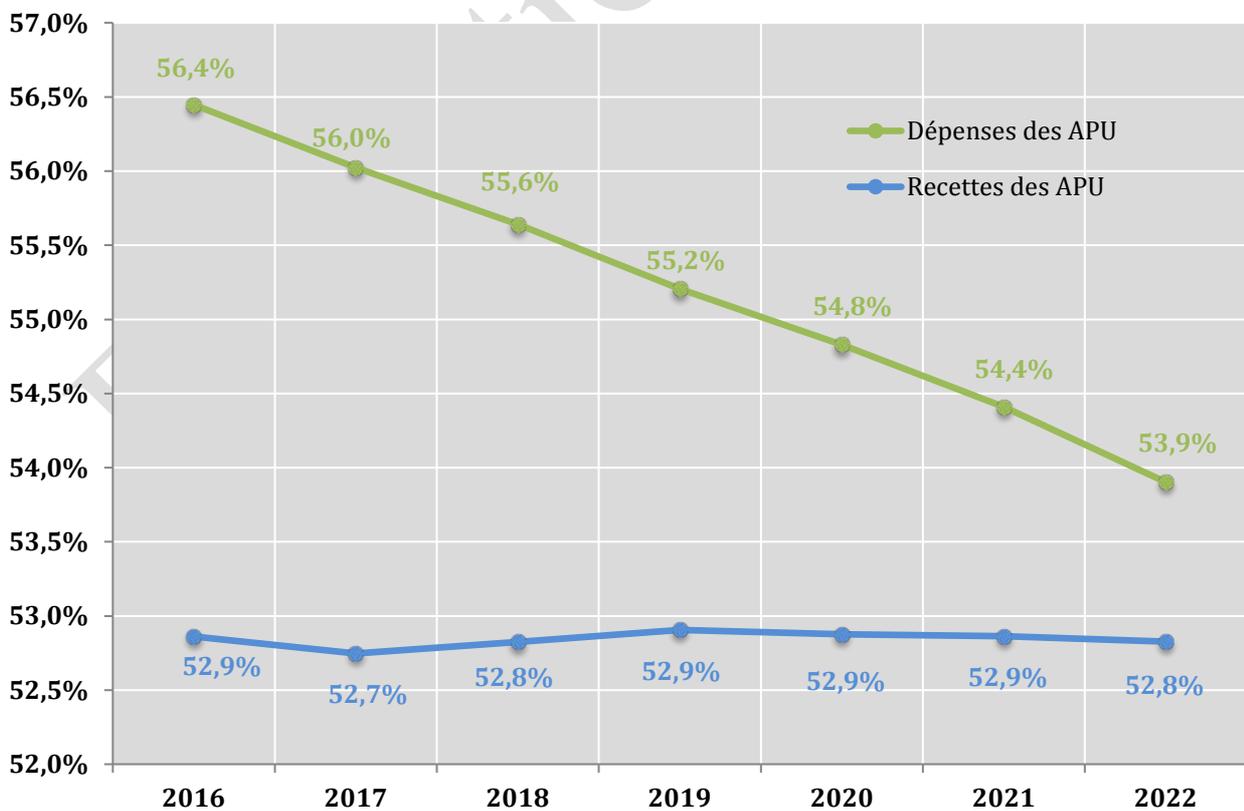
Le taux de croissance des dépenses publiques (en valeur) est de l'ordre de 2,3% entre 2020 et 2022 lorsque le taux de croissance du PIB en volume est de 1,5/1,6% et le taux de croissance du PIB en valeur supérieur à 3%. On est donc loin dans ce scénario de référence d'une stratégie « zéro volume » dans laquelle les dépenses publiques croîtraient au rythme de l'inflation (ici approximée par le déflateur du PIB). Les dépenses publiques connaissent un taux de croissance supérieur au taux de croissance du PIB en volume mais inférieur à celui du PIB en valeur, ce qui assure la lente décreue du poids des dépenses en point de PIB. L'élasticité des recettes au PIB en valeur est de l'ordre de l'unité à partir de 2018.

	Taux de croissance des dépenses publiques	Taux de croissance des recettes publiques	Taux de croissance du PIB (volume)	Taux de croissance du PIB (valeur)	Taux de croissance du déflateur du PIB	Elasticité des recettes au PIB
<b>2016</b>	<b>1,5%</b>	<b>1,4%</b>	1,4%	2,2%	0,8%	0,6
<b>2017</b>	<b>1,7%</b>	<b>2,2%</b>	1,5%	2,4%	0,9%	0,9
<b>2018</b>	<b>1,9%</b>	<b>2,8%</b>	1,5%	2,6%	1,2%	1,1
<b>2019</b>	<b>2,0%</b>	<b>3,0%</b>	1,5%	2,8%	1,3%	1,1
<b>2020</b>	<b>2,2%</b>	<b>2,9%</b>	1,5%	2,9%	1,4%	1,0
<b>2021</b>	<b>2,3%</b>	<b>3,1%</b>	1,6%	3,1%	1,5%	1,0
<b>2022</b>	<b>2,3%</b>	<b>3,2%</b>	1,6%	3,3%	1,6%	1,0

Evolution des dépenses et des recettes publiques dans le scénario de référence (en milliards d'euros)

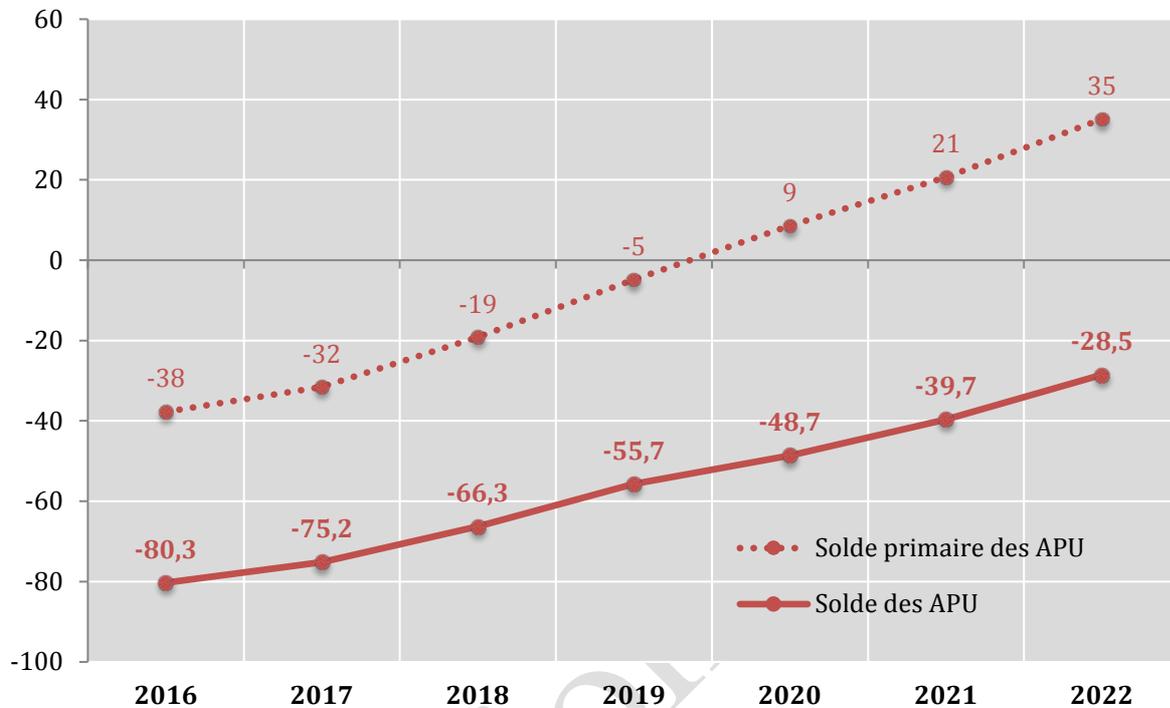


Evolution des dépenses et des recettes publiques dans notre évaluation de la trajectoire des finances publiques du scénario de référence (en point de PIB)

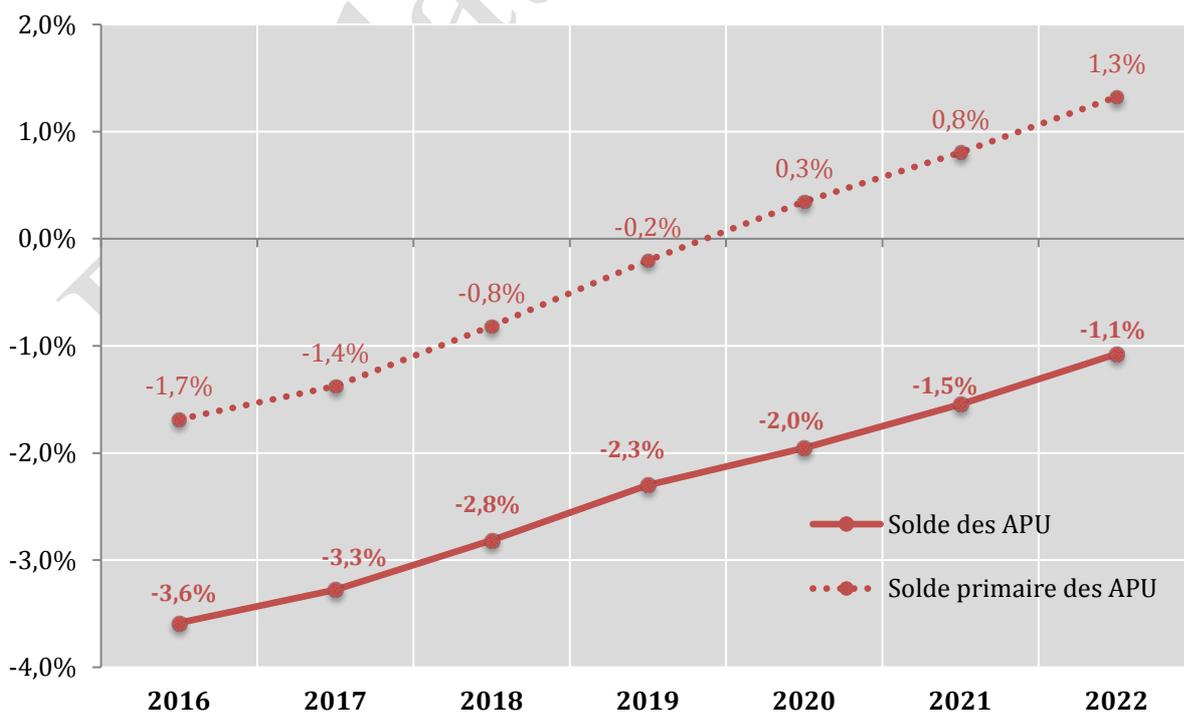


La progression régulière de la dette publique qui frôlerait les 2500 milliards d'euros en 2022 (93,9% du PIB) implique des charges d'intérêt importantes de l'ordre de 2,5 points de PIB soit environ 70 milliards d'euros. Alors que le solde primaire serait excédentaire de 35 milliards d'euros en 2022, le solde public demeurerait ainsi déficitaire de 29 milliards d'euros.

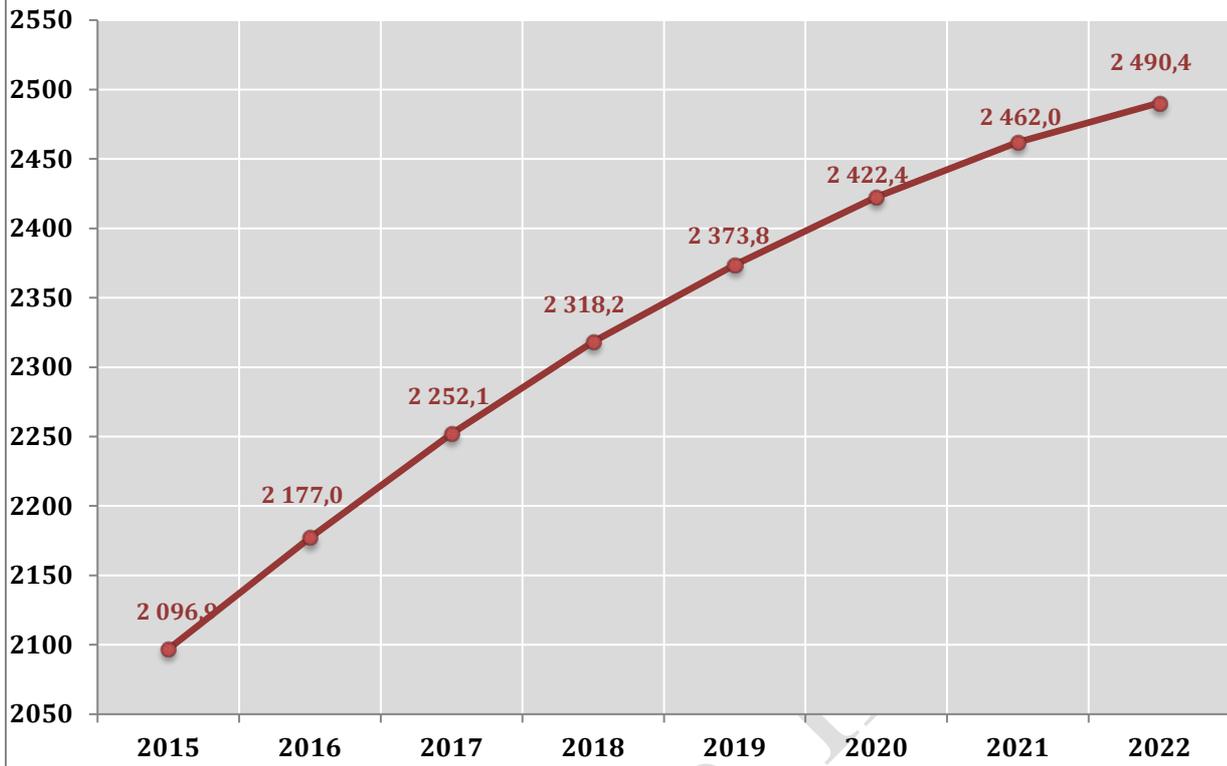
### Evolution du solde des APU et du solde primaire dans notre scénario de référence (en point de PIB)



### Evolution du solde des APU et du solde primaire dans notre scénario de référence (en point de PIB)

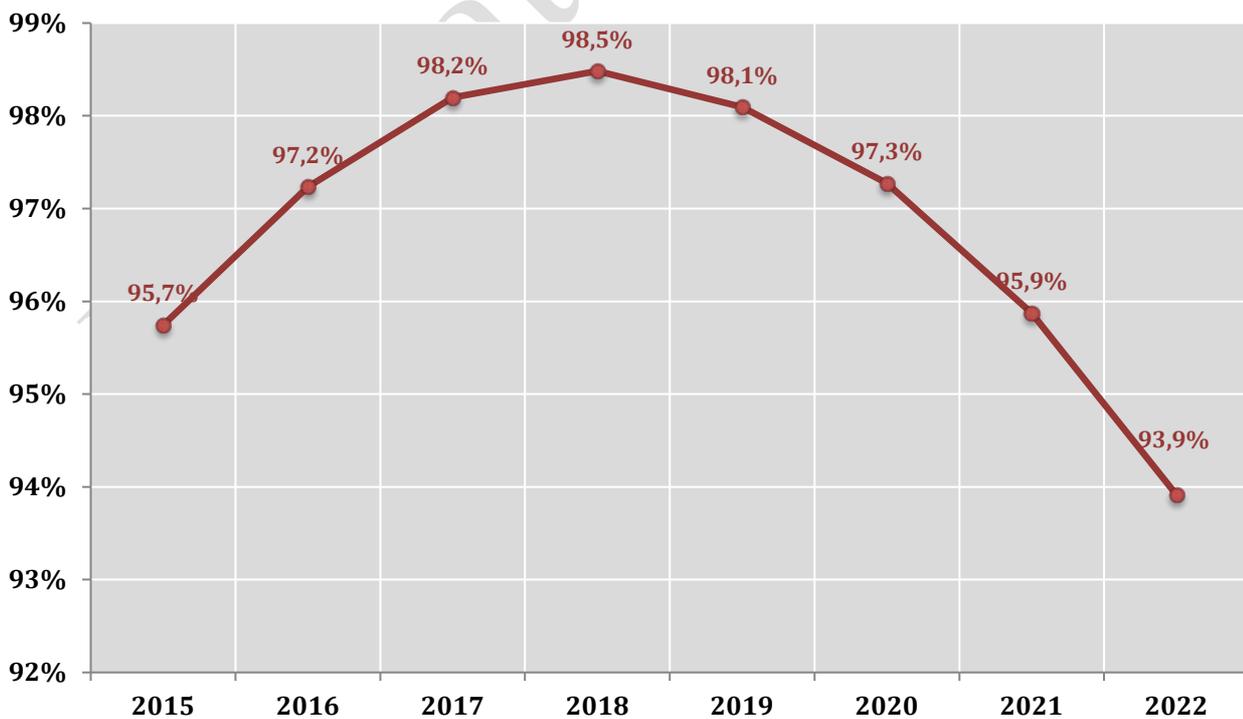


### Evolution de la dette publique dans le scénario de référence (en milliards d'euros)



Le poids de la dette continuerait à être important : 93,9% en 2022 soit presque 2500 milliards d'euros.

### Evolution de la dette publique dans notre scénario de référence (en point de PIB)



## Annexe 2 : méthodologie

A l'occasion de la primaire ouverte de la droite et du centre (20 et 27 novembre), les candidats dévoilent leurs programmes économiques rassemblant de multiples mesures tant sur le plan de la réforme du marché du travail que sur celui du rétablissement des finances publiques ou de l'amélioration de la compétitivité.

Les candidats produisent parfois eux-mêmes le chiffrage comptable de leurs mesures (ampleur des baisses de dépenses<sup>4</sup> ou des allègements de prélèvements obligatoires). Nous avons assez peu de raisons de ne pas les suivre sur ce point qui, du reste, fait rarement polémique (il est en effet relativement aisé de connaître les conséquences budgétaires d'une hausse du taux de TVA ou de la suppression de l'ISF). En revanche, il est beaucoup plus rare de voir une présentation approfondie des conséquences économiques à attendre de l'ensemble des mesures mis en œuvre par chacun des candidats. Or, c'est bien les conséquences économiques à attendre de ces programmes de réforme économique, souvent ambitieux et détaillés, qui sont d'intérêt.

Quel est l'effet à attendre en termes de supplément de croissance, de créations d'emplois, de regain de part de marché à l'exportation des différentes mesures proposées ? Une fois pris en compte le bouclage macroéconomique, les réformes en termes de finances publiques aboutissent-elles réellement à l'objectif visé et annoncé en matière de solde public ?

La Fondation iFRAP a décidé d'entreprendre des travaux pour apporter des éléments sur ces questions en mobilisant un modèle macro-économétrique sectoriel, le modèle NEMESIS, dont les comptes d'agents et le « bloc fiscal » sont suffisamment détaillés pour pouvoir prendre en compte les différentes mesures proposées par les candidats.

Notre méthodologie est la suivante : sauf cas exceptionnel, nous retenons les hypothèses fournies par les candidats en matière de montant budgétaire des mesures mises en œuvre. Nous tentons de nous procurer le maximum d'informations sur les modalités des mesures (séquençage dans le temps, détails de mise en œuvre,...) dans des documents publics fournis par les candidats ou en interrogeant leurs équipes de campagne<sup>5</sup>.

Pour tous les candidats que nous évaluons, nous intégrons ces mesures proposées dans un scénario de référence commun qui a été élaboré par l'iFRAP et simulé à l'aide du modèle NEMESIS (voir la description précise du scénario de référence dans la note du 3 juin 2016 : « *Construction d'une trajectoire économique et budgétaire pour la période 2017-2027* »). Nous rappelons dans cette note les principales caractéristiques de la vision de référence de l'évolution de l'économie et des finances publiques<sup>6</sup>.

Nous réalisons les simulations et chiffrages des programmes des candidats sur la période 2017-2022. Nous sommes bien conscients que les effets de certaines des mesures peuvent déborder cet intervalle temporel. Parfois, lorsque les mesures ont des effets différents au-delà de la 2022, nous le signalons et donnons des informations sur les conséquences à plus long terme des mesures (en 2027, par exemple pour voir l'effet à long terme des stratégies proposées par les candidats).

Nous attirons l'attention du lecteur sur les incertitudes qui peuvent demeurer sur ces chiffrages. Les résultats doivent être regardés avec précaution. Nous avons pu mal saisir les modalités de

<sup>4</sup> Pour les multiplicateurs, la valeur moyenne du multiplicateur de baisse de dépenses est de l'ordre de 1,0-1,2, la valeur moyenne du multiplicateur de baisse des prélèvements obligatoires est de 1,4-1,6 (valeurs à l'horizon de 3/5 ans).

<sup>5</sup> Les équipes des candidats ont toutes eu connaissance des tableaux présentés en partie 2 pour validation et ont eu la possibilité de les amender lorsque ces derniers ne correspondaient pas à la vision du candidat.

<sup>6</sup> Ce scénario de référence a cependant assez peu d'importance sur les résultats de l'évaluation des programmes dont les résultats sont souvent présentés en écart à ce scénario de référence.

prises en œuvre de certaines des mesures, nous avons pu imaginer, lorsque cela n'était pas précisé, un étalement dans le temps des mesures qui n'est pas celui qu'a retenu le candidat, nous avons pu négliger certaines mesures qui n'apparaissent pas dans les documents que nous avons utilisés pour obtenir des détails des programmes économiques des candidats... Les résultats présentés sont donc conditionnés par toutes ces formes d'incertitudes, même si nous avons tenté de les réduire au maximum. Nous restons bien entendu ouverts à discussion avec les candidats et leurs équipes pour faire évoluer ces évaluations de leurs programmes vers une vision commune sur le plan des hypothèses retenues.

### Annexe 3 : Le modèle NEMESIS

Le modèle NEMESIS a été élaboré par un consortium européen financé principalement par la Direction Générale Recherche de la Commission européenne. La construction du modèle a été coordonnée par l'équipe ÉRASME. Les principaux autres membres du consortium étaient le Bureau Fédéral du Plan belge et l'Université Technique d'Athènes.

Le modèle NEMESIS est un système de modèles économétriques sectoriels détaillés (trente secteurs d'activité) élaboré pour chacun des vingt-sept pays de l'Union européenne (sauf Chypre) plus la Norvège, les autres zones du monde étant plus sommairement modélisées, à l'exception de certains grands pays (États-Unis, Japon) qui jouent un rôle majeur dans l'élaboration et le transfert des connaissances scientifiques. Pour chaque pays, le modèle comporte un modèle du cœur économique qui peut dialoguer à la demande avec trois modules périphériques (module énergie-environnement, module agriculture et occupation des sols, module régional).

NEMESIS est un modèle macro-sectoriel dont la trajectoire de croissance n'est pas seulement le résultat de la dynamique macroéconomique ensuite désagrégée en secteurs selon des règles de répartition qui ne dépendraient que des inflexions macroéconomiques. La croissance propre à chacun des secteurs influence celle des autres activités ainsi que celle des économies étrangères. Les trajectoires sectorielles ont des impacts sur toutes les activités par le biais de la demande de consommations intermédiaires et d'investissement qui leur est adressée et par les externalités de connaissance dont elles bénéficient. Il en résulte une dynamique intersectorielle reflétant les interactions fortes entre d'une part des secteurs à gros potentiel de développement, tels que l'aéronautique ou les secteurs des technologies de l'information, et d'autre part des secteurs à croissance plus lente ou à faible progrès de productivité (certains secteurs de services aux particuliers par exemple). Les interactions sont décrites par des matrices d'échanges intersectoriels de biens et services. Dans le modèle NEMESIS, elles sont étendues aux échanges de connaissances (utilisation des données de citations de brevets, etc.).

Cette force intersectorielle (ascendante) est combinée à une force purement macroéconomique (descendante) pour imprimer une dynamique macro-sectorielle que l'on peut qualifier d'« hybride » au sens où elle est la résultante de dynamiques *bottom up* et *top down* : la productivité de l'économie provient ainsi de l'agrégation des dynamiques hétérogènes propres à chaque activité mais aussi des inflexions exogènes de la croissance (prix, demande mondiale) qui influent de manière contrastée sur les secteurs en fonction de leur sensibilité à certaines variables.

Le modèle s'écarte de la structure traditionnelle des modèles économétriques « néo-keynésiens » en ce sens que le bloc « offre » incorpore les propriétés tirées des nouvelles théories de la croissance : progrès technique endogène, performance économique dépendant de la R & D, prise en compte des externalités de connaissance. L'augmentation de la R & D produit des effets qualité et productivité qui augmentent la demande finale interne et externe et « dopent » à long terme les résultats en termes de croissance et d'emploi.

*L'équipe ERASME travaille régulièrement avec plusieurs administrations françaises, la Commission européenne et des acteurs institutionnels français, ainsi que des grandes entreprises. Des renseignements sur nos activités et réalisations sont disponibles sur notre site web :*

**[www.erasme-team.eu](http://www.erasme-team.eu)**